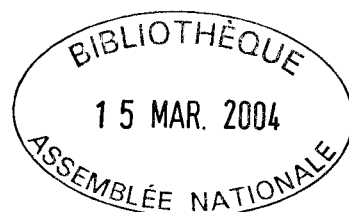




2003

**Répertoire législatif
de
l'Assemblée nationale**



Lois sanctionnées au cours des séances de la 1^{re} session de la 37^e Législature, tenues du 4 juin au 20 juin 2003, le 16 juillet 2003 et du 21 octobre au 18 décembre 2003, incluant le projet de loi n° 3 sanctionné le 3 juillet 2003.

**Éditeur officiel du Québec
2003**

NOTE

Ce vingt-septième Répertoire législatif annuel comporte un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de l'année 2003.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 2003 inclut les lois publiques et les lois d'intérêt privé et de députés, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.

Il s'agit évidemment d'un sommaire qui ne saurait dispenser de se référer à la loi elle-même pour en connaître avec précision la portée.

La Direction de la traduction
et de l'édition des lois
Assemblée nationale
Québec

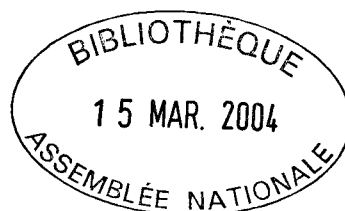


TABLE DES MATIÈRES

	Page
Liste des lois sanctionnées	5
Tables de concordance	7
Abréviations et définitions.....	9
Fiches relatives aux lois	13
Liste des lois publiques du gouvernement par ministère ou par secteur	69
Liste des projets de loi présentés mais non adoptés en 2003	71
Liste des lois de 2003 et antérieures à 2003 entrées en vigueur par proclamation ou par décret en 2003	73
Tableau des modifications globales apportées aux lois publiques	77
Tableau des modifications apportées aux lois publiques en 2003	79
Index	133

LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Lois sanctionnées au cours de l'année 2003, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois de 2003

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
1	Loi modifiant la Loi sur les assurances	n° 5
2	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	n° 3
3	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (<i>titre modifié</i>)	n° 1
4	Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004	n° 16
5	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes	n° 6
6	Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant	n° 18
7	Loi modifiant la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec	n° 12
8	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et d'autres dispositions législatives	n° 17
9	Loi donnant suite au discours sur le budget du 1 ^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires	n° 10
10	Loi proclamant le Jour commémoratif du génocide arménien	n° 194
11	Loi n° 2 sur les crédits, 2003-2004	n° 37
12	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux	n° 7
13	Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance	n° 8
14	Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités	n° 9
15	Loi modifiant la Loi sur les mines	n° 13
16	Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions particulières en matière forestière applicables aux activités d'aménagement forestier antérieures au 1 ^{er} avril 2006	n° 14

<i>Chapitre</i>	<i>Titre</i>	<i>P.L.</i>
17	Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études	n° 19
18	Loi modifiant la Loi sur les coopératives	n° 22
19	Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	n° 23
20	Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers	n° 24
21	Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	n° 25
22	Loi sur la protection des sépultures des anciens combattants et des sépultures de guerre	n° 26
23	Loi sur l'aquaculture commerciale	n° 27
24	Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux	n° 28
25	Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et modifiant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	n° 30
26	Loi modifiant le Code du travail	n° 31
27	Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance concernant les places donnant droit à des subventions	n° 32
28	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal	n° 33
29	Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (<i>titre modifié</i>)	n° 34
30	Loi proclamant le Jour du tartan	n° 190
31	Loi concernant la Corporation du cimetière Mont-Marie	n° 200
32	Loi concernant la Ville de Gaspé	n° 201
33	Loi concernant Cimetière Protestant Hillcrest de Deux-Montagnes	n° 202
34	Loi concernant la Ville de Victoriaville	n° 203
35	Loi concernant la Ville de Rivière-du-Loup	n° 204
36	Loi concernant le Village nordique de Kuujuaq et le Village nordique de Tasiujaq	n° 205

TABLE DE CONCORDANCE
Chapitre — Projet de loi

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	5	13	8	25	30
2	3	14	9	26	31
3	1	15	13	27	32
4	16	16	14	28	33
5	6	17	19	29	34
6	18	18	22	30	190
7	12	19	23	31	200
8	17	20	24	32	201
9	10	21	25	33	202
10	194	22	26	34	203
11	37	23	27	35	204
12	7	24	28	36	205

TABLE DE CONCORDANCE
Projet de loi — Chapitre

<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>
1	3	17	8	32	27
3	2	18	6	33	28
5	1	19	17	34	29
6	5	22	18	37	11
7	12	23	19	190	30
8	13	24	20	194	10
9	14	25	21	200	31
10	9	26	22	201	32
12	7	27	23	202	33
13	15	28	24	203	34
14	16	30	25	204	35
16	4	31	26	205	36

ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

AM:	Amendement
MAJ:	À la majorité des voix
VOTE:	<div>P Pour</div> <div>C Contre</div> <div>A Abstention</div>
Ministre responsable:	ministre responsable de l'application de la loi
Parrain:	ministre par ou au nom de qui le projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale
Présentation du projet de loi:	présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale
Consultation générale:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes et les groupes concernés par le projet de loi peuvent faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions aux parlementaires
Consultations particulières:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes ou les organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine de la compétence d'une commission expriment leur opinion à cette dernière à la suite d'une invitation spéciale de la commission
Adoption du principe:	adoption du principe du projet de loi par l'Assemblée nationale
Étude détaillée en commission:	étude détaillée du projet de loi par une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale
Dépôt du rapport de consultation:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a mené des consultations particulières ou une consultation générale
Dépôt du rapport de la commission:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi

Prise en considération du rapport de la commission :	prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi par le vote de ce rapport par l'Assemblée nationale
Adoption du projet de loi :	adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale
Sanction :	sanction du projet de loi par le lieutenant-gouverneur
Entrée en vigueur :	entrée en vigueur de la loi par l'effet d'une disposition de cette loi ou d'un décret du gouvernement
Loi(s) modifiée(s), remplacée(s) ou abrogée(s) :	loi ou liste des lois modifiées, remplacées ou abrogées par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Règlement(s) modifié(s) :	règlement ou liste des règlements modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Décret(s) modifié(s) :	décret ou liste des décrets modifiés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
<u>Commissions :</u>	
CAN :	Commission de l'Assemblée nationale
CAP :	Commission de l'administration publique
CAPA :	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS :	Commission des affaires sociales
CAT :	Commission de l'aménagement du territoire
CC :	Commission de la culture
CE :	Commission de l'éducation
CET :	Commission de l'économie et du travail
CFP :	Commission des finances publiques
CI :	Commission des institutions

CP:	Commission plénière
CS:	Commission spéciale
CTE:	Commission des transports et de l'environnement

Chapitre 1 (projet de loi n° 5)

Loi modifiant la Loi sur les assurances

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les assurances afin de réviser les règles relatives à l'émission d'obligations et autres titres de créances par un assureur.

De plus, cette loi confirme que l'autorisation du ministre des Finances est requise lorsque des modifications sont apportées à l'acte constitutif d'une compagnie d'assurance dans le cadre d'une continuation en vertu de la Loi sur les compagnies.

Par ailleurs, cette loi permet à l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, à la demande d'un ordre professionnel titulaire d'un permis l'autorisant à assurer la responsabilité professionnelle de ses membres, d'étendre ses activités à l'assurance de ses membres contre les détournements de sommes devant être déposées dans un compte en fidéicommiss et à l'assurance couvrant les frais juridiques occasionnés par ces détournements.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires et de concordance.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Yves Séguin

Présentation du projet de loi: 2003-06-06

Adoption du principe: 2003-06-13

Étude détaillée en commission: CFP
2003-06-19

**Dépôt du rapport
de la commission:** 2003-06-20

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 2003-06-20 AM

Adoption du projet de loi: 2003-06-20

Sanction: 2003-06-21

Entrée en vigueur: 2003-06-21

Lois modifiées: Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Chapitre 2 (projet de loi n° 3)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives

Objet : Cette loi a pour objet principal d'harmoniser la législation fiscale du Québec avec celle du Canada. À cet effet, elle donne suite à certaines mesures d'harmonisation annoncées dans les discours sur le budget du ministre d'État à l'Économie et aux Finances du 9 mars 1999, du 14 mars 2000 et du 29 mars 2001 ainsi que dans les bulletins d'information 99-1 du 30 juin 1999, 2000-4 du 29 juin 2000, 2000-6 du 20 octobre 2000, 2000-7 du 27 octobre 2000, 2000-10 du 21 décembre 2000, 2001-6 du 5 juillet 2001 et 2001-13 du 20 décembre 2001.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi sur les impôts principalement afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada par le projet de loi fédéral C-22 (L.C., 2001, chapitre 17), sanctionné le 14 juin 2001. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la réduction du taux d'inclusion des gains en capital, qui passe de 75 % à 66 2/3 % à compter du 28 février 2000 et de 66 2/3 % à 50 % à compter du 18 octobre 2000;
- 2° le report de l'imposition des gains en capital relatifs à certains placements de petite entreprise;
- 3° le report de l'imposition des avantages liés aux options d'achat d'actions;
- 4° la hausse des montants maximums des frais admissibles au crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants, lorsque ces frais servent à assurer la garde d'un enfant atteint d'une déficience mentale ou physique;
- 5° l'élargissement des dépenses admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux, afin de rendre admissibles à ce crédit d'impôt certains coûts supplémentaires liés à la construction du lieu principal de résidence d'un particulier ayant un handicap moteur grave et prolongé;
- 6° les conditions d'application et les modalités de calcul de la déduction pour frais de préposé aux soins, afin qu'elle s'applique aux frais de ce genre qu'un particulier engage pour poursuivre des études;
- 7° le calcul de la déduction pour résidence d'un membre du clergé pour qu'il tienne compte, notamment, des frais relatifs aux services publics, tels le téléphone, l'électricité ou le gaz;
- 8° l'introduction de règles donnant ouverture au crédit d'impôt pour dons de bienfaisance au décès d'un particulier, par suite du don à un donataire reconnu du produit d'une police d'assurance sur la vie;
- 9° la bonification du traitement fiscal réservé aux dons de biens ayant une valeur écologique indéniable;
- 10° le traitement fiscal applicable à l'égard de certaines fiducies, telles les fiducies de protection d'actifs et les fiducies régies par un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenus de retraite;
- 11° l'introduction de règles d'interprétation concernant le contrôle simultané d'une filiale ou d'une société contrôlée par un groupe de personnes;
- 12° les modifications aux règles concernant la déduction des frais de publicité pour une annonce placée dans un journal ou un périodique ou pour une annonce radiodiffusée.

Cette loi modifie en second lieu diverses lois qui établissent une cotisation de salariés ou d'employeurs, pour faire en sorte que cette cotisation soit déterminée en ne tenant pas compte du report de l'imposition des avantages liés aux options d'achat d'actions.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y intégrer les modifications apportées par le gouvernement fédéral à la Loi sur la taxe d'accise par le projet de loi fédéral C-13 (L.C., 2001, chapitre 15), sanctionné le 14 juin 2001. Ces modifications concernent notamment :

1° l'introduction de nouvelles règles concernant les centres de distribution des expéditions et les maisons de commerce dont les biens sont destinés à être expédiés hors du Québec;

2° l'instauration du remboursement pour immeubles d'habitation locatifs neufs;

3° la prolongation de l'exonération des services d'orthophonie jusqu'à la fin de l'année 2002;

4° la modification de l'exonération relative à la formation professionnelle.

Enfin, plusieurs modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées par cette loi à diverses lois.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2003-06-10
Adoption du principe :	2003-06-17 MAJ
Étude détaillée en commission :	CP 2003-06-17
Dépôt du rapport de la commission :	2003-06-17
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-06-17
Adoption du projet de loi :	2003-06-17 MAJ
Sanction :	2003-07-03
Entrée en vigueur :	2003-07-03

Lois modifiées : Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre D-7.1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (2001, chapitre 53)

Chapitre 3 (projet de loi n° 1)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (titre modifié)

Objet: Cette loi modifie la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre à la Ville de Montréal de céder au gouvernement l'Île Notre-Dame, conformément au contrat de ville intervenu en 2003 entre la Ville de Montréal et le gouvernement. Elle modifie également la Charte de la Ville de Montréal et diverses autres dispositions législatives afin d'aider la Ville de Montréal à résorber le déficit actuariel actuel de l'ancienne Ville de Montréal relativement à divers régimes de retraite auxquels participent les employés de cette ancienne ville.

La loi modifie de plus la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec afin de prévoir que les emprunts, faits par les municipalités pour le financement de l'amortissement des déficits actuariels ou de solvabilité exigé par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, n'aient pas à être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter. La loi prévoit également, à l'égard de ces déficits, des mesures temporaires visant à en amoindrir l'impact sur la situation financière des municipalités et des organismes supramunicipaux.

La loi contient enfin d'autres dispositions législatives visant à régler certains problèmes spécifiques.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain:	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi:	2003-06-06 Vote: P: 68 C: 45 A: 0
Adoption du principe:	2003-06-20 MAJ
Consultations particulières:	CAT 2003-07-07
Dépôt du rapport de consultations:	2003-07-16
Étude détaillée en commission:	CAT 2003-07-07
Dépôt du rapport de la commission:	2003-07-16 AM dont un au titre
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-07-16
Adoption du projet de loi:	2003-07-16 Vote: P: 70 C: 36 A: 0
Sanction:	2003-07-16

Entrée en vigueur: 2003-07-16

Lois modifiées: Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi concernant la négociation d'ententes relatives à la réduction des coûts de main-d'œuvre dans le secteur municipal (1998, chapitre 2)

Chapitre 4 (projet de loi n° 16)**Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004**

Objet: Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2003-2004, une somme de 23 128 367 400,00 \$, incluant un montant de 480 700 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables aux années financières 2004-2005 et 2005-2006, dont 477 200 000,00 \$ en 2004-2005 et 3 500 000,00 \$ en 2005-2006, représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés aux annexes 1, 2 et 3, déduction faite des montants déjà pourvus par les divers mandats spéciaux délivrés en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique.

Cette loi indique en outre quels sont les programmes qui font l'objet d'un crédit au net et précise le montant des crédits non entièrement dépensés qui pourra être reporté en 2004-2005. Elle établit enfin dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Ministre responsable:	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain:	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi:	2003-07-16 Vote: P: 70 C: 38 A: 0
Adoption du principe:	2003-07-16 Vote: P: 70 C: 38 A: 0
Adoption du projet de loi:	2003-07-16 Vote: P: 70 C: 38 A: 0
Sanction:	2003-07-16
Entrée en vigueur:	2003-07-16
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 5 (projet de loi n° 6)**Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes**

Objet: Cette loi modifie le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale afin d'ajouter, aux infractions pour lesquelles un percepteur peut demander à la Société de l'assurance automobile du Québec la suspension d'un permis, toutes celles relatives au stationnement. Elle prévoit aussi que la Société de l'assurance automobile du Québec doit, lorsqu'elle reçoit un avis d'un percepteur à l'effet qu'une personne a fait défaut de payer des amendes imposées à la suite d'infractions au Code de la sécurité routière ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité, interdire la mise ou la remise en circulation ainsi que la mise au rancart de tout véhicule routier immatriculé au nom de cette personne, refuser d'effectuer une nouvelle immatriculation d'un tel véhicule routier et refuser l'immatriculation de tout autre véhicule routier à son nom.

De plus, la loi prévoit que nul ne peut céder, acquérir ou louer un véhicule routier lorsqu'un cocontractant fait l'objet de ces nouvelles mesures. En conséquence, il est prévu que la Société de l'assurance automobile du Québec peut communiquer à une personne les renseignements concernant les limitations au droit d'obtenir l'immatriculation d'un véhicule routier, le droit de circuler avec un véhicule routier ou la capacité de le céder, de l'acquérir, de le louer ou de le mettre au rancart.

En outre, pour couvrir les frais encourus par la Société de l'assurance automobile du Québec pour l'application des nouvelles mesures, la loi prévoit que toute municipalité ou communauté autochtone ainsi que le gouvernement devront déduire du montant total des amendes perçues une somme dont le montant est établi selon la méthode fixée par la loi.

Par ailleurs, la loi modifie le Code de procédure pénale afin qu'une personne qui n'a pas payé les sommes dues à la suite d'infractions au Code de la sécurité routière ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité ne puisse être emprisonnée pour défaut de paiement de ces sommes. La loi crée cependant une infraction pour la personne de 18 ans ou plus qui tente de se soustraire de façon délibérée au paiement de ces sommes. Cette personne sera passible d'un emprisonnement ne pouvant excéder deux ans moins un jour et cette peine ne la libérera pas du paiement des sommes dues.

Enfin, la loi comporte des mesures transitoires ainsi que des modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre de la Sécurité publique
Parrain:	M. Jacques Chagnon
Présentation du projet de loi:	2003-06-13
Adoption du principe:	2003-06-17
Consultations particulières:	CI 2003-09-23

Dépôt du rapport de consultations:	2003-10-21
Étude détaillée en commission:	CI 2003-10-22; 2003-10-23; 2003-10-30
Dépôt du rapport de la commission:	2003-11-04 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-11-06 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-11-12
Sanction:	2003-11-18
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02) Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01) Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02) Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01) Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., chapitre S-2.3) Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4) Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01) Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2)

Chapitre 6 (projet de loi n° 18)**Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant afin d'accorder un droit de vote au vice-président de l'Assemblée nationale qui est membre du conseil d'administration de la Fondation.

La loi modifie également cette loi afin de prévoir que la Fondation produit des états financiers annuels qui sont vérifiés par le vérificateur général et qu'à cette fin, la Fondation est assimilée à un organisme public au sens de la Loi sur le vérificateur général.

Parrain : M. Jacques P. Dupuis, ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques, leader parlementaire du gouvernement

Présentation du projet de loi : 2003-10-28

Adoption du principe : 2003-11-04

Étude détaillée en commission : CP
2003-11-04

Dépôt du rapport de la commission : 2003-11-04 AM

Prise en considération du rapport de la commission : 2003-11-04

Adoption du projet de loi : 2003-11-04

Sanction : 2003-11-18

Entrée en vigueur : 2003-11-18

Loi modifiée : Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant (L.R.Q., chapitre F-3.2)

Chapitre 7 (projet de loi n° 12)

Loi modifiant la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec

Objet: Cette loi a pour objet de constituer une nouvelle corporation foncière inuit, la Corporation foncière d'Umiujaq, pour donner suite à la signature de la Convention complémentaire n° 16 modifiant la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

La création de la Corporation foncière d'Umiujaq permettra de lui transférer la propriété des terres de catégorie I et la gestion des terres de catégorie II qui lui seront attribuées.

Ministre responsable : ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

Parrain : M. Sam Hamad

Présentation du projet de loi : 2003-06-20

Adoption du principe : 2003-10-29

Étude détaillée en commission : CET
2003-11-12

Dépôt du rapport de la commission : 2003-11-13

Prise en considération du rapport de la commission : 2003-11-18

Adoption du projet de loi : 2003-11-20

Sanction : 2003-11-27

Entrée en vigueur : 2003-11-27

Loi modifiée : Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1)

Chapitre 8 (projet de loi n° 17)

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère des Ressources naturelles afin de remplacer les désignations du ministre et du ministère qui y apparaissent par celles de ministre et de ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

De plus, cette loi modifie plusieurs autres lois à des fins de concordance et contient une disposition d'harmonisation législative en ce qui concerne le pouvoir du ministre de conclure des ententes.

Ministre responsable: ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

Parrain: M. Sam Hamad

Présentation du projet de loi: 2003-10-22

Adoption du principe: 2003-10-29

Étude détaillée en commission: CET
2003-11-12

Dépôt du rapport de la commission: 2003-11-13

Prise en considération du rapport de la commission: 2003-11-18

Adoption du projet de loi: 2003-11-20

Sanction: 2003-11-27

Entrée en vigueur: 2003-11-27

Lois modifiées: Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (L.R.Q., chapitre A-7.001)
Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
Loi sur les arpentages (L.R.Q., chapitre A-22)
Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)
Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)
Loi sur les bureaux de la publicité des droits (L.R.Q., chapitre B-9)
Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi sur les compagnies de flottage (L.R.Q., chapitre C-42)
Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01)
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)

Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)

Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)

Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)

Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment (L.R.Q., chapitre E-1.1)

Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures (L.R.Q., chapitre E-1.2)

Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01)

Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi sur l'exportation de l'électricité (L.R.Q., chapitre E-23)

Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)

Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12.1)

Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)

Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)

Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-25.2)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16)

Loi sur les produits et les équipements pétroliers (L.R.Q., chapitre P-29.1)

Loi sur la protection des arbres (L.R.Q., chapitre P-37)

Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1)

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1)

Loi sur la Régie de l'énergie (L.R.Q., chapitre R-6.01)

Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)

Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1)

Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James (L.R.Q., chapitre S-16.1)

Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17)

Loi sur la Société nationale de l'amiante (L.R.Q., chapitre S-18.2)

Loi sur les terres agricoles du domaine de l'État (L.R.Q., chapitre T-7.1)

Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., chapitre T-8.1)

Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11)

Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

Chapitre 9 (projet de loi n° 10)

Loi donnant suite au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires

Objet: Cette loi modifie diverses lois afin de donner suite principalement au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire à la politique budgétaire du gouvernement du 19 mars 2002 et aux bulletins d'information 2001-3 du 9 avril 2001, 2001-5 du 13 juin 2001, 2001-6 du 5 juillet 2001, 2001-10 du 24 septembre 2001, 2001-11 du 26 septembre 2001, 2001-12 du 1^{er} novembre 2001, 2001-13 du 20 décembre 2001, 2002-6 du 17 juin 2002 et 2002-8 du 11 juillet 2002 publiés par le ministère des Finances. Elle donne également lieu, de manière accessoire, au discours sur le budget du 12 juin 2003.

Elle modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac principalement afin que les montants d'impôt applicables à l'égard des produits du tabac soient augmentés.

Elle modifie la Loi sur les impôts principalement afin d'y introduire plusieurs mesures fiscales propres au Québec et de modifier certaines mesures existantes. Ces mesures concernent notamment :

- 1° le transfert entre conjoints des crédits d'impôt non remboursables ;
- 2° l'augmentation du nombre de déductions et de crédits d'impôt dont il est possible de bénéficier dans le cadre du régime d'imposition simplifié et la bonification du concept de revenu familial ;
- 3° le traitement fiscal de certaines allocations et autres avantages accordés à certains employés ;
- 4° l'instauration d'une déduction pour les négociateurs indépendants d'instruments financiers dérivés et pour les producteurs étrangers ;
- 5° la possibilité pour les petits employeurs d'effectuer la remise des retenues à la source et des cotisations d'employeur sur une base trimestrielle ;
- 6° la réduction des taux de la taxe sur le capital versé des sociétés et l'introduction d'une nouvelle déduction dans le calcul de ce capital versé ;
- 7° les modalités d'application des crédits d'impôt remboursables dans le domaine de la culture ;
- 8° les modifications au crédit d'impôt remboursable pour les titulaires d'un permis de chauffeur ou de propriétaire de taxi et l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable visant à favoriser le rajeunissement du parc de véhicules utilisés dans l'industrie du taxi ;
- 9° l'instauration de différents crédits d'impôt remboursables pour soutenir le secteur financier et d'un congé fiscal de cinq ans pour les spécialistes étrangers à l'emploi d'une bourse de valeurs ou d'une chambre de compensation de valeurs ;
- 10° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour les sociétés établies dans les Carrefours de l'innovation et d'un congé fiscal de cinq ans pour les spécialistes étrangers à l'emploi de ces sociétés ;
- 11° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour les activités d'affaires électroniques et d'un congé fiscal de cinq ans pour les spécialistes étrangers qui œuvrent dans ce secteur d'activités ;

12° le regroupement, dans la section des crédits d'impôt remboursables favorisant le développement de la nouvelle économie, d'une part, des crédits d'impôt remboursables pour les sociétés établies dans la Cité du multimédia, au Centre national des nouvelles technologies de Québec et au Centre de développement des biotechnologies de Laval et, d'autre part, des crédits d'impôt remboursables favorisant le développement des technologies de l'information;

13° l'instauration d'un impôt spécial relatif au respect des normes d'investissement par la société Capital régional et coopératif Desjardins.

Elle modifie la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin d'y introduire une exonération des cotisations d'employeur au Fonds des services de santé pour les sociétés qui exploitent une bourse de valeurs ou une chambre de compensation de valeurs.

Enfin, plusieurs modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie sont apportées à diverses lois par cette loi.

Ministre responsable :	ministre du Revenu
Parrain :	M. Lawrence S. Bergman
Présentation du projet de loi :	2003-10-23
Adoption du principe :	2003-11-04 MAJ
Étude détaillée en commission :	CFP 2003-11-06; 2003-11-12
Dépôt du rapport de la commission :	2003-11-18 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-11-19
Adoption du projet de loi :	2003-11-27 MAJ
Sanction :	2003-12-10
Entrée en vigueur :	2003-12-10
Lois modifiées :	Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., chapitre C-8.3) Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (L.R.Q., chapitre F-3.1.2) Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale (L.R.Q., chapitre S-32.001)

Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1995, chapitre 63)

Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (1997, chapitre 14)

Loi budgétaire n° 2 donnant suite au discours sur le budget du 29 mars 2001 et à certains énoncés budgétaires (2002, chapitre 40)

Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier (2002, chapitre 45)

Chapitre 10 (projet de loi n° 194)

Loi proclamant le Jour commémoratif du génocide arménien

Objet: Cette loi a pour objet de proclamer le 24 avril de chaque année Jour commémoratif du génocide arménien.

Parrain:	M. Yvan Bordeleau, député de l'Acadie
Présentation du projet de loi:	2003-11-12
Adoption du principe:	2003-11-19
Étude détaillée en commission:	CC 2003-11-26
Dépôt du rapport de la commission:	2003-11-27
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-11-28
Adoption du projet de loi:	2003-11-28
Sanction:	2003-12-10
Entrée en vigueur:	2003-12-10
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 11 (projet de loi n° 37)**Loi n° 2 sur les crédits, 2003-2004**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme de 571 000 000,00 \$ représentant les crédits supplémentaires n° 1 2003-2004 à voter pour chacun des programmes énumérés en annexe.

La loi établit dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Ministre responsable:	ministre responsable de l'Administration gouvernementale, présidente du Conseil du trésor
Parrain:	Madame Monique Jérôme-Forget
Présentation du projet de loi:	2003-12-12 Vote: P: 62 C: 35 A: 2
Adoption du principe:	2003-12-12 Vote: P: 62 C: 35 A: 2
Adoption du projet de loi:	2003-12-12 Vote: P: 62 C: 35 A: 2
Sanction:	2003-12-12
Entrée en vigueur:	2003-12-12
Loi modifiée:	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

Chapitre 12 (projet de loi n° 7)**Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin de préciser, de façon déclaratoire, qu'une ressource intermédiaire ou une ressource de type familial est réputée ne pas être à l'emploi ni être une salariée de l'établissement public qui recourt à ses services et que toute entente conclue entre eux pour déterminer leurs règles de fonctionnement est réputée ne pas constituer un contrat de travail.

Cette loi attribue, en outre, au ministre de la Santé et des Services sociaux le pouvoir de conclure avec un ou plusieurs organismes représentatifs des ressources intermédiaires ou des ressources de type familial une entente pour, notamment, déterminer les conditions générales d'exercice des activités de ces ressources et prévoir diverses mesures relatives à la rétribution de leurs services. La loi établit les critères de représentativité de ces organismes.

Par ailleurs, cette loi attribue au ministre, plutôt qu'aux régies régionales, le pouvoir de déterminer les taux ou l'échelle de taux de rétribution applicables aux services des ressources intermédiaires.

Enfin, cette loi comporte une disposition transitoire à l'égard des taux de rétribution déjà déterminés par les régies régionales et qui continueront d'être applicables jusqu'à ce que le ministre ait déterminé de nouveaux taux.

Ministre responsable:	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain:	M. Philippe Couillard
Présentation du projet de loi:	2003-06-17
Consultations particulières:	CAS 2003-09-16
Dépôt du rapport de consultations:	2003-10-21
Adoption du principe:	2003-10-28 MAJ
Étude détaillée en commission:	CAS 2003-11-13; 2003-11-19; 2003-11-27
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-17 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 67 C: 36 A: 0
Sanction:	2003-12-18

Entrée en vigueur: 2003-12-18

Loi modifiée: Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)

Chapitre 13 (projet de loi n° 8)**Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance afin de préciser, de façon déclaratoire, le statut de la personne reconnue comme personne responsable d'un service de garde en milieu familial par un titulaire de permis de centre de la petite enfance et, de la même manière, prévoir que ni cette personne ni celle qui l'assiste ni une personne à son emploi ne sont des salariés du titulaire de permis de centre.

Cette loi prévoit la possibilité pour le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, après consultation, de conclure des ententes avec une ou plusieurs associations représentatives de personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et établit les critères de représentativité de ces associations.

Cette loi prévoit également que les ententes, après approbation du gouvernement, s'appliquent à toutes les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial ainsi qu'à tous les titulaires de permis de centre de la petite enfance.

Ministre responsable:	ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
Parrain:	M. Claude Béchar
Présentation du projet de loi:	2003-06-17
Consultations particulières:	CAS 2003-09-09; 2003-09-10
Dépôt du rapport de consultations:	2003-10-21
Adoption du principe:	2003-10-22
Étude détaillée en commission:	CAS 2003-10-28; 2003-10-29; 2003-10-30; 2003-11-04; 2003-11-06; 2003-11-12; 2003-11-18; 2003-11-20
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-17 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 68 C: 35 A: 0
Sanction:	2003-12-18

Entrée en vigueur: 2003-12-18

Loi modifiée: Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance
(L.R.Q., chapitre C-8.2)

Chapitre 14 (projet de loi n° 9)

Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités

Objet: Cette loi accorde aux citoyens de certaines municipalités le droit de se prononcer sur les changements imposés depuis 2000 en matière d'organisation territoriale municipale. Ce droit leur permet de choisir, soit le maintien des municipalités actuelles, soit la reconstitution des anciennes municipalités ou, dans le cas d'un secteur détaché du territoire d'une municipalité qui n'a pas cessé d'exister, le retour de ce secteur dans ce territoire.

La loi indique le mécanisme par lequel les citoyens de chaque secteur de la municipalité seront consultés. Elle prévoit d'abord que ceux-ci pourront demander la tenue d'un scrutin référendaire en signant le registre ouvert à cet effet. Pour qu'un tel scrutin ait lieu dans un secteur, au moins 10 % des personnes habiles à voter de ce secteur devront en avoir fait la demande.

La loi prévoit ensuite que, dans le cas où un scrutin référendaire doit être tenu dans un secteur, le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir doit préalablement faire effectuer une étude d'impact portant sur les coûts et les conséquences de la réorganisation territoriale à l'égard de laquelle le scrutin doit être tenu. Le ministre doit rendre accessible le contenu de cette étude. Toutefois, si le ministre juge que l'étude effectuée à l'égard du secteur avant le processus d'enregistrement est suffisante, il n'est pas tenu d'en faire effectuer une autre après ce processus.

Lorsqu'un scrutin est tenu, la loi exige, pour que la réponse à la question référendaire soit réputée affirmative, que le nombre des voix positives soit supérieur à celui des voix négatives et qu'il soit égal ou supérieur à 35 % du nombre des personnes inscrites sur la liste référendaire du secteur. De plus, elle prévoit que le ministre peut constituer un comité de transition pour toute municipalité dont le territoire comprend au moins un secteur où la réponse donnée par les personnes habiles à voter est réputée affirmative. Durant la période transitoire, la loi prévoit certains contrôles financiers à l'égard d'un tel secteur.

La loi édicte également les règles qui régissent la répartition, entre le gouvernement et les contribuables qui ont exigé la tenue d'un scrutin référendaire, des dépenses engendrées par le processus de consultation.

La loi donne un aperçu des règles à édicter pour instaurer le régime qui s'appliquera après la réorganisation d'une municipalité actuelle, advenant une réponse affirmative à la question référendaire. Essentiellement, les municipalités résultant d'une réorganisation demeureront liées les unes aux autres, de façon à ce que soit préservée l'agglomération formée par le territoire de la municipalité actuelle. En conséquence, selon la loi, l'une de ces municipalités liées sera chargée d'exercer sur l'ensemble de l'agglomération certaines compétences d'intérêt collectif. Elle agira à cette fin par l'intermédiaire d'un conseil d'agglomération formé de représentants de toutes les municipalités liées. Chacune de celles-ci aura, dans le processus décisionnel de ce conseil, un poids proportionnel à l'importance relative de sa population.

La loi donne également un aperçu des règles à édicter pour assurer la transition advenant une telle réorganisation. Ces règles transitoires concernent, d'une part, le personnel de la municipalité actuelle et, d'autre part, l'actif et le passif de celle-ci.

La loi modifie enfin diverses lois afin, d'une part, de supprimer les dispositions liées aux regroupements municipaux autres que volontaires et, d'autre part, de transposer dans le contexte de regroupements volontaires certains éléments de ces dispositions. Elle modifie aussi, expressément ou implicitement, les actes constitutifs de certaines municipalités issues de regroupements récents, afin de prolonger à 20 ans la durée de tout régime transitoire ayant pour objet de limiter la variation du fardeau fiscal supporté par les contribuables des divers secteurs du territoire de ces municipalités.

Ministre responsable:	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain:	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi:	2003-06-17 Vote: P: 67 C: 44 A: 0
Consultation générale:	CAT 2003-09-09; 2003-09-10; 2003-09-11; 2003-09-17; 2003-09-23; 2003-09-25; 2003-09-30; 2003-10-01; 2003-10-02; 2003-10-07; 2003-10-21; 2003-10-22; 2003-10-23
Dépôt du rapport de consultation:	2003-10-28
Adoption du principe:	2003-12-16 Vote: P: 62 C: 43 A: 0
Étude détaillée en commission:	CP 2003-12-16
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 AM MAJ MAJ
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-16 MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 65 C: 37 A: 0
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	2003-12-18
Lois modifiées:	Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1) Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2) Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01)

Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)
Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres
dispositions législatives (2000, chapitre 27)

Chapitre 15 (projet de loi n° 13)

Loi modifiant la Loi sur les mines

Objet : Cette loi a pour objet d'établir de nouvelles règles visant à faciliter la gestion des titres miniers et l'implantation du régime de désignation sur carte. À cette fin, elle prévoit de nouvelles mesures permettant de désigner sur carte des titres miniers dans des territoires réservés au jalonnement. Elle introduit certaines dispositions techniques permettant de fusionner des parcelles de terrains ou de les substituer à d'autres. Elle facilite l'obtention du renouvellement des claims compris dans un rayon de 4,5 kilomètres du claim pour lequel les sommes dépensées pour des travaux effectués au titre du claim excèdent le montant déterminé par règlement.

En ce qui concerne la restauration des titres miniers, cette loi permet au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs d'exiger le versement de la totalité de la garantie financière assurant l'exécution des travaux lorsque la situation financière de l'exploitant se détériore ou lorsqu'il réduit la durée de ses activités. De plus, dans le cas d'anciens sites inactifs, cette loi impose l'obligation de préparer un plan de restauration au responsable des résidus miniers plutôt qu'au ministre.

Cette loi prévoit la possibilité d'octroyer des baux exclusifs pour l'exploitation de substances minérales de surface en faveur des municipalités et des régions intermunicipales pour la construction et l'entretien de leurs rues et de leur réseau routier.

Enfin, cette loi permet au ministre de suspendre temporairement sur certains territoires, pour des fins d'intérêt public, la délivrance de titres miniers.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Parrain :	M. Sam Hamad
Présentation du projet de loi :	2003-06-20
Adoption du principe :	2003-10-29
Étude détaillée en commission :	CET 2003-12-02; 2003-12-03
Dépôt du rapport de la commission :	2003-12-04
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-12-05
Adoption du projet de loi :	2003-12-12
Sanction :	2003-12-18

Entrée en vigueur: 2003-12-18

Loi modifiée: Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)

Chapitre 16 (projet de loi n° 14)

Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions particulières en matière forestière applicables aux activités d'aménagement forestier antérieures au 1^{er} avril 2006

Objet: Cette loi a principalement pour objet de reporter d'un an la date du dépôt et de l'entrée en vigueur des plans d'aménagement forestier basés sur la nouvelle délimitation des unités d'aménagement. Elle maintient jusqu'au 31 mars 2006, avec certaines modifications, le régime provisoire applicable aux contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et aux contrats d'aménagement forestier avant l'implantation du nouveau mode de gestion forestière fondé sur ces nouvelles unités. À cette fin, elle apporte des modifications à la Loi sur les forêts et à d'autres lois, notamment à la Loi assurant la mise en oeuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec.

Cette loi prévoit également des dispositions permettant au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs de conclure avec des municipalités ou des organismes autres que des organismes à but lucratif des ententes de délégation de gestion de programmes dont les activités visent à maintenir ou à améliorer la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier. Elle prévoit, en outre, que les municipalités et les conseils de bande autochtone, bénéficiaires d'une convention d'aménagement forestier, sont exemptés du paiement des contributions au Fonds forestier.

Par ailleurs, cette loi apporte diverses modifications en matière de vérification et de contrôle des activités d'aménagement forestier, notamment en ce qui concerne les données relatives aux volumes de bois affectés par les opérations de récolte, la mise en oeuvre des plans d'aménagement forestier, l'état des travaux en forêt et leur conformité aux normes d'intervention forestière et les crédits applicables au paiement des droits exigibles. Elle prévoit également que certaines sommes autres que celles actuellement prévues à la Loi sur les forêts seront versées au Fonds forestier, notamment afin de financer des activités liées à l'aménagement ou à la gestion des forêts.

Cette loi prévoit aussi des dispositions qui obligent les bénéficiaires de contrats ou de conventions à modifier leur plan annuel d'intervention si le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs constate que les données d'inventaires forestiers ayant servi à valider la pertinence des traitements sylvicoles comportent des inexactitudes. En outre, elle ajoute certaines précisions concernant les cas où le ministre peut modifier les aires destinées à la production forestière ainsi que les règles applicables dans ces situations et elle établit celles relatives à l'étalement du paiement des droits exigibles applicables aux bénéficiaires de contrats ou de conventions.

De plus, cette loi prévoit que les bénéficiaires de conventions d'aménagement forestier pourront, avec l'autorisation du ministre, au cours d'une année précédant l'expiration de la période de validité du plan général d'aménagement forestier, récolter la partie des volumes de bois qu'ils n'ont pu récolter au cours des années précédentes. Elle exempté aussi les bénéficiaires de conventions de l'obligation d'adhérer aux organismes de protection de la forêt lorsque leurs activités s'exercent à l'extérieur des zones couvertes par les plans d'organisation de ces organismes.

En plus d'apporter certaines modifications en matière pénale et de prévoir des cas où le ministre ou le gouvernement peut imposer des pénalités de nature financière, cette loi détermine des règles particulières en matière forestière applicables aux activités d'aménagement forestier antérieures au 1^{er} avril 2006. Ces règles obligent, d'une part, les bénéficiaires de contrats à définir entre eux un mode de prise de décision et de règlement des différends portant sur l'élaboration et la mise en oeuvre des plans annuels d'intervention et, d'autre part, elles imposent une réduction des volumes de bois au permis d'intervention 2005-2006 établie sur la base des résultats du calcul des possibilités forestières effectué pour le territoire des nouvelles unités d'aménagement obtenus lors de l'élaboration des plans généraux d'aménagement forestier 2006-2011. En outre, cette loi prévoit qu'à compter de son entrée en vigueur, les parties d'aires communes situées au nord de la limite nordique sont réputées être des réserves forestières.

Enfin, des dispositions concernant les permis d'intervention pour la culture et l'exploitation d'érablières à des fins acéricoles, les permis d'exploitation d'usines de transformation du bois et les agréments de récolte ponctuelle, ainsi que des dispositions de concordance sont également introduites à la loi.

Ministre responsable :	ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Parrain :	M. Pierre Corbeil
Présentation du projet de loi :	2003-10-29
Adoption du principe :	2003-11-06
Étude détaillée en commission :	CET 2003-11-13; 2003-11-18; 2003-11-20
Dépôt du rapport de la commission :	2003-11-26 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-11-28
Adoption du projet de loi :	2003-12-12
Sanction :	2003-12-18
Entrée en vigueur :	2003-12-18, à l'exception : 1 ^o des dispositions des articles 14 et 15 qui entreront en vigueur le 1 ^{er} mars 2004; 2 ^o des dispositions des articles 13, 16 à 18, 30, de l'article 44 dans la mesure où il édicte le paragraphe 1.5°, des articles 47 et 59 qui entreront en vigueur le 31 mars 2005;

3° des dispositions de l'article 19 et de l'article 44 dans la mesure où il édicte le paragraphe 1.6°, qui entreront en vigueur le 1^{er} avril 2006;

4° des dispositions du paragraphe 3° de l'article 22 qui entreront en vigueur à la date d'entrée en vigueur du premier règlement édicté en vertu du paragraphe 9.1° du premier alinéa de l'article 172 de la Loi sur les forêts, introduit par le paragraphe 2° de l'article 45 de la présente loi

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
 Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-25.2)
 Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives (2001, chapitre 6)
 Loi assurant la mise en oeuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (2002, chapitre 25)

Chapitre 17 (projet de loi n° 19)

Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études

Objet: Cette loi modifie la Loi sur l'aide financière aux études afin de permettre que l'aide financière soit accordée mensuellement ou périodiquement de manière à mieux tenir compte du moment où l'étudiant encourt certaines de ses dépenses. Elle prévoit que les éléments devant être pris en compte pour établir le montant de l'aide financière seront déterminés sur une base mensuelle plutôt que trimestrielle.

Cette loi a également pour objet de modifier les règles de calcul de l'aide financière. Elle prévoit notamment que l'aide financière sera d'abord accordée, en totalité, sous forme de prêt. Une aide financière sous forme de bourse sera ensuite versée à l'établissement financier qui a consenti le prêt pour être appliquée au remboursement d'une partie de l'emprunt.

En outre, cette loi prévoit que l'aide financière reçue par un étudiant sans qu'il y ait droit pourra être récupérée au cours des années d'attribution subséquentes, selon les règles prévues par règlement.

Enfin, cette loi autorise le ministre de l'Éducation à faire remise de la totalité ou d'une partie d'une somme due, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient.

Ministre responsable:	ministre de l'Éducation
Parrain:	M. Pierre Reid
Présentation du projet de loi:	2003-11-04
Adoption du principe:	2003-11-12
Étude détaillée en commission:	CE 2003-11-18; 2003-11-26; 2003-12-01
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-02 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-05
Adoption du projet de loi:	2003-12-12 MAJ
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., chapitre A-13.3)

Chapitre 18 (projet de loi n° 22)**Loi modifiant la Loi sur les coopératives**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les coopératives concernant notamment certaines règles relatives au fonctionnement administratif des coopératives. Elle introduit diverses règles applicables à chacune des catégories de coopératives, soit les coopératives de producteurs, de consommateurs, de travail, de travailleurs actionnaires et de solidarité. De plus, elle modifie certaines règles relatives à des secteurs coopératifs tels ceux de l'habitation et du milieu scolaire.

Cette loi modifie les règles relatives à la constitution d'une coopérative et simplifie les modes de fonctionnement de l'assemblée générale et du conseil d'administration d'une coopérative.

Par ailleurs, cette loi introduit de nouvelles règles concernant l'obligation pour les coopératives de rendre compte à leurs membres et membres auxiliaires et aux détenteurs de capitaux. Elle modifie les règles relatives à l'affectation des excédents afin d'introduire une affectation obligatoire à la réserve. Elle rend possible, pour les coopératives de producteurs, de travail et de travailleurs actionnaires, la constitution d'une réserve de valorisation permettant notamment l'attribution de ristournes.

Cette loi modifie également les règles relatives à la liquidation, à la dissolution, à la fusion et à la continuation des coopératives. Elle introduit des règles en matière de redressement du fonctionnement coopératif de l'entreprise.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires et des modifications de concordance.

Ministre responsable :	ministre du Développement économique et régional
Parrain :	M. Michel Audet
Présentation du projet de loi :	2003-11-04
Adoption du principe :	2003-11-13
Étude détaillée en commission :	CET 2003-11-20; 2003-12-01
Dépôt du rapport de la commission :	2003-12-03 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-12-05
Adoption du projet de loi :	2003-12-12
Sanction :	2003-12-18

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement

Lois modifiées: Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
(1995, chapitre 67)

Chapitre 19 (projet de loi n° 23)

Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Objet: Cette loi édicte, modifie ou supprime diverses dispositions qui régissent les organismes municipaux.

La loi modifie la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin, principalement, d'alléger certains processus et de bonifier certaines règles en matière d'urbanisme. Elle instaure par ailleurs un mécanisme qui permettra aux municipalités régionales de comté et aux commissions scolaires d'assurer l'harmonisation de leurs actions sur leur territoire.

La loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec relativement à diverses règles d'administration. Notamment, la limite de quatre mois du mandat du maire suppléant est remplacée par une durée que détermine le conseil. Diverses modifications à caractère administratif sont également apportées aux chartes des nouvelles grandes villes.

En matière d'emprunts et de gestion financière, la loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec afin de permettre aux municipalités, à l'égard de certains règlements d'emprunt, d'utiliser une plus grande partie d'un emprunt pour renflouer le fonds général des sommes qui y ont été préalablement prélevées dans le cadre de l'objet de l'emprunt, de permettre aux municipalités d'offrir aux contribuables de payer leur quote-part par anticipation lorsque le règlement prescrit le paiement d'une compensation et d'offrir aux municipalités de nouveaux pouvoirs en matière de taxes spéciales, notamment celui d'imposer certaines de celles-ci avec une variété de taux.

La loi permet, à certaines conditions, d'amortir le remboursement d'un emprunt sur une période de 40 ans. De plus, elle permet aux municipalités de 100 000 habitants et plus d'engager leur crédit sans l'autorisation du ministre pour une période pouvant aller jusqu'à 10 ans lorsque les sommes engagées ne dépassent pas une proportion déterminée du budget de la municipalité.

La loi modifie la Loi sur les cités et villes afin notamment de permettre aux municipalités de vendre l'énergie provenant de l'exploitation d'une installation d'élimination des matières résiduelles.

La loi ajoute certains contrats à la liste de ceux dont l'adjudication par les organismes municipaux n'est pas assujettie aux règles prévues dans les lois municipales.

La loi modifie la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal et la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec afin notamment de permettre la rémunération de certains membres des commissions de la communauté.

La loi modifie la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités afin de permettre aux élus municipaux d'agir comme premiers répondants en matière de services préhospitaliers d'urgence.

La loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale pour permettre aux municipalités d'utiliser un mode de tarification comme moyen de financer le paiement de leur contribution pour les services de la Sûreté du Québec. Elle modifie cette loi et édicte des dispositions diverses et transitoires pour faciliter l'application, par certaines municipalités issues de regroupements, des règles prévues par un régime transitoire de limitation de la variation du fardeau fiscal supporté par les différentes catégories de contribuables des divers secteurs de leur territoire.

La loi modifie la Charte de la Ville de Montréal et la Charte de la Ville de Québec afin notamment de bonifier certaines règles applicables en matière d'urbanisme et de permettre aux conseils d'arrondissement de déléguer certains pouvoirs à des fonctionnaires de l'arrondissement. Elle modifie également la Charte de la Ville de Montréal pour remplacer l'obligation imposée à la ville de numéroté ses arrondissements par un simple pouvoir de le faire et celle de la Ville de Sherbrooke pour permettre à la ville de procéder à la dénomination de ses arrondissements.

La loi modifie les chartes de la Ville de Longueuil et de la Ville de Québec afin de donner suite au projet de réorganisation administrative proposé par ces villes, notamment en matière de délégation de pouvoirs aux arrondissements.

La loi modifie la Loi sur le ministère des Affaires municipales et de la Métropole et plusieurs autres lois afin de remplacer les désignations du ministre et du ministère qui y apparaissent par celles de ministre et de ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain :	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi :	2003-11-13
Adoption du principe :	2003-11-28
Étude détaillée en commission :	CAT 2003-12-10; 2003-12-11; 2003-12-12
Dépôt du rapport de la commission :	2003-12-15 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-12-17
Adoption du projet de loi :	2003-12-18
Sanction :	2003-12-18
Entrée en vigueur :	2003-12-18, à l'exception des articles 74, 77, 78, 85 à 87, 89 à 96, 98 à 102 et 261, ainsi que des articles 74.4 à 74.6 de la Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5) édictés par l'article 75, qui entreront en vigueur le 1 ^{er} mai 2004
Lois modifiées :	Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., chapitre A-13.3) Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2) Charte de la Ville de Gatineau (L.R.Q., chapitre C-11.1) Charte de la Ville de Lévis (L.R.Q., chapitre C-11.2) Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3) Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)

Charte de la Ville de Québec (L.R.Q., chapitre C-11.5)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)
 Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01)
 Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02)
 Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)
 Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1)
 Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01)
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
 Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01)
 Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81)
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)
 Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8.2)
 Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1)
 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2)
 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., chapitre E-12.01)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)
 Loi sur le Financement-Québec (L.R.Q., chapitre F-2.01)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales (L.R.Q., chapitre F-4.01)
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)
 Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1)
 Loi sur Immobilière SHQ (L.R.Q., chapitre I-0.3)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)
 Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15)
 Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., chapitre L-0.2)
 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)
 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., chapitre M-15.001)
 Loi sur le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (L.R.Q., chapitre M-22.1)
 Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., chapitre M-25.001)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)
 Loi sur les pesticides (L.R.Q., chapitre P-9.3)
 Loi sur la police (L.R.Q., chapitre P-13.1)

Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1)
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3)
 Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
 Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (L.R.Q., chapitre S-16.001)
 Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.2.1)
 Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (L.R.Q., chapitre S-25.01)
 Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01)
 Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (L.R.Q., chapitre S-41)
 Loi sur les terres du domaine de l'État (L.R.Q., chapitre T-8.1)
 Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001)
 Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14)
 Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2)
 Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi concernant la ville de Brossard (1969, chapitre 99)
 Loi concernant la ville de Rimouski (1984, chapitre 66)
 Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville (1985, chapitre 56)
 Loi concernant la ville de Grand-Mère (1993, chapitre 90)
 Loi instituant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives (1996, chapitre 67)
 Loi sur l'Agence de développement Station Mont-Tremblant (1997, chapitre 100)
 Loi concernant la négociation d'ententes relatives à la réduction des coûts de main-d'oeuvre dans le secteur municipal (1998, chapitre 2)
 Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal (1998, chapitre 47)
 Loi concernant le regroupement de la Municipalité de Mont-Tremblant, de la Ville de Saint-Jovite, de la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord et de la Paroisse de Saint-Jovite (1999, chapitre 88)
 Loi concernant la Ville de Chapais (1999, chapitre 98)
 Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (2000, chapitre 56)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2002, chapitre 37)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2002, chapitre 77)
 Loi sur l'Agence de développement de Ferme-Neuve (2002, chapitre 83)
 Loi concernant la Ville de Contrecoeur (2002, chapitre 95)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2003, chapitre 3)

Décrets modifiés: Décret n° 841-2001 du 27 juin 2001
 Décret n° 850-2001 du 4 juillet 2001
 Décret n° 851-2001 du 4 juillet 2001
 Décret n° 1478-2001 du 12 décembre 2001

Chapitre 20 (projet de loi n° 24)**Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les coopératives de services financiers afin de permettre à une fédération de déterminer, parmi les coopératives constituées à l'extérieur du Québec et qui ont une mission similaire à celles constituées en vertu de cette loi, des catégories de membres auxiliaires pouvant exercer des droits de vote à l'assemblée générale de la fédération.

De plus, cette loi permet aux caisses de constituer une réserve pour ristournes éventuelles. Elle modifie les règles concernant la rémunération des membres d'un conseil d'une caisse et l'allocation de présence des membres d'un conseil de représentants. Elle modifie la définition de personne liée à un dirigeant et permet l'exclusion de membres d'une caisse lorsqu'ils exercent des activités présentant des risques inacceptables pour celle-ci.

Par ailleurs, cette loi prévoit que la personne responsable de la vérification d'une fédération ne peut être membre du conseil d'administration du Fonds de sécurité. Elle précise également les règles relatives à la vérification des états financiers de la fédération.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires et des modifications de concordance.

Ministre responsable: ministre des Finances

Parrain: M. Yves Séguin

Présentation du projet de loi: 2003-11-11

Adoption du principe: 2003-11-18

**Auditions publiques et
étude détaillée en commission:** CFP
2003-11-27

**Dépôt du rapport
de la commission:** 2003-11-28 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 2003-12-12

Adoption du projet de loi: 2003-12-17

Sanction: 2003-12-18

Entrée en vigueur: 2003-12-18

Loi modifiée: Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., chapitre C-67.3)

Chapitre 21 (projet de loi n° 25)

Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux

Objet: Cette loi vise, par la mise en place d'une organisation de services de santé et de services sociaux intégrés, à rapprocher les services de la population et à faciliter le cheminement de toute personne dans le réseau. À cette fin, la loi propose la création des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, lesquelles succéderont, de plein droit et sans autre formalité, aux régions régionales de la santé et des services sociaux.

La loi prévoit que chacune de ces agences aura pour mission de mettre en place, sur son territoire, une organisation de services intégrés. Pour ce faire, l'agence devra définir et proposer un modèle d'organisation basé sur un ou plusieurs réseaux locaux de services dont la taille pourra couvrir tout ou partie du territoire de l'agence.

La loi prévoit également que chacun des réseaux locaux devra comprendre une instance locale regroupant les établissements, identifiés par l'agence, qui offrent les services d'un centre local de services communautaires, d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée et, sauf exception, ceux d'un centre hospitalier. En outre, on devra retrouver dans chacun de ces réseaux locaux les activités et les services de médecins, de pharmaciens, d'organismes communautaires, d'entreprises d'économie sociale et de ressources privées.

La loi précise qu'une agence exercera, en lieu et place d'une région régionale, les pouvoirs, fonctions et devoirs que la loi confie à celle-ci, sauf si le ministre de la Santé et des Services sociaux estime qu'il est inapproprié pour une agence d'exercer l'un ou l'autre d'entre eux.

La loi prévoit aussi que la décision du ministre d'accepter le modèle d'organisation proposé par une agence devra être approuvée par le gouvernement. De plus, une fois cette décision approuvée, le ministre demandera, si nécessaire, à l'inspecteur général des institutions financières la délivrance de lettres patentes fusionnant en un établissement public, constitué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, l'ensemble des établissements publics visés par la proposition. C'est ce nouvel établissement qui agira comme instance locale du réseau local de services de santé et de services sociaux. Enfin, les lettres patentes de ce nouvel établissement public indiqueront les noms des 15 membres provisoires de son conseil d'administration.

La loi prévoit également certains pouvoirs pour le ministre, notamment celui d'assumer l'administration provisoire d'une agence au seul motif que cette dernière ne propose pas de modèle d'organisation conformément aux prescriptions de la loi.

Enfin, cette loi comporte diverses mesures transitoires.

Ministre responsable : ministre de la Santé et des Services sociaux

Parrain : M. Philippe Couillard

Présentation du projet de loi : 2003-11-11

Consultations particulières:	CAS 2003-12-02; 2003-12-03; 2003-12-08
Dépôt du rapport de consultations:	2003-12-09
Adoption du principe:	2003-12-10 Vote: P: 65 C: 43 A: 0
Étude détaillée en commission:	CAS 2003-12-12
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-17 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 64 C: 41 A: 0
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	2004-01-30
Loi modifiée:	Aucune

Chapitre 22 (projet de loi n° 26)

Loi sur la protection des sépultures des anciens combattants et des sépultures de guerre

Objet: Cette loi prévoit que l'administrateur d'un cimetière est tenu d'assurer la protection des sépultures des anciens combattants des forces armées canadiennes ou alliées ainsi que de certaines sépultures de guerre se trouvant dans ce cimetière. La loi établit également à quelles conditions cet administrateur peut permettre que soient déplacés les restes ou le monument funéraire d'une telle sépulture.

Ministre responsable :	ministre désigné par le gouvernement
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation du projet de loi :	2003-11-11
Adoption du principe :	2003-11-11
Étude détaillée en commission :	CFP 2003-11-19
Dépôt du rapport de la commission :	2003-11-20
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-12-12
Adoption du projet de loi :	2003-12-17
Sanction :	2003-12-18
Entrée en vigueur :	2003-12-18
Loi modifiée :	Aucune

Chapitre 23 (projet de loi n° 27)

Loi sur l'aquaculture commerciale

Objet: Cette loi vise à encadrer le développement de l'aquaculture commerciale, l'exploitation d'étangs de pêche commerciaux ainsi que la recherche et l'expérimentation aquacoles dans le domaine hydrique de l'État.

Cette loi permet au ministre d'établir, dans une perspective de développement durable et en consultation avec les intervenants concernés, des cadres régionaux ou locaux de développement aquacole qui favorisent la croissance ordonnée de l'aquaculture dans le domaine hydrique de l'État. La loi prévoit un régime de permis dont la délivrance est conditionnelle à la détention de certaines autorisations prévues par la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Cette loi établit également les conditions et obligations auxquelles doit satisfaire le titulaire de permis dans l'exercice de ses activités. Des dispositions particulières s'appliquent aux sites aquacoles dans le domaine de l'État.

La loi prévoit aussi que le ministre peut soumettre une demande de délivrance ou de modification de permis à une consultation publique aux conditions et modalités qu'il détermine. Elle prévoit en outre la délivrance d'autorisations pour la recherche et l'expérimentation aquacoles dans le domaine hydrique de l'État.

Cette loi prévoit la transmission, entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministre de l'Environnement, le ministre responsable de l'application de la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec et le ministre de la Santé et des Services sociaux, des renseignements nécessaires à l'application de la loi, à la prévention d'un risque pour la santé ou la sécurité du public, l'environnement ou la faune ainsi qu'à leur protection.

De plus, cette loi permet au ministre de nommer les inspecteurs nécessaires à la mise en oeuvre de la loi et détermine les pouvoirs qui leur sont conférés en matière d'inspection, de saisie et de confiscation. Elle prévoit également des sanctions administratives et pénales.

Enfin, cette loi contient des dispositions transitoires et des modifications de concordance.

Ministre responsable:	ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Parrain:	Madame Françoise Gauthier
Présentation du projet de loi:	2003-11-11
Adoption du principe:	2003-11-19
Étude détaillée en commission:	CAPA 2003-12-05
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-09 AM

**Prise en considération
du rapport de la commission:** 2003-12-12

Adoption du projet de loi: 2003-12-17

Sanction: 2003-12-18

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le
gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
Loi sur le financement de la pêche commerciale (L.R.Q., chapitre F-1.3)
Loi sur la justice administrative (L.R.Q., chapitre J-3)
Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., chapitre M-35.1)
Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (L.R.Q., chapitre P-9.01)
Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)
Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)

Chapitre 24 (projet de loi n° 28)**Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la protection sanitaire des animaux afin de permettre à un organisme auquel est confiée la gestion d'un système d'identification des animaux de déterminer des droits exigibles pour en assurer le financement.

Par ailleurs, cette loi prévoit une mesure transitoire dans le cas où un protocole d'entente prend fin afin d'autoriser le ministre à continuer d'appliquer les droits exigibles déterminés par l'organisme jusqu'à la date à laquelle de nouveaux droits s'appliquent.

Ministre responsable:	ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Parrain:	Madame Françoise Gauthier
Présentation du projet de loi:	2003-11-12
Adoption du principe:	2003-11-19
Étude détaillée en commission:	CAPA 2003-12-05
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-09 AM
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-12
Adoption du projet de loi:	2003-12-17
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	2003-12-18

Loi modifiée: Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)

Chapitre 25 (projet de loi n° 30)

Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et modifiant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

Objet: Cette loi introduit un régime de représentation syndicale applicable aux associations de salariés et aux établissements du secteur des affaires sociales dont le régime de négociation est celui visé à la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. De plus, elle modifie cette loi afin d'y introduire, dans le secteur des affaires sociales, la négociation de matières définies comme devant être l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale.

La loi énonce d'abord les règles générales applicables en matière d'accréditation d'une association de salariés pour représenter des salariés d'un établissement du secteur des affaires sociales. À cette fin, la loi établit les unités de négociation qui peuvent être constituées en fonction de quatre catégories de personnel. Elle précise qu'une seule association de salariés peut être accréditée pour représenter, au sein d'un établissement, les salariés d'une unité de négociation et prévoit qu'une seule convention collective peut être applicable à l'ensemble des salariés de cette unité de négociation.

La loi prévoit en outre un mécanisme suivant lequel une association de salariés peut être accréditée pour représenter les salariés visés par une unité de négociation à la suite d'une intégration d'activités, d'une fusion d'établissements ou d'une cession partielle d'activités. Elle précise de plus les modalités particulières suivant lesquelles les parties doivent entreprendre, à la suite de l'accréditation de cette nouvelle association de salariés, la négociation des matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale.

La loi établit également un régime transitoire et accorde au ministre le pouvoir de déterminer à quel moment ce régime est applicable aux établissements.

La loi modifie enfin des dispositions législatives à l'égard de certains professionnels de la santé auxquels la loi ne s'applique pas et elle édicte des dispositions finales.

Ministre responsable :	ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain :	M. Philippe Couillard
Présentation du projet de loi :	2003-11-11
Consultations particulières :	CAS 2003-12-04 ; 2003-12-05
Dépôt du rapport de consultations :	2003-12-09
Adoption du principe :	2003-12-10 MAJ
Étude détaillée en commission :	CAS 2003-12-12

Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 AM (Étude non complétée)
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-17 AM MAJ MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 65 C: 38 A: 0
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	2003-12-18, à l'exception des articles 12 à 51 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28) Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2) Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)

Chapitre 26 (projet de loi n° 31)

Loi modifiant le Code du travail

Objet: Cette loi modifie les dispositions du Code du travail relatives à la transmission de droits et d'obligations à l'occasion de concessions partielles d'entreprises.

Elle prévoit ainsi qu'il n'y aura plus de telle transmission lorsqu'une concession partielle n'aura pas l'effet de transférer au concessionnaire, en plus de fonctions ou d'un droit d'exploitation, la plupart des autres éléments caractéristiques de la partie d'entreprise concernée, à moins que la concession ne soit faite dans le but principal de nuire à une association de salariés.

La loi établit également, sous la même réserve, qu'une convention collective transférée chez le concessionnaire sera réputée expirer lors de la prise d'effet de la concession partielle et qu'un avis de négociation pour la conclusion d'une nouvelle convention collective pourra être donné dans les 30 jours suivants.

La loi comporte enfin quelques dispositions transitoires et de concordance.

Ministre responsable:	ministre du Travail
Parrain:	M. Michel Després
Présentation du projet de loi:	2003-11-13 Vote: P: 64 C: 36 A: 0
Consultations particulières et auditions publiques:	CET 2003-11-25; 2003-11-26; 2003-11-27
Dépôt du rapport de consultations:	2003-11-28
Adoption du principe:	2003-12-12 Vote: P: 56 C: 28 A: 0
Étude détaillée en commission:	CET (motion de renvoi à la CET révoquée le 2003-12-16) – CP le 2003-12-16 MAJ
Dépôt du rapport de la commission:	2003-12-16 AM MAJ
Prise en considération du rapport de la commission:	2003-12-16 MAJ
Adoption du projet de loi:	2003-12-17 Vote: P: 67 C: 33 A: 0
Sanction:	2003-12-18
Entrée en vigueur:	2004-02-01

Loi modifiée: Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)

Chapitre 27 (projet de loi n° 32)

Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance concernant les places donnant droit à des subventions

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance afin de prévoir que le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille peut, aux conditions qu'il détermine, conclure avec toute personne qui est titulaire d'un permis de garderie une entente lui permettant de bénéficier de places donnant droit à des subventions.

Cette loi prévoit que le ministre peut, dans certains cas, réaffecter des places, donnant droit à des subventions, réparties en centre de la petite enfance ou dans une garderie. Elle établit que le nombre de places au permis correspond au nombre de places donnant droit à des subventions qui ont été octroyées.

Par ailleurs, cette loi prévoit que la contribution fixée par le gouvernement pour certains services peut être indexée suivant un mode de calcul prévu par règlement et que l'exemption du versement de la contribution peut être totale ou partielle.

De plus, cette loi modifie certaines dispositions réglementaires afin notamment de réviser le montant de la contribution exigée des parents.

Enfin, cette loi comporte des dispositions modificatives de concordance et fixe la date d'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2004.

Ministre responsable: ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille

Parrain: Madame Carole Thériège

Présentation du projet de loi: 2003-11-13 Vote: P: 60 C: 39 A: 0

Adoption du principe: 2003-12-12 Vote: P: 55 C: 29 A: 0

Étude détaillée en commission: CAS (motion de renvoi à la CAS révoquée le 2003-12-16) – CP le 2003-12-16 MAJ

Dépôt du rapport de la commission: 2003-12-16 AM MAJ

Prise en considération du rapport de la commission: 2003-12-16 MAJ

Adoption du projet de loi: 2003-12-17 Vote: P: 64 C: 37 A: 0

Sanction: 2003-12-18

Entrée en vigueur: 2004-01-01

Loi modifiée: Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre C-8.2)

Règlements modifiés: Règlement sur les centres de la petite enfance
Règlement sur la contribution réduite
Règlement sur les garderies
Règlement sur le soutien du revenu

Chapitre 28 (projet de loi n° 33)

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

Objet: Cette loi modifie la Charte de la Ville de Montréal relativement à divers aspects de l'administration de cette ville.

La loi prévoit que le conseil de la ville et celui de tout arrondissement concerné peuvent présenter une demande conjointe au gouvernement visant à faire modifier les limites d'un arrondissement. Une assemblée publique de consultation doit être tenue dans tout arrondissement dont les limites sont visées par la demande.

La loi remplace le poste de président d'arrondissement par celui de maire d'arrondissement. Elle prévoit qu'un maire d'arrondissement doit être élu à ce poste, à compter de la prochaine élection générale, par les électeurs de l'ensemble de l'arrondissement. La loi accorde au maire d'arrondissement les pouvoirs de tout maire d'une municipalité à l'égard des domaines de compétence relevant du conseil de l'arrondissement. Enfin, la loi prévoit que le conseil de tout arrondissement peut désigner un maire suppléant de l'arrondissement.

La loi modifie les règles relatives au traitement des élus municipaux de la Ville de Montréal en accordant au conseil d'arrondissement la responsabilité de fixer certaines tranches du traitement de ces élus à l'égard des fonctions remplies auprès du conseil de l'arrondissement.

D'autre part, la loi accorde au conseil d'arrondissement de nouveaux pouvoirs en matière de gestion du personnel, notamment en matière d'engagement et de congédiement des fonctionnaires et employés affectés à l'arrondissement. La loi octroie également au conseil d'arrondissement le pouvoir de créer les différents services de l'arrondissement et d'en nommer les directeurs et directeurs adjoints. En outre, elle étend les responsabilités de tout conseil d'arrondissement relativement à la négociation des conventions collectives des fonctionnaires et employés affectés à l'arrondissement.

La loi permet au conseil de la ville et à celui de chaque arrondissement de s'entendre sur le contenu d'une résolution désignée «contrat d'arrondissement», laquelle doit, entre autres, prévoir des règles relatives à l'établissement et à l'évolution de la dotation.

La loi accorde, à certaines conditions, à un conseil d'arrondissement le pouvoir d'ester en justice relativement à toute matière qui relève de sa compétence. Elle permet également à un tel conseil de tenir un référendum consultatif conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

En matière d'aménagement et d'urbanisme, la loi apporte des modifications qui visent à permettre à un conseil d'arrondissement d'amorcer le processus de certaines modifications au plan d'urbanisme.

En matière financière et fiscale, la loi apporte des modifications visant à permettre à un conseil d'arrondissement de dresser un budget d'arrondissement ainsi qu'un programme des immobilisations de l'arrondissement. Elle habilite également le conseil d'arrondissement à constituer un fonds de roulement, à effectuer certains emprunts et à imposer certaines taxes.

La loi confie aussi au conseil d'arrondissement l'exercice de certaines compétences de la ville, notamment celles relatives à l'adoption et à l'application d'un règlement concernant les nuisances et à l'application d'un règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

Enfin, la loi permet au conseil de la ville de déléguer à un conseil d'arrondissement l'adoption ou l'application de tout règlement que le conseil de la ville détermine ou, dans le cas où des sommes à cette fin sont prévues dans la dotation du conseil d'arrondissement, tout pouvoir lié à la mise en oeuvre d'une compétence relevant du conseil de la ville.

Ministre responsable :	ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Parrain :	M. Jean-Marc Fournier
Présentation du projet de loi :	2003-11-13
Adoption du principe :	2003-11-28
Consultations particulières :	CAT 2003-12-03
Dépôt du rapport de consultations :	2003-12-04
Étude détaillée en commission :	CAT 2003-12-04 ; 2003-12-05 ; 2003-12-12
Dépôt du rapport de la commission :	2003-12-15 AM
Prise en considération du rapport de la commission :	2003-12-17
Adoption du projet de loi :	2003-12-18
Sanction :	2003-12-18
Entrée en vigueur :	2003-12-18
Loi modifiée : Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)	

Chapitre 29 (projet de loi n° 34)**Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche**
(titre modifié)

Objet: Cette loi institue le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche. À cet effet, la loi définit la mission de ce nouveau ministère en y intégrant les fonctions qui étaient exercées par le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie et le ministre des Régions.

En plus d'instituer de nouvelles instances locales et régionales, dont les conférences régionales des élus, la loi maintient les dispositions relatives au Conseil de la science et de la technologie et aux différents fonds constitués en vertu de la Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce, de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie et de la Loi sur le ministère des Régions, lesquelles sont intégrées à la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche.

De plus, cette loi contient des dispositions transitoires et de concordance.

Ministre responsable: ministre du Développement économique et régional

Parrain: M. Michel Audet

Présentation du projet de loi: 2003-11-12

Adoption du principe: 2003-12-12 Vote: P: 52 C: 30 A: 0

Étude détaillée en commission: CET (motion de renvoi à la CET révoquée le 2003-12-16) – CP le 2003-12-16 MAJ

Dépôt du rapport de la commission: 2003-12-16 AM dont un au titre MAJ MAJ

Prise en considération du rapport de la commission: 2003-12-16 MAJ

Adoption du projet de loi: 2003-12-17 Vote: P: 64 C: 37 A: 0

Sanction: 2003-12-18

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif (L.R.Q., chapitre A-12.1)
Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1)
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises (L.R.Q., chapitre A-33.01)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
 Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8.1)
 Charte de la Ville de Longueuil (L.R.Q., chapitre C-11.3)
 Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., chapitre C-22)
 Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
 Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., chapitre C-40)
 Loi sur les compagnies de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-40.1)
 Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., chapitre C-44)
 Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)
 Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47)
 Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., chapitre C-51)
 Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., chapitre C-61.01)
 Loi sur la constitution de certaines Églises (L.R.Q., chapitre C-63)
 Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., chapitre C-71)
 Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.1)
 Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1)
 Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., chapitre E-14)
 Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)
 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1)
 Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)
 Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4)
 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)
 Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5)
 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., chapitre M-15.001)
 Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., chapitre M-19.2)
 Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., chapitre M-19.3)
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
 Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international (L.R.Q., chapitre M-35.2)
 Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-16)
 Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1)
 Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (L.R.Q., chapitre P-45)
 Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., chapitre R-7)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)
 Loi sur la Société de développement de la Zone de commerce international de
 Montréal à Mirabel (L.R.Q., chapitre S-10.0001)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
 Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., chapitre S-14.1)
 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (L.R.Q., chapitre
 S-16.001)
 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (L.R.Q., chapitre
 S-16.01)
 Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17)
 Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., chapitre S-17.2.0.1)
 Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q., chapitre S-17.2.2)
 Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q., chapitre
 S-17.4)
 Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q., chapitre S-17.5)
 Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance (L.R.Q., chapitre S-31)
 Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., chapitre
 S-32)
 Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

Lois remplacées: Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce (L.R.Q., chapitre M-17)
 Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (L.R.Q.,
 chapitre M-19.1.2)
 Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., chapitre M-25.001)

Lois abrogées: Loi sur la Société du tourisme du Québec (1994, chapitre 27)
 Loi sur le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (2002, chapitre 72)

Chapitre 30 (projet de loi n° 190)

Loi proclamant le Jour du tartan

Objet: Cette loi a pour objet de proclamer le 6 avril de chaque année Jour du tartan.

Parrain: M. Geoffrey Kelley, député de Jacques-Cartier

Présentation du projet de loi: 2003-11-12

Adoption du principe: 2003-12-17

Étude détaillée en commission: CP
2003-12-17

Dépôt du rapport de la commission: 2003-12-17 AM

Prise en considération du rapport de la commission: 2003-12-17

Adoption du projet de loi: 2003-12-17

Sanction: 2003-12-18

Entrée en vigueur: 2003-12-18

Loi modifiée: Aucune

LISTE DES LOIS PUBLIQUES DU GOUVERNEMENT PAR MINISTÈRE OU PAR SECTEUR

Administration gouvernementale, Conseil du trésor

- | | | |
|-------|-------------------------------------|-------|
| c. 4 | Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 | n° 16 |
| c. 11 | Loi n° 2 sur les crédits, 2003-2004 | n° 37 |

Affaires municipales, Sport et Loisir

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 3 | Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
<i>(titre modifié)</i> | n° 1 |
| c. 14 | Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités | n° 9 |
| c. 19 | Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal | n° 23 |
| c. 28 | Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal | n° 33 |

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 23 | Loi sur l'aquaculture commerciale | n° 27 |
| c. 24 | Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux | n° 28 |

Développement économique et régional

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 18 | Loi modifiant la Loi sur les coopératives | n° 22 |
| c. 29 | Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche
<i>(titre modifié)</i> | n° 34 |

Éducation

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 17 | Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux études | n° 19 |
|-------|---|-------|

Emploi, Solidarité sociale et Famille

- | | | |
|-------|---|-------|
| c. 13 | Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance | n° 8 |
| c. 27 | Loi modifiant la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance concernant les places donnant droit à des subventions | n° 32 |

Finances

- | | | |
|-------|--|-------|
| c. 1 | Loi modifiant la Loi sur les assurances | n° 5 |
| c. 20 | Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers | n° 24 |
| c. 22 | Loi sur la protection des sépultures des anciens combattants et des sépultures de guerre | n° 26 |

Réforme des institutions démocratiques

- | | | |
|------|--|-------|
| c. 6 | Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant | n° 18 |
|------|--|-------|

Ressources naturelles, Faune et Parcs

- | | | |
|------|--|-------|
| c. 7 | Loi modifiant la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec | n° 12 |
|------|--|-------|

- c. 8 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et d'autres dispositions législatives n° 17
- c. 15 Loi modifiant la Loi sur les mines n° 13
- c. 16 Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions particulières en matière forestière applicables aux activités d'aménagement forestier antérieures au 1^{er} avril 2006 n° 14

Revenu

- c. 2 Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives n° 3
- c. 9 Loi donnant suite au discours sur le budget du 1^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires n° 10

Santé et Services sociaux

- c. 12 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux n° 7
- c. 21 Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux n° 25
- c. 25 Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales et modifiant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic n° 30

Sécurité publique

- c. 5 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes n° 6

Travail

- c. 26 Loi modifiant le Code du travail n° 31

LISTE DES PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 2003**Projets de loi du gouvernement**

- n° 2 Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments
- n° 4 Loi modifiant la Loi sur la justice administrative
- n° 11 Loi assurant la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption
- n° 20 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives
- n° 21 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de fixation de pensions alimentaires pour enfants
- n° 29 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- n° 35 Loi modifiant la Loi sur la justice administrative et d'autres dispositions législatives
- n° 36 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives
- n° 38 Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être

**LISTE DES LOIS DE 2003 ET ANTÉRIEURES À 2003
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION OU PAR DÉCRET EN 2003**

1985, c. 34	Loi sur le bâtiment	
	– 2003-12-02:	a. 214 (en ce qui concerne la Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., chapitre D-10)) Décret n° 874-2003 G.O., 2003, Partie 2, p. 3951
1987, c. 29	Loi sur les pesticides	
	– 2003-03-05:	aa. 11-13, 63 (par. 2°), 105-107 Décret n° 330-2003 G.O., 2003, Partie 2, p. 1651
1999, c. 66	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives	
	– 2003-09-03:	a. 15 Décret n° 869-2003 G.O., 2003, Partie 2, p. 3951
2001, c. 38	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	
	– 2003-06-27:	aa. 8-11, 15-17, 18 (par. 2°), 19, 20, 24-33, 35-52, 54, 59, 60, 82, 100 Décret n° 629-2003 G.O., 2003, Partie 2, p. 2771
2001, c. 60	Loi sur la santé publique	
	– 2003-02-26:	aa. 7-17, 18 (les mots «prévues par le programme national de santé publique»), 19-32, 146, 163 (a. 371 (par. 3°, 4°) de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2)), 164 Décret n° 242-2003 G.O., 2003, Partie 2, p. 1438
2002, c. 25	Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec	
	– 2003-09-15:	a. 17 (dans la mesure où il édicte aa. 95.11-95.24 de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)) Décret n° 881-2003 G.O., 2003, Partie 2, n. 4045

- 002, c. 27 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-médicaments et d'autres dispositions législatives
- 2003-02-26: aa. 14, 16, 17, 18, 20, 21, 22 (par. 1°), 23 (par. 1°), 25, 27, 29, 31 (2° al.), 32 (2° al.), 41 (par. 2°), 42-44
Décret n° 238-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1437
 - 2003-03-01: a. 10 (par. 1°, 3°)
Décret n° 241-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1437, 1438
- 002, c. 30 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic
- 2003-02-20: aa. 6 (dans la mesure où il édicte a. 17.2 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., chapitre R-9.2)), sauf à l'égard de la catégorie d'employés constituée des employés en congé sans traitement, 10 (par. 3°), sauf à l'égard de la catégorie d'employés constituée des employés en congé sans traitement, 18, sauf à l'égard de la catégorie d'employés constituée des employés en congé sans traitement
Décret n° 153-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1297
- 002, c. 41 Loi sur l'Observatoire québécois de la mondialisation
- 2003-01-15: aa. 1-35
Décret n° 13-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 441
- 002, c. 45 Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier
- 2003-02-06: aa. 116 (1^{er} al., 3^e al.), 117-152, 153 (à l'exception du 5^e al.), 154-156, 485, 689 (par. 3°)
Décret n° 111-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1139
 - 2003-04-16: aa. 1-3, 20-22, 25-32, 33 (1^{er} al.), 36, 39-47
Décret n° 542-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 2225
 - 2003-12-03: aa. 92, 95, 97-102, 106, 108-115
Décret n° 1271-2003

- 2002, c. 55 Loi modifiant la Loi sur les agents de voyages et la Loi sur la protection du consommateur
- 2003-01-29: a. 22
Décret n° 59-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 719
- 2002, c. 61 Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- 2003-03-05: aa. 1 (1^{er} al, 2^e al. (à l'exception de la deuxième phrase)), 2-20, 21 (1^{er} al.), 61, 62 (sauf en tant qu'il concerne aa. 58, 60), 64, 66, 69
Décret n° 312-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1438, 1439
- 2003-04-01: aa. 1 (3^e al.), 46-57, 67
Décret n° 501-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1971
- 2002, c. 62 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur le ministère du Revenu
- 2003-03-05: a. 4 (dans la mesure où il remplace a. 359.1 (2^e al.) du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2))
Décret n° 198-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1297
- 2003-04-13: a. 4 (dans la mesure où il remplace a. 359.1 (1^{er} al.) du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2))
Décret n° 198-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1297
- 2002, c. 66 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins
- 2003-07-01: aa. 5-11, 13, 15 (par. 2°, 3°), 16-20, 22-24, 29
Décret n° 637-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 2829
- 2003-09-01: a. 28
Décret n° 637-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 2829

- 2002, c. 70 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives
- 2003-02-12: aa. 1-38, 39 (sauf lorsqu'il remplace a. 88.1 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)), 40-78, 79 (sauf lorsqu'il édicte la section III.1 du chapitre V du titre III de la Loi sur les assurances comprenant aa. 200.0.4-200.0.13), 80-147, 149-157, 163, 164, 169, 173-175, 177, 179-186, 188, 189, 191-204
Décret n° 129-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1139, 1140
 - 2003-02-26: a. 148
Décret n° 129-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 1139, 1140
 - 2003-06-25: aa. 170-172
Décret n° 692-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 3159
- 2002, c. 78 Loi modifiant le Code de procédure pénale
- 2003-07-01: aa. 1-7
Décret n° 674-2003
G.O., 2003, Partie 2, p. 2889

TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

Les mentions ci-dessous font référence à des dispositions législatives adoptées en 2003 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans préciser un article particulier.

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et d'autres dispositions législatives	2003, c. 8, a. 7 (P.L. n° 17)
Loi modifiant de nouveau diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	2003, c. 19, a. 251 (P.L. n° 23)
Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	2003, c. 21, a. 45 (P.L. n° 25)
Loi sur l'aquaculture commerciale	2003, c. 23, a. 77 (P.L. n° 27)
Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche	2003, c. 29, a. 170 (P.L. n° 34)

TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2003

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements de ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications. Ce tableau indique les modifications apportées aux lois publiques par les dispositions de lois sans égard aux modifications qui peuvent leur être apportées par d'autres sources tels des décrets.

Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et le Code civil du Québec sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.

Abréviations

a. = article
Ab. = Abrogé
Ann. = Annexe
App. = Appendice

c. = chapitre
Form. = Formule
Remp. = Remplacé

Référence	TITRE	Modifications
1- LOIS REFONDUES DU QUÉBEC		
c. A-7.001	Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique	
	35 , 2003, c. 8, a. 6	
c. A-7.02	Loi sur l'Agence métropolitaine de transport	
	99.3 , 2003, c. 5, a. 26	
c. A-12.1	Loi sur l'aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif	
	25 , 2003, c. 29, a. 135	
c. A-13.1	Loi sur l'aide au développement touristique	
	11 , 2003, c. 29, a. 135	
	37 , 2003, c. 29, a. 135	
	39 , 2003, c. 29, a. 135	
c. A-13.3	Loi sur l'aide financière aux études	
	2 , 2003, c. 17, a. 1	
	4 , 2003, c. 17, a. 2	
	5 , 2003, c. 17, a. 3	
	6 , Ab. 2003, c. 17, a. 4	
	7 , Ab. 2003, c. 17, a. 4	
	9 , 2003, c. 17, a. 5	
	10 , 2003, c. 17, a. 6	
	11 , 2003, c. 17, a. 7	
	12 , 2003, c. 17, a. 8	
	13 , 2003, c. 17, a. 9	
	14 , 2003, c. 17, a. 10	
	15 , 2003, c. 17, a. 11	
	17 , 2003, c. 17, a. 12	
	18 , 2003, c. 17, a. 13	

Référence	TITRE	Modifications
c. A-13.3	Loi sur l'aide financière aux études — <i>Suite</i>	<p> 19, Ab. 2003, c. 17, a. 14 20, Ab. 2003, c. 17, a. 14 21, 2003, c. 17, a. 15 22, 2003, c. 17, a. 16 23, 2003, c. 17, a. 17 24, 2003, c. 17, a. 18; 2003, c. 19, a. 250 25, 2003, c. 17, a. 19 27, 2003, c. 17, a. 20 28, 2003, c. 17, a. 21 29, 2003, c. 17, a. 22 31, 2003, c. 17, a. 23 31.1, 2003, c. 17, a. 24 32, 2003, c. 17, a. 25 33, 2003, c. 17, a. 26 34, 2003, c. 17, a. 27 36, 2003, c. 17, a. 28 36.1, 2003, c. 17, a. 29 36.2, 2003, c. 17, a. 30 37.1, 2003, c. 17, a. 31 39, 2003, c. 17, a. 32 40, 2003, c. 17, a. 33 41, 2003, c. 17, a. 34 42, 2003, c. 17, a. 35 43, 2003, c. 17, a. 36 43.1, 2003, c. 17, a. 37 44, 2003, c. 17, a. 38 48, 2003, c. 17, a. 39 56, 2003, c. 17, a. 40 57, 2003, c. 17, a. 41 </p>
c. A-14	Loi sur l'aide juridique	<p> 87.2, 2003, c. 8, a. 6 </p>
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	<p> 1, 2003, c. 19, a. 250 8.1, Ab. 2003, c. 19, a. 1 42, 2003, c. 19, a. 2 44, 2003, c. 8, a. 6 53.1, 2003, c. 19, a. 3 53.11, 2003, c. 19, a. 4 56.1, 2003, c. 19, a. 5 56.2, 2003, c. 19, a. 6 56.3, 2003, c. 19, a. 7 56.5, 2003, c. 19, a. 8 56.6, 2003, c. 19, a. 9 56.7, 2003, c. 19, a. 10 56.9, 2003, c. 19, a. 11 56.13, 2003, c. 19, a. 12 56.18, 2003, c. 19, a. 13 57.1, Ab. 2003, c. 19, a. 14 66, 2003, c. 19, a. 15 75.8, 2003, c. 19, a. 250 75.11, 2003, c. 19, a. 250 78, Ab. 2003, c. 19, a. 16 79.6, 2003, c. 19, a. 17 79.13, 2003, c. 19, a. 18 79.19, 2003, c. 19, a. 19 79.20, 2003, c. 29, a. 142 99, 2003, c. 19, a. 20 105, 2003, c. 8, a. 6 109.12, 2003, c. 19, a. 21 110.2, 2003, c. 19, a. 22 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme — <i>Suite</i>	110.3.2 , 2003, c. 19, a. 23 112.3 , 2003, c. 19, a. 24 137.8 , 2003, c. 19, a. 25 137.17 , 2003, c. 19, a. 26 145.7 , 2003, c. 19, a. 27 145.8 , 2003, c. 19, a. 28 151 , 2003, c. 19, a. 29 152 , 2003, c. 19, a. 30 153 , 2003, c. 19, a. 31 161 , 2003, c. 19, a. 32 164 , 2003, c. 19, a. 33 165.2 , 2003, c. 19, a. 34 165.4 , 2003, c. 19, a. 35 205 , 2003, c. 19, a. 36 221 , Ab. 2003, c. 19, a. 40 223 , Ab. 2003, c. 19, a. 41 225 , 2003, c. 19, a. 42 226 , 2003, c. 19, a. 43 226.1 , 2003, c. 19, a. 44 227 , 2003, c. 19, a. 45 228 , 2003, c. 19, a. 46 237.2 , 2003, c. 19, a. 47 238 , 2003, c. 19, a. 48 239 , 2003, c. 19, a. 49
c. A-22	Loi sur les arpentages	3 , 2003, c. 8, a. 6 14 , 2003, c. 8, a. 6 15 , 2003, c. 8, a. 6 18 , 2003, c. 8, a. 6 19 , 2003, c. 8, a. 6
c. A-23	Loi sur les arpenteurs-géomètres	1 , 2003, c. 8, a. 6
c. A-28	Loi sur l'assurance-hospitalisation	3 , 2003, c. 25, a. 52
c. A-29	Loi sur l'assurance maladie	96 , 2003, c. 29, a. 140
c. A-32	Loi sur les assurances	1.1 , 2003, c. 1, a. 1 43 , 2003, c. 1, a. 2 62.1 , 2003, c. 1, a. 3 62.2 , 2003, c. 1, a. 4 66.2 , 2003, c. 1, a. 5 174.1 , 2003, c. 1, a. 6 174.13 , 2003, c. 1, a. 7 174.15 , 2003, c. 1, a. 8 191 , 2003, c. 1, a. 9 200.0.15 , 2003, c. 1, a. 11 220 , 2003, c. 1, a. 12 420 , 2003, c. 1, a. 13 420.1 , 2003, c. 1, a. 14
c. A-33.01	Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises	21 , 2003, c. 29, a. 135

Référence	TITRE	Modifications
c. B-1.1	Loi sur le bâtiment	203 , 2003, c. 5, a. 26
c. B-4	Loi sur les biens culturels	2.1 , 2003, c. 9, a. 1 7.12 , 2003, c. 9, a. 2 47 , 2003, c. 8, a. 6 47.2 , 2003, c. 8, a. 6 102 , 2003, c. 8, a. 6
c. B-9	Loi sur les bureaux de la publicité des droits	1 , 2003, c. 8, a. 6 1.1 , 2003, c. 8, a. 6 1.2 , 2003, c. 8, a. 6
c. C-1	Loi sur le cadastre	1 , 2003, c. 8, a. 6 21.7 , 2003, c. 8, a. 6
c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	6 , 2003, c. 19, a. 250
c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	50 , 2003, c. 29, a. 135
c. C-8.1	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	42 , 2003, c. 29, a. 137
c. C-8.2	Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance	8.1 , 2003, c. 13, a. 1 11.1.2 , 2003, c. 27, a. 1 39 , 2003, c. 27, a. 2 39.1 , 2003, c. 27, a. 3 41.6.3 , 2003, c. 27, a. 4 41.7 , 2003, c. 27, a. 5 73 , 2003, c. 27, a. 6 73.3 , 2003, c. 13, a. 2 73.4 , 2003, c. 13, a. 2 73.5 , 2003, c. 13, a. 2 73.6 , 2003, c. 13, a. 2 73.7 , 2003, c. 13, a. 2
c. C-8.3	Loi sur les centres financiers internationaux	4 , 2003, c. 9, a. 3
c. C-11.1	Charte de la Ville de Gatineau	8.3 , 2003, c. 19, a. 250 9 , 2003, c. 19, a. 250 80 , 2003, c. 19, a. 250 86 , 2003, c. 19, a. 250 89 , 2003, c. 19, a. 250 91 , 2003, c. 19, a. 250 100 , 2003, c. 19, a. 250 119 , 2003, c. 19, a. 250 120 , 2003, c. 19, a. 250 134 , 2003, c. 19, a. 250

Référence	TITRE	Modifications
c. C-11.1	Charte de la Ville de Gatineau — <i>Suite</i>	<p> 135, 2003, c. 19, a. 250 137, 2003, c. 14, a. 151 6.1 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 50 6.2 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 50 6.3 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 50 6.4 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 50 6.5 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 50 19 (Ann. B), Ab. 2003, c. 19, a. 51 24 (Ann. B), 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. C-11.2	Charte de la Ville de Lévis	<p> 8.3, 2003, c. 19, a. 250 9, 2003, c. 19, a. 250 86, 2003, c. 19, a. 52 104, 2003, c. 19, a. 250 113, 2003, c. 19, a. 250 132, 2003, c. 19, a. 250 133, 2003, c. 19, a. 250 146, 2003, c. 19, a. 250 147, 2003, c. 19, a. 250 148, 2003, c. 14, a. 152 </p>
c. C-11.3	Charte de la Ville de Longueuil	<p> 8.3, 2003, c. 19, a. 250 9, 2003, c. 19, a. 250 58.2, 2003, c. 19, a. 53 60.2, 2003, c. 29, a. 143 90, 2003, c. 19, a. 250 99, 2003, c. 19, a. 250 118, 2003, c. 19, a. 250 119, 2003, c. 19, a. 250 133, 2003, c. 19, a. 250 134, 2003, c. 19, a. 250 135, 2003, c. 14, a. 153 13 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 54 13.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 55 14 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 56 20.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 57 46 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250; 2003, c. 29, a. 135 47 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 48.0.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 54 </p>
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal	<p> 8, 2003, c. 3, a. 1 8.3, 2003, c. 19, a. 250 9, 2003, c. 19, a. 250 10, 2003, c. 19, a. 59 10.1, 2003, c. 28, a. 1 17, 2003, c. 28, a. 2 18, 2003, c. 28, a. 3 19, 2003, c. 28, a. 4 20, 2003, c. 28, a. 4 20.1, 2003, c. 28, a. 5 20.2, 2003, c. 28, a. 6 21, Ab. 2003, c. 28, a. 7 25, 2003, c. 19, a. 60 33, 2003, c. 28, a. 8 34, 2003, c. 28, a. 9 34.1, 2003, c. 28, a. 10 34.2, 2003, c. 28, a. 11 37, 2003, c. 28, a. 12 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal — <i>Suite</i>	
	38, 2003, c. 28, a. 13	
	39, 2003, c. 28, a. 14	
	39.1, 2003, c. 19, a. 250; 2003, c. 28, a. 15	
	43, 2003, c. 28, a. 16	
	45, 2003, c. 28, a. 17	
	46, 2003, c. 28, a. 18	
	47, 2003, c. 28, a. 18	
	48, 2003, c. 28, a. 18	
	49, 2003, c. 28, a. 18	
	49.1, 2003, c. 28, a. 18	
	49.2, 2003, c. 28, a. 18	
	49.3, 2003, c. 28, a. 18	
	50, 2003, c. 28, a. 19	
	52, 2003, c. 28, a. 20	
	53, 2003, c. 28, a. 21	
	56.1, 2003, c. 28, a. 22	
	57, 2003, c. 28, a. 22	
	57.1, 2003, c. 28, a. 22	
	57.2, 2003, c. 28, a. 22	
	57.3, 2003, c. 28, a. 22	
	57.4, 2003, c. 28, a. 22	
	57.5, 2003, c. 28, a. 22	
	57.6, 2003, c. 28, a. 22	
	57.7, 2003, c. 28, a. 22	
	57.8, 2003, c. 28, a. 22	
	83, 2003, c. 19, a. 61; 2003, c. 28, a. 23	
	84.1, Ab. 2003, c. 28, a. 24	
	85.3, 2003, c. 28, a. 25	
	85.4, 2003, c. 28, a. 25	
	87, 2003, c. 28, a. 26	
	89, 2003, c. 19, a. 62	
	89.1, 2003, c. 19, a. 63	
	91, 2003, c. 28, a. 28	
	91.1, 2003, c. 28, a. 28	
	94, 2003, c. 28, a. 29	
	105, 2003, c. 28, a. 30	
	130, 2003, c. 19, a. 64; 2003, c. 28, a. 31	
	130.1, 2003, c. 28, a. 32	
	130.2, 2003, c. 28, a. 32	
	130.3, 2003, c. 28, a. 33	
	136, 2003, c. 28, a. 35	
	136.1, 2003, c. 28, a. 36	
	137, 2003, c. 28, a. 37	
	141, 2003, c. 28, a. 38	
	142, 2003, c. 28, a. 39	
	143.1, 2003, c. 28, a. 40	
	143.2, 2003, c. 28, a. 40	
	144, 2003, c. 28, a. 41	
	144.1, 2003, c. 28, a. 41	
	144.2, 2003, c. 28, a. 41	
	144.3, 2003, c. 28, a. 41	
	144.4, 2003, c. 28, a. 41	
	144.5, 2003, c. 28, a. 41	
	144.6, 2003, c. 28, a. 41	
	144.7, 2003, c. 28, a. 41	
	144.8, 2003, c. 28, a. 41	
	146, 2003, c. 28, a. 42	
	146.1, 2003, c. 28, a. 42	
	147, Ab. 2003, c. 28, a. 43	
	153, 2003, c. 19, a. 250	
	162, 2003, c. 19, a. 250	
	181, 2003, c. 19, a. 250	
	182, 2003, c. 19, a. 250	
	196, 2003, c. 19, a. 250	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-11.4	Charte de la Ville de Montréal — <i>Suite</i>	<p> 197, 2003, c. 19, a. 250 198, 2003, c. 14, a. 154 1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 65 2 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 16 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 66 33 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 67 37.1 (Ann. C), 2003, c. 3, a. 2 61 (Ann. C), 2003, c. 5, a. 26 67.1 (Ann. C), 2003, c. 28, a. 44 69 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 69.1 (Ann. C), 2003, c. 28, a. 45 102.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 68 102.2 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 68 118 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 121 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 69 122 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 133 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 136 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 139 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 185.1 (Ann. C), 2003, c. 28, a. 46 186 (Ann. C), 2003, c. 28, a. 47 198 (Ann. C), Ab. 2003, c. 19, a. 70 199 (Ann. C), 2003, c. 28, a. 48 217 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 71 220 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 223 (Ann. C), 2003, c. 3, a. 3 239 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250; 2003, c. 29, a. 135 250 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 72 271 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 Ann. D, 2003, c. 28, a. 49 </p>
c. C-11.5	Charte de la Ville de Québec	<p> 8.3, 2003, c. 19, a. 250 9, 2003, c. 19, a. 250 36.1, 2003, c. 19, a. 73 72.1, 2003, c. 19, a. 74 72.2, 2003, c. 19, a. 74 74.1, 2003, c. 19, a. 75 74.2, 2003, c. 19, a. 75 74.3, 2003, c. 19, a. 75 74.4, 2003, c. 19, a. 75 74.5, 2003, c. 19, a. 75 74.6, 2003, c. 19, a. 75 114, 2003, c. 19, a. 76 115, 2003, c. 19, a. 77 117, 2003, c. 19, a. 78 133, 2003, c. 19, a. 250 142, 2003, c. 19, a. 250 161, 2003, c. 19, a. 250 162, 2003, c. 19, a. 250 174, 2003, c. 19, a. 250 175, 2003, c. 19, a. 250 176, 2003, c. 14, a. 155 19 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 79 38 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 39 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 80 41 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 250 44.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 81 84 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 82 84.1 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 83 85 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 84 88 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 85 89 (Ann. C), 2003, c. 19, a. 86 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-11.5	Charte de la Ville de Québec — <i>Suite</i>	
	90 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 87	
	91 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 88	
	98 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 89	
	99 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 90	
	100 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 91	
	101 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 92	
	102 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 93	
	103 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 94	
	104 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 95	
	107 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 96	
	109 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 97	
	110 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 98	
	111 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 99	
	112 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 100	
	116 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 101	
	117 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 102	
	124 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 103	
	165 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 250	
	183 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 250	
	184.1 (Ann. C) , 2003, c. 19, a. 104	
c. C-19	Loi sur les cités et villes	
	1 , 2003, c. 19, a. 250	
	6 , 2003, c. 19, a. 250	
	28 , 2003, c. 19, a. 250	
	29.2.1 , 2003, c. 5, a. 26	
	29.3 , 2003, c. 19, aa. 105, 250	
	29.5 , 2003, c. 19, a. 106	
	29.6 , 2003, c. 19, a. 106	
	29.7 , 2003, c. 19, aa. 106, 250	
	29.8 , 2003, c. 19, a. 106	
	29.9 , 2003, c. 19, a. 106	
	29.9.2 , 2003, c. 19, aa. 107, 250	
	29.10.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	29.13 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 16, a. 49	
	29.14.1 , 2003, c. 5, a. 26; 2003, c. 8, a. 6	
	29.14.2 , 2003, c. 8, a. 6	
	29.18 , 2003, c. 8, a. 6	
	54 , 2003, c. 19, a. 250	
	55 , 2003, c. 19, a. 250	
	56 , 2003, c. 19, a. 108	
	70.0.1 , 2003, c. 19, a. 109	
	73.3 , 2003, c. 14, a. 156	
	100 , 2003, c. 19, a. 250	
	105 , 2003, c. 19, a. 250	
	105.2 , 2003, c. 19, a. 250	
	108 , 2003, c. 19, aa. 110, 250	
	108.1 , 2003, c. 19, a. 111	
	108.2 , 2003, c. 19, a. 250	
	108.2.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	116 , 2003, c. 19, a. 250	
	318 , 2003, c. 19, a. 250	
	365 , 2003, c. 19, a. 250	
	365.1 , 2003, c. 19, a. 112	
	412.26 , Ab. 2003, c. 19, a. 113	
	413 , 2003, c. 19, a. 114	
	413.0.1 , 2003, c. 19, a. 115	
	413.0.2 , 2003, c. 19, a. 115	
	464 , 2003, c. 19, a. 116	
	465.1 , 2003, c. 19, aa. 117, 250	
	465.9.2 , 2003, c. 19, a. 118	
	465.10.1 , 2003, c. 19, a. 119	
	465.15 , 2003, c. 19, a. 120	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-19	Loi sur les cités et villes — <i>Suite</i>	<p> 465.18, Ab. 2003, c. 19, a. 121 466.1, 2003, c. 19, a. 250 466.2, 2003, c. 29, a. 144 468.1, 2003, c. 19, a. 250 468.11, 2003, c. 19, a. 250 468.32, 2003, c. 19, a. 122 468.36.1, 2003, c. 19, a. 250 468.37, 2003, c. 19, a. 250 468.38, 2003, c. 19, aa. 123, 250 468.39, 2003, c. 19, a. 250 468.48, 2003, c. 19, a. 250 468.49, 2003, c. 19, a. 250 468.51, 2003, c. 19, aa. 124, 250 468.53, 2003, c. 19, a. 250 469.1, 2003, c. 19, a. 250 474, 2003, c. 19, aa. 125, 250 474.3.1, 2003, c. 19, a. 126 477.2, 2003, c. 19, a. 250 487.1, 2003, c. 19, a. 127 487.2, 2003, c. 19, a. 127 487.3, 2003, c. 19, a. 127 487.4, 2003, c. 19, a. 127 503, 2003, c. 19, aa. 128, 250 541, 2003, c. 19, a. 250 544.1, 2003, c. 19, a. 129 547.1, 2003, c. 19, a. 130 547.3, 2003, c. 19, a. 131 554, 2003, c. 19, a. 250 555, 2003, c. 19, a. 250 556, 2003, c. 3, a. 4; 2003, c. 19, a. 250 561.1, 2003, c. 19, a. 250 562, 2003, c. 19, a. 250 563.1, 2003, c. 19, a. 250 564, 2003, c. 19, a. 250 565, 2003, c. 19, a. 250 567, 2003, c. 19, a. 250 572, 2003, c. 19, a. 250 573, 2003, c. 19, a. 250 573.3, 2003, c. 19, a. 132 573.3.1, 2003, c. 19, a. 250 573.5, 2003, c. 19, a. 250 573.7, 2003, c. 19, a. 250 573.8, 2003, c. 19, a. 250 592, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. C-22	Loi sur les clubs de chasse et de pêche	<p> 8, 2003, c. 29, a. 135 </p>
c. C-23	Loi sur les clubs de récréation	<p> 12, 2003, c. 29, a. 135 </p>
c. C-24.2	Code de la sécurité routière	<p> 4, 2003, c. 8, a. 6 21, 2003, c. 5, a. 1 35, 2003, c. 8, a. 6 39.1, 2003, c. 5, a. 2 59, 2003, c. 5, a. 3 65, 2003, c. 8, a. 6 84, Ab. 2003, c. 5, a. 4 92.1, Ab. 2003, c. 5, a. 5 97, 2003, c. 8, a. 6 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i>	
	141 , 2003, c. 5, a. 6	
	194 , 2003, c. 5, a. 7	
	194.1 , 2003, c. 5, a. 8	
	194.2 , 2003, c. 5, a. 8	
	194.3 , 2003, c. 5, a. 8	
	209.2 , 2003, c. 5, a. 9	
	209.22 , 2003, c. 5, a. 10	
	213 , 2003, c. 8, a. 6	
	320 , 2003, c. 8, a. 6	
	327 , 2003, c. 8, a. 6	
	328 , 2003, c. 8, a. 6	
	396 , 2003, c. 8, a. 6	
	397 , 2003, c. 8, a. 6	
	422 , 2003, c. 19, a. 250	
	471 , 2003, c. 8, a. 6	
	500 , 2003, c. 8, a. 6	
	500.1 , 2003, c. 8, a. 6	
	521 , 2003, c. 8, a. 6	
	598 , 2003, c. 5, a. 11	
	611.1 , 2003, c. 5, a. 12	
	621 , 2003, c. 5, a. 13	
	636.1 , 2003, c. 8, a. 6	
	648 , 2003, c. 5, a. 14	
	648.2 , 2003, c. 5, a. 15	
c. C-25	Code de procédure civile	
	670 , 2003, c. 19, a. 250	
	678.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	905 , 2003, c. 19, a. 250	
c. C-25.1	Code de procédure pénale	
	14 , 2003, c. 5, a. 16	
	333 , 2003, c. 5, a. 18	
	345.1 , 2003, c. 5, a. 19	
	345.2 , 2003, c. 5, a. 19	
	345.3 , 2003, c. 5, a. 19	
	363 , 2003, c. 5, a. 20	
	364 , 2003, c. 5, a. 21	
	365 , 2003, c. 5, a. 22	
	366 , 2003, c. 5, a. 23	
	366.1 , 2003, c. 5, a. 24	
	366.2 , 2003, c. 5, a. 24	
	367 , 2003, c. 5, a. 25	
c. C-26	Code des professions	
	86.1 , 2003, c. 1, a. 15	
c. C-27	Code du travail	
	22 , 2003, c. 26, a. 1	
	45 , 2003, c. 26, a. 2	
	45.1 , Ab. 2003, c. 26, a. 3	
	45.2 , 2003, c. 26, a. 4	
	45.3 , 2003, c. 26, a. 5	
	46 , 2003, c. 26, a. 6	
	52 , 2003, c. 26, a. 7	
	52.2 , 2003, c. 26, a. 8	
	133 , 2003, c. 26, a. 9	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-27.1	Code municipal du Québec	
	2, 2003, c. 19, a. 250	
	9, 2003, c. 19, a. 250	
	10.10, 2003, c. 5, a. 26	
	14.1, 2003, c. 19, a. 250	
	14.3, 2003, c. 19, a. 133	
	14.4, 2003, c. 19, a. 133	
	14.5, 2003, c. 19, aa. 133, 250	
	14.6, 2003, c. 19, a. 133	
	14.7, 2003, c. 19, a. 133	
	14.7.2, 2003, c. 19, aa. 134, 250	
	14.8.1, 2003, c. 19, a. 250	
	14.11, 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 16, a. 50	
	14.12.1, 2003, c. 5, a. 26; 2003, c. 8, a. 6	
	14.12.2, 2003, c. 8, a. 6	
	14.16, 2003, c. 8, a. 6	
	25, 2003, c. 19, a. 250	
	82.1, 2003, c. 19, a. 135	
	140, 2003, c. 19, a. 250	
	142, 2003, c. 19, a. 250	
	148, 2003, c. 19, a. 250	
	165.2, 2003, c. 14, a. 157	
	169, 2003, c. 19, a. 250	
	176, 2003, c. 19, a. 250	
	176.2, 2003, c. 19, a. 250	
	206, 2003, c. 19, a. 250	
	269, 2003, c. 19, a. 250	
	445, 2003, c. 19, a. 136	
	453.1, 2003, c. 19, a. 137	
	486, 2003, c. 19, a. 250	
	488, 2003, c. 19, a. 250	
	548.3, 2003, c. 19, a. 138	
	570, 2003, c. 19, a. 250	
	580, 2003, c. 19, a. 250	
	601, 2003, c. 19, a. 139	
	605.1, 2003, c. 19, a. 250	
	606, 2003, c. 19, a. 250	
	607, 2003, c. 19, aa. 140, 250	
	608, 2003, c. 19, a. 250	
	617, 2003, c. 19, a. 250	
	618, 2003, c. 19, a. 250	
	620, 2003, c. 19, aa. 141, 250	
	622, 2003, c. 19, a. 250	
	624, 2003, c. 19, a. 250	
	627.1, 2003, c. 19, a. 250	
	627.2, 2003, c. 29, a. 145	
	688.3.2, 2003, c. 19, a. 250	
	688.5, 2003, c. 19, a. 250	
	688.10, 2003, c. 29, a. 146	
	711, 2003, c. 19, a. 142	
	711.2, 2003, c. 19, aa. 143, 250	
	711.10.2, 2003, c. 19, a. 144	
	711.11.1, 2003, c. 19, a. 145	
	711.16, 2003, c. 19, a. 146	
	711.19, Ab. 2003, c. 19, a. 147	
	935, 2003, c. 19, a. 250	
	938, 2003, c. 19, a. 148	
	938.1, 2003, c. 19, a. 250	
	939, 2003, c. 19, a. 250	
	941, 2003, c. 19, a. 250	
	942, 2003, c. 19, a. 250	
	954, 2003, c. 19, aa. 149, 250	
	961.1, 2003, c. 19, a. 250	
	966, 2003, c. 19, aa. 150, 250	
	966.1, 2003, c. 19, a. 151	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-27.1	Code municipal du Québec — <i>Suite</i>	
	966.2 , 2003, c. 19, a. 250	
	975 , 2003, c. 19, a. 250	
	976 , 2003, c. 19, a. 250	
	979.1 , 2003, c. 19, a. 152	
	979.2 , 2003, c. 19, a. 152	
	979.3 , 2003, c. 19, a. 152	
	979.4 , 2003, c. 19, a. 152	
	1007 , 2003, c. 19, aa. 153, 250	
	1061 , 2003, c. 3, a. 5; 2003, c. 19, a. 250	
	1063.1 , 2003, c. 19, a. 154	
	1065 , 2003, c. 19, a. 250	
	1066 , 2003, c. 19, a. 250	
	1071.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	1072.1 , 2003, c. 19, a. 155	
	1072.3 , 2003, c. 19, a. 156	
	1075 , 2003, c. 19, a. 250	
	1076 , 2003, c. 19, a. 250	
	1077 , 2003, c. 19, a. 250	
	1084.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	1093 , 2003, c. 19, a. 250	
	1093.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	1094.3 , 2003, c. 19, a. 250	
	1104.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	1114 , 2003, c. 19, a. 250	
	1128 , 2003, c. 19, a. 250	
	1132.1 , 2003, c. 19, a. 157	
	1133 , 2003, c. 19, a. 250	
c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	
	17.2 , 2003, c. 29, a. 137	
c. C-35	Loi sur la Commission municipale	
	1 , 2003, c. 19, a. 250	
	55 , 2003, c. 19, a. 250	
	63 , 2003, c. 19, a. 158	
	100.1 , 2003, c. 19, a. 250	
c. C-37.01	Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal	
	17 , 2003, c. 19, a. 159	
	20 , 2003, c. 19, a. 160	
	50 , 2003, c. 19, a. 161	
	51 , 2003, c. 19, a. 162	
	64 , 2003, c. 19, a. 163	
	65 , 2003, c. 19, a. 164	
	66 , 2003, c. 19, a. 165	
	67 , 2003, c. 19, a. 166	
	68 , 2003, c. 19, a. 167	
	69 , 2003, c. 19, a. 168	
	106 , 2003, c. 19, a. 169	
	128 , 2003, c. 19, a. 250	
	137 , 2003, c. 19, a. 170	
	148 , 2003, c. 19, a. 250	
	150 , 2003, c. 19, a. 250	
	223 , 2003, c. 5, a. 26	
	232 , 2003, c. 19, a. 250	
	237 , 2003, c. 19, a. 250	
	264 , 2003, c. 19, a. 250	
	265.1 , 2003, c. 19, a. 250	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-37.02	Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec	8 , 2003, c. 19, a. 171 12 , 2003, c. 19, a. 172 42 , 2003, c. 19, a. 173 55 , 2003, c. 19, a. 174 56 , 2003, c. 19, a. 175 57 , 2003, c. 19, a. 176 58 , 2003, c. 19, a. 177 59 , 2003, c. 19, a. 178 60 , 2003, c. 19, a. 179 99 , 2003, c. 19, a. 180 120 , 2003, c. 19, a. 250 129 , 2003, c. 19, a. 181 139 , 2003, c. 19, a. 182 140 , 2003, c. 19, a. 250 143 , 2003, c. 19, a. 250 210 , 2003, c. 5, a. 26 219 , 2003, c. 19, a. 250 224 , 2003, c. 19, a. 250 227 , 2003, c. 19, a. 250 229 , 2003, c. 19, a. 250
c. C-38	Loi sur les compagnies	1 , 2003, c. 29, a. 135 217 , 2003, c. 18, a. 167 224 , 2003, c. 18, a. 168 225 , 2003, c. 18, a. 169 227 , 2003, c. 18, a. 170 227.1 , 2003, c. 18, a. 171 227.2 , 2003, c. 18, a. 171 227.3 , 2003, c. 18, a. 171 227.4 , 2003, c. 18, a. 171 227.5 , 2003, c. 18, a. 171 227.6 , 2003, c. 18, a. 171
c. C-40	Loi sur les compagnies de cimetière	15 , 2003, c. 29, a. 135
c. C-40.1	Loi sur les compagnies de cimetières catholiques romains	53 , 2003, c. 29, a. 135
c. C-42	Loi sur les compagnies de flottage	6 , 2003, c. 8, a. 6 6.1 , 2003, c. 8, a. 6 8 , 2003, c. 8, a. 6 10 , 2003, c. 8, a. 6 14 , 2003, c. 8, a. 6 27 , 2003, c. 8, a. 6 28 , 2003, c. 8, a. 6 43 , 2003, c. 8, a. 6 44 , 2003, c. 8, a. 6 49 , 2003, c. 8, a. 6 66 , 2003, c. 8, a. 6
c. C-44	Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité	99 , 2003, c. 29, a. 135
c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	26 , 2003, c. 29, a. 135

Référence	TITRE	Modifications
c. C-47	Loi sur les compagnies minières	
	24 , 2003, c. 29, a. 135	
c. C-48	Loi sur les comptables agréés	
	29 , 2003, c. 19, a. 250	
c. C-51	Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques	
	1 , 2003, c. 29, a. 137	
c. C-60.1	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal	
	10 , 2003, c. 19, a. 250	
	98 , 2003, c. 19, a. 250	
c. C-61.01	Loi sur la conservation du patrimoine naturel	
	14 , 2003, c. 8, a. 6	
	16 , 2003, c. 8, a. 6	
	22 , 2003, c. 8, a. 6	
	27 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250; 2003, c. 29, a. 138	
	30 , 2003, c. 8, a. 6	
	92 , 2003, c. 8, a. 6	
c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	
	1 , 2003, c. 23, a. 66	
	5 , 2003, c. 8, a. 6	
	15.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	51 , 2003, c. 23, a. 67	
	73 , 2003, c. 23, a. 68	
	74 , 2003, c. 23, a. 69	
	84.2 , 2003, c. 23, a. 70	
	85 , 2003, c. 8, a. 6	
	92 , 2003, c. 8, a. 6	
	104 , 2003, c. 8, a. 6	
	106.0.2 , 2003, c. 8, a. 6	
	111 , 2003, c. 8, a. 6	
	122 , 2003, c. 8, a. 6	
	128.2 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250	
	128.5 , 2003, c. 8, a. 6	
	162 , 2003, c. 8, a. 6	
c. C-63	Loi sur la constitution de certaines Églises	
	16 , 2003, c. 29, a. 135	
c. C-67.2	Loi sur les coopératives	
	2 , 2003, c. 18, a. 1	
	3 , 2003, c. 18, a. 2	
	4 , 2003, c. 18, a. 3	
	5 , 2003, c. 18, a. 4	
	7 , 2003, c. 18, a. 5	
	8 , 2003, c. 18, a. 6	
	9 , 2003, c. 18, a. 7	
	11 , 2003, c. 18, a. 8	
	12 , 2003, c. 18, a. 9	
	13 , 2003, c. 18, a. 10	
	15 , 2003, c. 18, a. 11	
	16 , 2003, c. 18, a. 12	
	20 , 2003, c. 18, a. 13	
	21 , 2003, c. 18, a. 14	
	22 , 2003, c. 18, a. 15	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>	
	23, 2003, c. 18, a. 16	
	25, Ab. 2003, c. 18, a. 17	
	30, 2003, c. 18, a. 18	
	33, 2003, c. 18, a. 19	
	33.1, Ab. 2003, c. 18, a. 20	
	34, Ab. 2003, c. 18, a. 20	
	35, Ab. 2003, c. 18, a. 20	
	36, Ab. 2003, c. 18, a. 20	
	37, 2003, c. 18, a. 21	
	38, 2003, c. 18, a. 22	
	38.2, 2003, c. 18, a. 23	
	46, 2003, c. 18, a. 24	
	47, 2003, c. 18, a. 25	
	49.1, 2003, c. 18, a. 26	
	49.2, 2003, c. 18, a. 27	
	50, 2003, c. 18, a. 28	
	51, 2003, c. 18, a. 29	
	52, 2003, c. 18, a. 30	
	52.1, 2003, c. 18, a. 31	
	54.1, 2003, c. 18, a. 32	
	57, 2003, c. 18, a. 33	
	58, 2003, c. 18, a. 34	
	60.1, 2003, c. 18, a. 35	
	61, 2003, c. 18, a. 37	
	62.1, 2003, c. 18, a. 38	
	62.2, 2003, c. 18, a. 39	
	64, 2003, c. 18, a. 40	
	65, 2003, c. 18, a. 41	
	69, 2003, c. 18, a. 42	
	76, 2003, c. 18, a. 43	
	76.1, 2003, c. 18, a. 44	
	77, 2003, c. 18, a. 45	
	78, 2003, c. 18, a. 46	
	79, 2003, c. 18, a. 47	
	79.1, 2003, c. 18, a. 48	
	80, 2003, c. 18, a. 49	
	81, 2003, c. 18, a. 50	
	81.1, 2003, c. 18, a. 51	
	81.1.1, 2003, c. 18, a. 52	
	82, 2003, c. 18, a. 53	
	83, 2003, c. 18, a. 54	
	85, 2003, c. 18, a. 55	
	88, 2003, c. 18, a. 56	
	89, 2003, c. 18, a. 57	
	90, 2003, c. 18, a. 58	
	93, 2003, c. 18, a. 59	
	95, 2003, c. 18, a. 60	
	103, 2003, c. 18, a. 61	
	106, 2003, c. 18, a. 62	
	107, 2003, c. 18, a. 63	
	120, 2003, c. 18, a. 64	
	121, 2003, c. 18, a. 65	
	123, 2003, c. 18, a. 66	
	124, 2003, c. 18, a. 67	
	127, 2003, c. 18, a. 68	
	127.1, 2003, c. 18, a. 69	
	127.2, 2003, c. 18, a. 69	
	128.1, 2003, c. 18, a. 70	
	128.2, 2003, c. 18, a. 70	
	130, 2003, c. 18, a. 71	
	132, 2003, c. 18, a. 72	
	146, 2003, c. 18, a. 73	
	148, 2003, c. 18, a. 74	
	149.1, 2003, c. 18, a. 75	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>	
	149.2 , 2003, c. 18, a. 75	
	149.3 , 2003, c. 18, a. 75	
	149.4 , 2003, c. 18, a. 75	
	149.5 , 2003, c. 18, a. 75	
	149.6 , 2003, c. 18, a. 75	
	155 , 2003, c. 18, a. 76	
	160 , 2003, c. 18, a. 77	
	161 , 2003, c. 18, a. 78	
	162 , 2003, c. 18, a. 79	
	162.1 , 2003, c. 18, a. 80	
	163 , 2003, c. 18, a. 81	
	165 , 2003, c. 18, a. 82	
	170 , 2003, c. 18, a. 83	
	171 , 2003, c. 18, a. 84	
	171.1 , 2003, c. 18, a. 85	
	172 , 2003, c. 18, a. 86	
	173 , 2003, c. 18, a. 87	
	174 , 2003, c. 18, a. 88	
	175 , 2003, c. 18, a. 89	
	176.1 , 2003, c. 18, a. 90	
	176.2 , 2003, c. 18, a. 90	
	184 , 2003, c. 18, a. 91	
	185 , 2003, c. 18, a. 92	
	185.2 , 2003, c. 18, a. 93	
	185.5 , 2003, c. 18, a. 94	
	186 , 2003, c. 18, a. 95	
	187 , 2003, c. 18, a. 96	
	188 , 2003, c. 18, a. 97	
	188.1 , Ab. 2003, c. 18, a. 98	
	193.1 , 2003, c. 18, a. 99	
	193.2 , 2003, c. 18, a. 99	
	193.3 , 2003, c. 18, a. 99	
	193.4 , 2003, c. 18, a. 99	
	197 , 2003, c. 18, a. 100	
	198 , Ab. 2003, c. 18, a. 101	
	202 , 2003, c. 18, a. 102	
	208 , 2003, c. 18, a. 103	
	211.1 , 2003, c. 18, a. 104	
	211.4 , 2003, c. 18, a. 105	
	211.5 , 2003, c. 18, a. 106	
	219.1 , 2003, c. 18, a. 107	
	221.2 , 2003, c. 18, a. 108	
	221.2.1 , 2003, c. 18, a. 109	
	221.2.2 , 2003, c. 18, a. 109	
	221.2.3 , 2003, c. 18, a. 109	
	221.3 , 2003, c. 18, a. 111	
	221.3.1 , 2003, c. 18, a. 111	
	221.4 , 2003, c. 18, a. 112	
	221.4.1 , 2003, c. 18, a. 113	
	221.5.1 , 2003, c. 18, a. 114	
	221.6 , 2003, c. 18, a. 115	
	221.6.1 , 2003, c. 18, a. 116	
	222 , 2003, c. 18, a. 117	
	223.1 , 2003, c. 18, a. 118	
	223.2 , Ab. 2003, c. 18, a. 119	
	224 , Ab. 2003, c. 18, a. 119	
	224.2 , 2003, c. 18, a. 120	
	224.2.1 , 2003, c. 18, a. 121	
	224.4.1 , 2003, c. 18, a. 122	
	224.4.2 , 2003, c. 18, a. 122	
	224.4.3 , 2003, c. 18, a. 122	
	224.4.4 , 2003, c. 18, a. 122	
	224.5 , 2003, c. 18, a. 123	
	224.6 , 2003, c. 18, a. 124	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>	
	224.7, 2003, c. 18, a. 125	
	225, 2003, c. 18, a. 126	
	225.1, 2003, c. 18, a. 126	
	225.2, 2003, c. 18, a. 126	
	225.3, 2003, c. 18, a. 126	
	225.4, 2003, c. 18, a. 126	
	225.5, 2003, c. 18, a. 126	
	225.6, 2003, c. 18, a. 126	
	225.7, 2003, c. 18, a. 126	
	225.8, 2003, c. 18, a. 126	
	226.1, 2003, c. 18, a. 128	
	226.1.1, 2003, c. 18, a. 128	
	226.1.2, 2003, c. 18, a. 128	
	226.3, 2003, c. 18, a. 129	
	226.6, 2003, c. 18, a. 130	
	226.7, 2003, c. 18, a. 131	
	226.8, 2003, c. 18, a. 132	
	226.9, 2003, c. 18, a. 133	
	226.11, Ab. 2003, c. 18, a. 134	
	226.14, 2003, c. 18, a. 135	
	226.15, 2003, c. 18, a. 135	
	230.1, 2003, c. 18, a. 136	
	233, 2003, c. 18, a. 137	
	233.1, 2003, c. 18, a. 138	
	233.2, 2003, c. 18, a. 138	
	233.3, 2003, c. 18, a. 138	
	239, 2003, c. 18, a. 139	
	239.1, 2003, c. 18, a. 140	
	239.2, 2003, c. 18, a. 140	
	240.1, 2003, c. 18, a. 141	
	244, 2003, c. 18, a. 142	
	246, 2003, c. 18, a. 143	
	248, 2003, c. 18, a. 144	
	249, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	250, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	251, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	252, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	253, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	254, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	255, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	256, Ab. 2003, c. 18, a. 145	
	257, 2003, c. 18, a. 147	
	258, 2003, c. 18, a. 148	
	260, 2003, c. 18, a. 149	
	262, 2003, c. 18, a. 150	
	265, 2003, c. 18, a. 151	
	265.1, 2003, c. 18, a. 151	
	266, 2003, c. 18, a. 152	
	268, 2003, c. 18, a. 153	
	269.1, 2003, c. 18, a. 155	
	269.1.1, 2003, c. 18, a. 155	
	269.1.2, 2003, c. 18, a. 155	
	269.1.3, 2003, c. 18, a. 155	
	269.2, 2003, c. 18, a. 156	
	270, 2003, c. 18, a. 157	
	271, Ab. 2003, c. 18, a. 158	
	272, 2003, c. 18, a. 159	
	275, 2003, c. 18, a. 160	
	278, Ab. 2003, c. 18, a. 161	
	280, 2003, c. 18, a. 162	
	282, Ab. 2003, c. 18, a. 163	
	327, Ab. 2003, c. 18, a. 164	
	328, 2003, c. 18, a. 165	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers	
	6, 2003, c. 20, a. 1	
	84, 2003, c. 20, a. 2	
	88, 2003, c. 20, a. 3	
	89, 2003, c. 20, a. 4	
	90.1, 2003, c. 20, a. 5	
	115, 2003, c. 20, a. 6	
	162, 2003, c. 20, a. 7	
	204, 2003, c. 20, a. 8	
	221, 2003, c. 20, a. 9	
	236, 2003, c. 20, a. 10	
	236.1, 2003, c. 20, a. 11	
	246.1, 2003, c. 20, a. 12	
	287.1, 2003, c. 20, a. 13	
	288, 2003, c. 20, a. 14	
	288.1, 2003, c. 20, a. 15	
	294, 2003, c. 20, a. 16	
	295, 2003, c. 20, a. 17	
	297, 2003, c. 20, a. 18	
	297.1, 2003, c. 20, a. 19	
	298, 2003, c. 20, a. 20	
	300, 2003, c. 20, a. 21	
	336.1, 2003, c. 20, a. 22	
	369, 2003, c. 20, a. 23	
	371, 2003, c. 20, a. 24	
	372, 2003, c. 20, a. 25	
	382.1, 2003, c. 20, a. 26	
	424, 2003, c. 20, a. 27	
	497, 2003, c. 20, a. 28	
	500, 2003, c. 20, a. 29	
	501, 2003, c. 20, a. 29	
	502, 2003, c. 20, a. 29	
	599, 2003, c. 20, a. 30	
c. C-71	Loi sur les corporations religieuses	
	20, 2003, c. 29, a. 135	
c. C-72.01	Loi sur les cours municipales	
	18.1, 2003, c. 14, a. 158; 2003, c. 19, a. 250	
	18.3, 2003, c. 14, a. 159; 2003, c. 19, a. 250	
	18.4, Ab. 2003, c. 14, a. 160; 2003, c. 19, a. 250	
	21, 2003, c. 19, a. 250	
	23, 2003, c. 19, a. 250	
	84, 2003, c. 5, a. 26	
	89, 2003, c. 19, a. 250	
	91, 2003, c. 19, a. 250	
	98, 2003, c. 19, a. 250	
	109, 2003, c. 19, a. 250	
	111, 2003, c. 19, a. 250	
c. C-73.1	Loi sur le courtage immobilier	
	190, 2003, c. 29, a. 135	
c. C-78	Loi sur le crédit forestier	
	1, 2003, c. 8, a. 6	
	53, 2003, c. 8, a. 6	
c. C-78.1	Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées	
	30, 2003, c. 8, a. 6	
	69, 2003, c. 8, a. 6	
	70, 2003, c. 8, a. 6	

Référence	TITRE	Modifications
c. C-81	Loi sur le curateur public	
	37 , 2003, c. 19, a. 250	
c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux	
	1 , 2003, c. 19, aa. 183, 250	
	2 , 2003, c. 19, aa. 184, 250	
	3 , 2003, c. 19, a. 250	
	11 , 2003, c. 19, a. 250	
	12 , 2003, c. 19, a. 250	
	15 , 2003, c. 19, a. 250	
	15.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	20 , 2003, c. 19, a. 250	
	22.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	22.2 , 2003, c. 19, a. 250	
	35 , 2003, c. 19, a. 250	
	48.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	49 , 2003, c. 19, a. 250	
c. D-7.1	Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre	
	Ann. , 2003, c. 2, a. 1	
c. D-8.2	Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James	
	35.1 , 2003, c. 19, a. 185	
c. D-11	Loi sur la division territoriale	
	17.1 , 2003, c. 8, a. 6	
c. D-15	Loi concernant les droits sur les mines	
	1 , 2003, c. 8, a. 6	
	16.1 , 2003, c. 8, a. 6	
	70 , 2003, c. 8, a. 6	
	76 , 2003, c. 8, a. 6	
	80.2 , 2003, c. 8, a. 6	
	80.6 , 2003, c. 8, a. 6	
	97 , 2003, c. 8, a. 6	
c. D-15.1	Loi concernant les droits sur les mutations immobilières	
	17 , 2003, c. 19, a. 250; 2003, c. 29, a. 135	
	28 , 2003, c. 19, a. 250	
c. E-1.1	Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment	
	17 , 2003, c. 8, a. 6	
c. E-1.2	Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures	
	19 , 2003, c. 8, a. 6	
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	
	10 , 2003, c. 19, a. 250	
	41.1 , 2003, c. 19, a. 250	
	45 , 2003, c. 19, a. 250	
	62 , 2003, c. 19, a. 250	
	63 , 2003, c. 19, a. 186	
	88 , 2003, c. 19, a. 250	
	90.5 , 2003, c. 19, a. 250	

Référence	TITRE	Modifications
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités — <i>Suite</i>	251 , 2003, c. 19, a. 250 278 , 2003, c. 19, a. 250 307 , 2003, c. 19, a. 250 337 , 2003, c. 19, a. 250 339 , 2003, c. 19, a. 250 345 , 2003, c. 19, a. 250 366 , 2003, c. 19, a. 250 377 , 2003, c. 19, a. 250 514 , 2003, c. 19, a. 250 551 , 2003, c. 19, a. 250 565 , 2003, c. 19, a. 250 568 , 2003, c. 19, a. 250 580 , 2003, c. 19, a. 250 649 , 2003, c. 19, a. 250 659.2 , 2003, c. 19, a. 250 659.3 , 2003, c. 19, a. 250 867 , 2003, c. 19, a. 250 878 , 2003, c. 19, a. 250 881 , 2003, c. 19, a. 250 887 , 2003, c. 19, a. 250
c. E-12.01	Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	6 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250 12 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250 15 , 2003, c. 8, a. 6
c. E-14	Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique	9.3 , 2003, c. 29, a. 135 17.1 , 2003, c. 29, a. 135
c. E-17	Loi sur les évêques catholiques romains	23 , 2003, c. 29, a. 135
c. E-18	Loi sur l'exécutif	4 , 2003, c. 8, a. 4; 2003, c. 19, a. 187; 2003, c. 29, a. 148
c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	7 , 2003, c. 19, a. 250
c. E-23	Loi sur l'exportation de l'électricité	9 , 2003, c. 8, a. 6
c. E-24	Loi sur l'expropriation	53.11 , 2003, c. 19, a. 250
c. F-1	Loi sur les fabriques	76 , 2003, c. 29, a. 135
c. F-1.3	Loi sur le financement de la pêche commerciale	6.1 , 2003, c. 23, a. 71
c. F-2.01	Loi sur Financement-Québec	4 , 2003, c. 19, a. 250 14 , 2003, c. 19, a. 250

Référence	TITRE	Modifications
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	1 , 2003, c. 19, a. 250 80.2 , 2003, c. 19, a. 250 126 , 2003, c. 19, a. 250 131.1 , 2003, c. 19, a. 250 132 , 2003, c. 19, aa. 188, 250 133 , 2003, c. 19, a. 250 138.1 , 2003, c. 19, a. 250 138.5 , 2003, c. 19, a. 250 138.9 , 2003, c. 19, a. 250 151 , 2003, c. 19, a. 189 154 , 2003, c. 19, a. 250 171 , 2003, c. 19, a. 190 180 , 2003, c. 19, a. 250 183 , 2003, c. 19, a. 250 226 , 2003, c. 9, a. 4 232.3 , 2003, c. 19, a. 191 244.1 , 2003, c. 19, a. 192 244.36 , 2003, c. 19, a. 193 244.39 , 2003, c. 19, a. 194 244.45 , 2003, c. 19, a. 195 244.45.1 , 2003, c. 19, a. 196 244.45.2 , 2003, c. 19, a. 197 244.45.3 , 2003, c. 19, a. 198 244.48 , 2003, c. 19, a. 199 244.49.1 , 2003, c. 19, a. 200 263.2 , 2003, c. 19, a. 201
c. F-3.2	Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant	6 , 2003, c. 6, a. 1 20 , 2003, c. 6, a. 2
c. F-3.2.1	Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi	19 , 2003, c. 9, a. 5 20 , 2003, c. 9, a. 6
c. F-4.01	Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales	1 , 2003, c. 19, a. 250 5 , 2003, c. 19, a. 250 8 , 2003, c. 19, a. 250 9 , 2003, c. 19, a. 250 11 , 2003, c. 19, a. 250 22 , 2003, c. 19, a. 250 24 , 2003, c. 19, a. 250 25 , 2003, c. 19, a. 250
c. F-4.1	Loi sur les forêts	4 , 2003, c. 16, a. 1 7 , 2003, c. 16, a. 2 14 , 2003, c. 16, a. 3 14.3 , 2003, c. 16, a. 4 14.4 , 2003, c. 16, a. 5 16.2 , 2003, c. 16, a. 6 25.1 , 2003, c. 16, a. 7 29 , 2003, c. 16, a. 8 35.2 , 2003, c. 16, a. 9 35.6 , 2003, c. 16, a. 10 35.15 , 2003, c. 16, a. 11 50 , 2003, c. 16, a. 12 51 , 2003, c. 16, a. 13

Référence	TITRE	Modifications
c. F-4.1	Loi sur les forêts — <i>Suite</i>	<p> 55, 2003, c. 16, a. 14 55.1, 2003, c. 16, a. 15 59, 2003, c. 16, a. 16 59.1, 2003, c. 16, a. 17 59.6, 2003, c. 16, a. 18 60, 2003, c. 16, a. 19 70.1, 2003, c. 16, a. 20 73.1, 2003, c. 16, a. 21 86.1, 2003, c. 16, a. 22 86.2, 2003, c. 16, a. 23 92.0.1, 2003, c. 16, a. 24 92.0.3, 2003, c. 16, a. 25 92.0.12, 2003, c. 16, a. 26 95.6, 2003, c. 16, a. 27 103, 2003, c. 16, a. 28 103.1, 2003, c. 16, a. 29 104.1, 2003, c. 16, a. 30 104.3.1, 2003, c. 16, a. 31 106, 2003, c. 16, a. 32 124.40, 2003, c. 8, a. 6 124.41, 2003, c. 16, a. 33 124.42, 2003, c. 16, a. 33 124.43, 2003, c. 16, a. 33 124.44, 2003, c. 16, a. 33 124.45, 2003, c. 16, a. 33 126, 2003, c. 16, a. 34 126.1, 2003, c. 16, a. 35 127, 2003, c. 16, a. 36 128, 2003, c. 16, a. 37 147, 2003, c. 16, a. 38 147.0.1, 2003, c. 16, a. 39 147.1, 2003, c. 16, a. 40 147.4, 2003, c. 16, a. 41 164, 2003, c. 16, a. 42 165, 2003, c. 16, a. 43 170.4, 2003, c. 16, a. 44 172, 2003, c. 16, a. 45 177, 2003, c. 16, a. 46 184, 2003, c. 16, a. 47 186.7, 2003, c. 16, a. 48 257, 2003, c. 8, a. 6 </p>
c. H-2.1	Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux	<p> 38, 2003, c. 29, a. 135 </p>
c. H-5	Loi sur Hydro-Québec	<p> 4.2, 2003, c. 8, a. 6 30, 2003, c. 19, a. 202 32, 2003, c. 8, a. 6 </p>
c. I-0.1	Loi sur les immeubles industriels municipaux	<p> 6, 2003, c. 19, a. 250 6.1, 2003, c. 19, a. 250 13.8, 2003, c. 19, a. 250 19, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. I-0.3	Loi sur Immobilière SHQ	<p> 38, 2003, c. 19, a. 250 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	
	8, 2003, c. 9, a. 7	
	9.0.1, 2003, c. 9, a. 8	
	14.2, 2003, c. 9, a. 9	
c. I-3	Loi sur les impôts	
	1, 2003, c. 2, a. 2; 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 9, a. 10	
	2.2, 2003, c. 2, a. 3	
	7.9, 2003, c. 9, a. 11	
	7.9.1, 2003, c. 9, a. 12	
	7.11.2, 2003, c. 2, a. 4	
	7.11.3, 2003, c. 2, a. 4	
	7.11.4, 2003, c. 2, a. 4	
	7.11.5, 2003, c. 2, a. 4	
	8, 2003, c. 9, a. 13	
	11.1.2, 2003, c. 2, a. 5	
	11.5, 2003, c. 2, a. 6	
	18, 2003, c. 2, a. 7	
	21.1, 2003, c. 2, a. 8	
	21.4.0.1, 2003, c. 2, a. 9	
	21.4.0.2, 2003, c. 2, a. 9	
	21.4.0.3, 2003, c. 2, a. 9	
	21.11.12, 2003, c. 2, a. 10	
	21.11.20, 2003, c. 2, a. 11	
	21.12, 2003, c. 2, a. 12	
	21.19, 2003, c. 2, a. 13	
	21.20.10, 2003, c. 9, a. 14	
	25, 2003, c. 9, a. 15	
	37.0.3, 2003, c. 9, a. 16	
	37.1.5, 2003, c. 9, a. 17	
	39, 2003, c. 9, a. 18	
	39.6, 2003, c. 2, a. 14	
	40.1, 2003, c. 9, a. 19	
	47.18, 2003, c. 2, a. 15	
	49, 2003, c. 2, a. 16	
	49.2.2, 2003, c. 2, a. 17	
	49.2.3, 2003, c. 2, a. 17	
	49.4, 2003, c. 2, a. 18	
	49.5, 2003, c. 2, a. 19	
	49.6, 2003, c. 2, a. 20	
	49.7, 2003, c. 2, a. 20	
	53, 2003, c. 2, a. 21	
	58, 2003, c. 2, a. 22	
	58.0.1, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.2, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.3, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.4, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.5, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.6, 2003, c. 2, a. 23	
	58.0.7, 2003, c. 2, a. 23	
	64.3, 2003, c. 2, a. 24	
	76, 2003, c. 2, a. 25	
	78, 2003, c. 2, a. 26	
	78.7, Ab. 2003, c. 2, a. 27	
	78.8, 2003, c. 2, a. 28	
	78.9, 2003, c. 2, a. 29	
	87, 2003, c. 2, a. 30	
	91.1, 2003, c. 2, a. 31	
	93, 2003, c. 2, a. 32	
	93.3, 2003, c. 2, a. 33	
	99, 2003, c. 2, a. 34	
	99.1, 2003, c. 2, a. 35	
	105, 2003, c. 2, a. 36	
	105.1, Ab. 2003, c. 2, a. 37	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	105.2, 2003, c. 2, a. 38	
	105.2.1, 2003, c. 2, a. 39	
	105.3, 2003, c. 2, a. 40	
	106.1, 2003, c. 2, a. 41	
	107, 2003, c. 2, a. 42	
	110.1, 2003, c. 2, a. 43	
	130, 2003, c. 2, a. 44	
	134, 2003, c. 9, a. 20	
	142.1, 2003, c. 2, a. 45	
	142.2, 2003, c. 2, a. 46	
	146.1, 2003, c. 2, a. 47	
	154.2, 2003, c. 8, a. 6	
	157, 2003, c. 2, a. 48	
	157.18, 2003, c. 2, a. 49	
	157.19, 2003, c. 2, a. 50	
	158.1, 2003, c. 2, a. 51	
	158.14, 2003, c. 2, a. 52	
	159, 2003, c. 2, a. 54	
	159.1, 2003, c. 2, a. 55	
	159.2, 2003, c. 2, a. 55	
	159.3, 2003, c. 2, a. 55	
	159.4, 2003, c. 2, a. 55	
	159.5, 2003, c. 2, a. 55	
	159.6, 2003, c. 2, a. 55	
	159.7, 2003, c. 2, a. 55	
	159.8, 2003, c. 2, a. 55	
	159.9, 2003, c. 2, a. 55	
	170, 2003, c. 2, a. 56	
	172, 2003, c. 2, a. 57	
	173, Ab. 2003, c. 2, a. 58	
	173.1, 2003, c. 2, a. 59	
	175.1.1, 2003, c. 2, a. 60	
	176, 2003, c. 2, a. 61	
	176.5, 2003, c. 2, a. 62	
	179, 2003, c. 2, a. 63	
	188, 2003, c. 2, a. 64	
	189, 2003, c. 2, a. 65	
	227, 2003, c. 29, a. 137	
	231, 2003, c. 2, a. 66	
	231.0.1, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.2, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.3, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.4, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.5, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.6, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.7, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.8, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.9, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.10, 2003, c. 2, a. 67	
	231.0.11, 2003, c. 2, a. 67	
	231.1, 2003, c. 2, a. 68	
	231.2, 2003, c. 2, a. 69	
	231.3, 2003, c. 2, a. 69	
	232, 2003, c. 9, a. 21	
	234.0.1, 2003, c. 2, a. 70	
	241, 2003, c. 2, a. 71	
	247.2, 2003, c. 2, a. 72	
	247.2.1, 2003, c. 2, a. 73	
	247.3, Ab. 2003, c. 2, a. 74	
	247.4, Ab. 2003, c. 2, a. 74	
	247.5, 2003, c. 2, a. 75	
	247.6, 2003, c. 2, a. 76	
	248, 2003, c. 2, a. 77	
	250, 2003, c. 2, a. 78	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	251.1 , 2003, c. 2, a. 79	
	251.2 , 2003, c. 2, a. 80	
	251.3 , 2003, c. 2, a. 81	
	251.4 , 2003, c. 2, a. 82	
	251.5 , 2003, c. 2, a. 83	
	251.5.1 , 2003, c. 2, a. 84	
	254.1 , 2003, c. 2, a. 85	
	254.2 , 2003, c. 2, a. 85	
	255 , 2003, c. 2, a. 86	
	255.1 , 2003, c. 2, a. 87	
	257 , 2003, c. 2, a. 88	
	257.2.1 , 2003, c. 2, a. 89	
	257.4 , 2003, c. 2, a. 90	
	259.0.1 , 2003, c. 2, a. 91	
	259.1 , 2003, c. 2, a. 92	
	261.5 , 2003, c. 2, a. 93	
	264.4 , 2003, c. 2, a. 94	
	264.5 , 2003, c. 2, a. 95	
	264.6 , 2003, c. 2, a. 96	
	265 , 2003, c. 2, a. 97	
	270 , 2003, c. 2, a. 98	
	280.5 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.6 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.7 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.8 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.9 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.10 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.11 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.12 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.13 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.14 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.15 , 2003, c. 2, a. 99	
	280.16 , 2003, c. 2, a. 99	
	287.1 , 2003, c. 2, a. 100	
	289 , 2003, c. 2, a. 101	
	290 , 2003, c. 2, a. 101	
	296 , 2003, c. 2, a. 102	
	298 , 2003, c. 2, a. 103	
	302 , 2003, c. 2, a. 104	
	303 , Ab. 2003, c. 2, a. 105	
	306 , Ab. 2003, c. 2, a. 106	
	308.6 , 2003, c. 2, a. 107	
	313 , 2003, c. 9, a. 22	
	313.0.1 , 2003, c. 9, a. 23	
	333 , 2003, c. 2, a. 108	
	335 , 2003, c. 2, a. 109	
	336.0.6 , 2003, c. 9, a. 24	
	336.1 , 2003, c. 9, a. 25	
	339 , 2003, c. 9, a. 26	
	345 , 2003, c. 2, a. 110	
	350 , 2003, c. 2, a. 111	
	350.1 , 2003, c. 9, a. 27	
	350.2 , 2003, c. 9, a. 27	
	350.3 , 2003, c. 9, a. 27	
	350.4 , 2003, c. 9, a. 27	
	350.5 , 2003, c. 9, a. 27	
	350.6 , 2003, c. 9, a. 27	
	358.0.1 , 2003, c. 2, a. 112	
	358.0.2 , 2003, c. 2, a. 113	
	359 , 2003, c. 2, a. 114	
	421.2 , 2003, c. 9, a. 28	
	422 , 2003, c. 2, a. 115	
	424 , 2003, c. 2, a. 116	
	433 , 2003, c. 2, a. 117	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	434, 2003, c. 2, a. 117	
	435, 2003, c. 2, a. 118	
	437, 2003, c. 2, a. 119	
	450, 2003, c. 2, a. 120	
	450.2, 2003, c. 2, a. 121	
	454, 2003, c. 2, a. 122	
	454.1, 2003, c. 2, a. 123	
	454.2, 2003, c. 2, a. 123	
	455.0.1, 2003, c. 2, a. 124	
	462, 2003, c. 2, a. 125	
	462.15, 2003, c. 2, a. 126	
	467, 2003, c. 2, a. 127	
	467.1, 2003, c. 2, a. 128	
	485.3, 2003, c. 2, a. 129	
	485.12, 2003, c. 2, a. 130	
	485.13, 2003, c. 2, a. 131	
	485.27, 2003, c. 2, a. 132	
	485.36, 2003, c. 2, a. 133	
	485.45, 2003, c. 9, a. 29	
	485.46, 2003, c. 9, a. 30	
	499, Ab. 2003, c. 9, a. 31	
	517.4.4, 2003, c. 2, a. 134	
	518, 2003, c. 9, a. 32	
	520.1, 2003, c. 9, a. 33	
	521.2, 2003, c. 9, a. 34	
	522, 2003, c. 9, a. 35	
	522.1, 2003, c. 9, a. 36	
	524.0.1, 2003, c. 2, a. 135	
	528, 2003, c. 9, a. 37	
	529, 2003, c. 9, a. 38	
	560.3, 2003, c. 2, a. 136	
	600.0.3, 2003, c. 2, a. 137	
	600.0.4, 2003, c. 2, a. 138	
	603, 2003, c. 9, a. 39	
	613.6, 2003, c. 2, a. 139	
	614, 2003, c. 9, a. 40	
	622, 2003, c. 2, a. 140	
	624.1, 2003, c. 2, a. 141	
	628, 2003, c. 2, a. 142	
	630.1, 2003, c. 2, a. 143	
	634, 2003, c. 2, a. 144	
	635, 2003, c. 2, a. 145	
	635.1, 2003, c. 2, a. 146	
	637, 2003, c. 2, a. 147	
	646, 2003, c. 2, a. 148	
	646.1, 2003, c. 2, a. 149	
	647, 2003, c. 2, a. 150	
	649, 2003, c. 2, a. 151	
	649.1, 2003, c. 2, a. 152	
	650, 2003, c. 2, a. 153	
	651, 2003, c. 2, a. 153	
	651.2, 2003, c. 2, a. 154	
	651.3, 2003, c. 2, a. 154	
	652.1, 2003, c. 2, a. 155	
	652.2, Ab. 2003, c. 2, a. 156	
	653, 2003, c. 2, a. 157	
	654, 2003, c. 2, a. 158	
	656.4, 2003, c. 2, a. 159	
	656.9, 2003, c. 2, a. 160	
	657, 2003, c. 2, a. 161	
	657.1, 2003, c. 2, a. 162	
	658, 2003, c. 2, a. 163	
	660, 2003, c. 2, a. 164	
	663, 2003, c. 2, a. 165	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	665.1, 2003, c. 2, a. 166	
	666, 2003, c. 2, a. 166	
	668.1, 2003, c. 2, a. 167	
	668.5, 2003, c. 2, a. 168	
	668.6, 2003, c. 2, a. 168	
	668.7, 2003, c. 2, a. 168	
	668.8, 2003, c. 2, a. 168	
	683, 2003, c. 2, a. 169	
	684, 2003, c. 2, a. 169	
	686, 2003, c. 2, a. 170	
	687, 2003, c. 2, a. 171	
	688, 2003, c. 2, a. 172	
	688.0.0.1, 2003, c. 2, a. 173	
	688.0.0.2, 2003, c. 2, a. 173	
	688.0.1, 2003, c. 2, a. 174	
	688.1, 2003, c. 2, a. 175	
	688.1.1, 2003, c. 2, a. 176	
	688.1.2, 2003, c. 2, a. 176	
	688.2, 2003, c. 2, a. 177	
	689, Ab. 2003, c. 2, a. 178	
	690, 2003, c. 2, a. 179	
	690.2, 2003, c. 2, a. 180	
	691, 2003, c. 2, a. 181	
	691.1, 2003, c. 2, a. 182	
	692, 2003, c. 2, a. 183	
	692.0.1, 2003, c. 2, a. 184	
	692.5, 2003, c. 2, a. 185	
	692.6, 2003, c. 2, a. 185	
	692.7, 2003, c. 2, a. 185	
	692.8, 2003, c. 2, a. 185	
	692.9, 2003, c. 2, a. 185	
	693, 2003, c. 9, a. 41	
	710, 2003, c. 2, a. 186; 2003, c. 9, a. 42	
	710.0.1, 2003, c. 9, a. 43	
	710.0.1.1, 2003, c. 9, a. 44	
	710.0.2, 2003, c. 2, a. 187; 2003, c. 9, a. 45	
	710.1, 2003, c. 9, a. 46	
	710.2.1, 2003, c. 2, a. 188	
	710.2.2, 2003, c. 2, a. 189	
	710.2.3, 2003, c. 2, a. 189	
	710.2.4, 2003, c. 2, a. 189	
	710.2.5, 2003, c. 2, a. 189	
	710.3, 2003, c. 2, a. 190	
	710.4, 2003, c. 9, a. 47	
	710.5, 2003, c. 9, a. 47	
	712, 2003, c. 2, a. 191	
	712.0.1, 2003, c. 9, a. 48	
	712.0.2, 2003, c. 2, a. 192; 2003, c. 9, a. 49	
	716, 2003, c. 2, a. 193	
	725.1.2, 2003, c. 9, a. 50	
	725.2, 2003, c. 2, a. 194	
	725.2.1, 2003, c. 2, a. 195	
	725.2.2, 2003, c. 2, a. 196	
	725.2.3, 2003, c. 2, a. 196	
	725.3, 2003, c. 2, a. 197	
	725.4, 2003, c. 2, a. 198	
	725.5, 2003, c. 2, a. 199	
	725.6, 2003, c. 9, a. 51	
	726.7, 2003, c. 2, a. 200	
	726.7.1, 2003, c. 2, a. 201	
	726.9, 2003, c. 2, a. 202	
	726.9.1, 2003, c. 2, a. 202	
	726.9.2, 2003, c. 2, a. 203	
	726.19, 2003, c. 2, a. 204	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	726.20.1, 2003, c. 2, a. 205	
	726.20.2, 2003, c. 2, a. 206	
	726.21, Ab. 2003, c. 9, a. 52	
	726.22, Ab. 2003, c. 9, a. 52	
	726.22.1, Ab. 2003, c. 9, a. 52	
	726.23, Ab. 2003, c. 9, a. 52	
	726.23.1, Ab. 2003, c. 9, a. 52	
	730.1, 2003, c. 2, a. 207	
	733, 2003, c. 2, a. 208	
	733.0.7, 2003, c. 9, a. 53	
	733.0.8, 2003, c. 9, a. 53	
	737.18.6, 2003, c. 9, a. 54	
	737.18.18, 2003, c. 9, a. 55	
	737.18.25, 2003, c. 9, a. 56	
	737.18.27, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.28, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.29, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.30, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.31, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.32, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.33, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.34, 2003, c. 9, a. 57	
	737.18.35, 2003, c. 9, a. 57	
	737.19, 2003, c. 29, a. 137	
	737.22, 2003, c. 9, a. 58	
	737.22.0.0.4, 2003, c. 9, a. 59	
	737.22.0.0.5, 2003, c. 29, a. 137	
	737.22.0.0.8, 2003, c. 9, a. 60	
	737.22.0.1, 2003, c. 9, a. 61	
	737.22.0.2, 2003, c. 9, a. 62	
	737.22.0.4, 2003, c. 9, a. 63	
	737.22.0.8, 2003, c. 9, a. 64	
	737.22.0.9, 2003, c. 9, a. 65	
	737.22.0.10, 2003, c. 9, a. 65	
	737.22.0.11, 2003, c. 9, a. 65	
	742, 2003, c. 2, a. 209	
	742.1, 2003, c. 2, a. 210	
	752.0.1, 2003, c. 9, a. 66	
	752.0.2, 2003, c. 9, a. 67	
	752.0.4, 2003, c. 9, a. 68	
	752.0.5.2, 2003, c. 9, a. 69	
	752.0.6, Ab. 2003, c. 9, a. 70	
	752.0.7, 2003, c. 9, a. 71	
	752.0.7.1, 2003, c. 9, a. 72	
	752.0.7.2, Ab. 2003, c. 9, a. 73	
	752.0.7.3, 2003, c. 9, a. 74	
	752.0.7.4, 2003, c. 9, a. 75	
	752.0.10, 2003, c. 9, a. 76	
	752.0.10.1, 2003, c. 2, a. 211; 2003, c. 9, a. 77	
	752.0.10.3, 2003, c. 2, a. 212	
	752.0.10.3.2, 2003, c. 2, a. 213; 2003, c. 9, a. 78	
	752.0.10.4, 2003, c. 9, a. 79	
	752.0.10.4.0.1, 2003, c. 2, a. 214	
	752.0.10.4.0.2, 2003, c. 2, a. 215	
	752.0.10.4.0.3, 2003, c. 2, a. 215	
	752.0.10.4.0.4, 2003, c. 2, a. 215	
	752.0.10.4.0.5, 2003, c. 2, a. 215	
	752.0.10.4.1, 2003, c. 2, a. 216	
	752.0.10.4.2, 2003, c. 9, a. 80	
	752.0.10.4.3, 2003, c. 9, a. 80	
	752.0.10.7, 2003, c. 9, a. 81	
	752.0.10.7.1, 2003, c. 2, a. 217; 2003, c. 9, a. 82	
	752.0.10.9, 2003, c. 2, a. 218	
	752.0.10.10.2, 2003, c. 2, a. 219	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	752.0.10.10.3 , 2003, c. 2, a. 219	
	752.0.10.10.4 , 2003, c. 2, a. 219	
	752.0.10.10.5 , 2003, c. 2, a. 219	
	752.0.10.12 , 2003, c. 2, a. 220	
	752.0.10.13 , 2003, c. 2, a. 221	
	752.0.10.14 , 2003, c. 2, a. 221	
	752.0.11 , 2003, c. 9, a. 83	
	752.0.11.0.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 84	
	752.0.11.1 , 2003, c. 2, a. 222	
	752.0.14 , 2003, c. 2, a. 223	
	752.0.15 , 2003, c. 9, a. 85	
	752.0.17 , 2003, c. 2, a. 224; 2003, c. 9, a. 86	
	752.0.18 , 2003, c. 2, a. 225	
	752.0.18.2 , 2003, c. 9, a. 87	
	752.0.18.3 , 2003, c. 9, a. 88	
	752.0.18.7 , 2003, c. 9, a. 89	
	752.0.18.9 , 2003, c. 9, a. 90	
	752.0.18.10 , 2003, c. 2, a. 226	
	752.0.19 , Ab. 2003, c. 9, a. 91	
	752.0.22 , 2003, c. 9, a. 92	
	752.0.23 , 2003, c. 9, a. 93	
	752.0.24 , 2003, c. 9, a. 94	
	752.0.25 , 2003, c. 9, a. 95	
	752.0.27 , 2003, c. 9, a. 96	
	767 , 2003, c. 9, a. 97	
	769 , 2003, c. 2, a. 227	
	771.1 , 2003, c. 9, a. 98	
	771.2.7 , 2003, c. 9, a. 99	
	771.6 , 2003, c. 9, a. 100	
	771.12 , 2003, c. 9, a. 101	
	772.2 , 2003, c. 2, a. 228; 2003, c. 9, a. 102	
	772.4 , 2003, c. 2, a. 229	
	772.5.1 , 2003, c. 2, a. 230	
	772.5.2 , 2003, c. 2, a. 231	
	772.5.5 , Ab. 2003, c. 2, a. 232	
	772.5.6 , 2003, c. 2, a. 233	
	772.6 , 2003, c. 2, a. 234	
	772.7 , 2003, c. 9, a. 103	
	772.9 , 2003, c. 9, a. 104	
	772.11 , 2003, c. 2, a. 235; 2003, c. 9, a. 105	
	776.1.4.2 , 2003, c. 2, a. 236	
	776.1.4.3 , 2003, c. 2, a. 237	
	776.1.5.0.1 , 2003, c. 2, a. 238	
	776.1.5.0.2 , 2003, c. 2, a. 239	
	776.1.5.0.3 , 2003, c. 2, a. 240	
	776.1.5.0.4 , 2003, c. 2, a. 240	
	776.1.5.0.6 , 2003, c. 2, a. 241	
	776.1.5.0.7 , 2003, c. 2, a. 242	
	776.1.5.0.8 , 2003, c. 2, a. 243	
	776.1.5.0.9 , 2003, c. 2, a. 243	
	776.1.5.0.11 , 2003, c. 9, a. 106	
	776.1.5.0.13 , 2003, c. 9, a. 107	
	776.29 , 2003, c. 9, a. 108	
	776.30 , Ab. 2003, c. 9, a. 109	
	776.30.1 , 2003, c. 9, a. 110	
	776.41.1 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.2 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.3 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.4 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.5 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.6 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.7 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.8 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.9 , 2003, c. 9, a. 111	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	776.41.10 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.41.11 , 2003, c. 9, a. 111	
	776.56 , 2003, c. 2, a. 244	
	776.59 , 2003, c. 2, a. 245	
	776.60 , 2003, c. 2, a. 246	
	776.65 , 2003, c. 9, a. 112	
	776.68.1 , 2003, c. 9, a. 113	
	776.69 , Ab. 2003, c. 9, a. 114	
	776.70 , 2003, c. 2, a. 247; Ab. 2003, c. 9, a. 114	
	776.71 , Ab. 2003, c. 9, a. 114	
	776.72 , Ab. 2003, c. 9, a. 114	
	776.73 , Ab. 2003, c. 9, a. 114	
	776.74 , 2003, c. 9, a. 115	
	776.76 , 2003, c. 9, a. 116	
	776.78 , 2003, c. 9, a. 117	
	776.78.1 , 2003, c. 9, a. 118	
	776.79 , 2003, c. 9, a. 119	
	776.89 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.90 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.91 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.92 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.93 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.94 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.95 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	776.96 , Ab. 2003, c. 9, a. 120	
	782 , 2003, c. 2, a. 248; 2003, c. 9, a. 121	
	784 , 2003, c. 2, a. 249	
	785.1 , 2003, c. 2, a. 250	
	785.2 , 2003, c. 2, a. 251	
	801 , 2003, c. 2, a. 252	
	832.14 , 2003, c. 9, a. 122	
	851.16.1 , 2003, c. 2, a. 253	
	851.16.2 , 2003, c. 2, a. 253	
	888.2 , Ab. 2003, c. 2, a. 254	
	935.8.1 , 2003, c. 2, a. 255	
	935.19 , 2003, c. 2, a. 256	
	965.0.9 , 2003, c. 2, a. 257	
	965.0.11.1 , 2003, c. 2, a. 258	
	965.0.12 , 2003, c. 2, a. 259	
	965.1 , 2003, c. 9, a. 123	
	965.3.1 , 2003, c. 9, a. 124	
	965.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 125	
	965.4.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 125	
	965.4.1.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 125	
	965.4.1.2 , 2003, c. 9, a. 126	
	965.4.2 , 2003, c. 9, a. 126	
	965.4.3 , 2003, c. 9, a. 127	
	965.4.4.1 , 2003, c. 9, a. 128	
	965.4.6 , 2003, c. 9, a. 129	
	965.6 , 2003, c. 9, a. 130	
	965.6.0.2.0.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 131	
	965.6.0.2.0.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 131	
	965.6.0.2.1 , 2003, c. 9, a. 132	
	965.6.23.1 , 2003, c. 9, a. 133	
	965.7 , 2003, c. 9, a. 134	
	965.9 , Ab. 2003, c. 9, a. 135	
	965.9.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 135	
	965.9.1.0.1 , 2003, c. 9, a. 136	
	965.9.1.0.2 , 2003, c. 9, a. 137	
	965.9.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 138	
	965.9.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 138	
	965.9.4 , 2003, c. 9, a. 139	
	965.9.7.0.1 , 2003, c. 9, a. 140	
	965.9.7.0.2 , 2003, c. 9, a. 141	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	965.9.7.0.3, Ab. 2003, c. 9, a. 142	
	965.9.7.0.4, Ab. 2003, c. 9, a. 142	
	965.9.7.0.5, Ab. 2003, c. 9, a. 142	
	965.9.7.0.6, Ab. 2003, c. 9, a. 142	
	965.9.7.2, 2003, c. 9, a. 143	
	965.10.1, 2003, c. 9, a. 144	
	965.11.7.1, 2003, c. 29, a. 135	
	965.11.8, Ab. 2003, c. 9, a. 145	
	965.11.9, Ab. 2003, c. 9, a. 145	
	965.11.9.1, Ab. 2003, c. 9, a. 145	
	965.11.19.3, 2003, c. 9, a. 146	
	965.11.19.4, 2003, c. 9, a. 147	
	965.13, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.14, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.15, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.16, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.16.0.1, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.16.0.2, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.16.1, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.17, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.17.1, Ab. 2003, c. 9, a. 148	
	965.17.2, 2003, c. 9, a. 149	
	965.19, 2003, c. 9, a. 150	
	965.19.1, Ab. 2003, c. 9, a. 151	
	965.19.1.1, Ab. 2003, c. 9, a. 151	
	965.19.2, 2003, c. 9, a. 152	
	965.22, 2003, c. 9, a. 153	
	965.23.1.2, Ab. 2003, c. 9, a. 154	
	965.23.1.3, Ab. 2003, c. 9, a. 154	
	965.24.1.2, 2003, c. 9, a. 155	
	965.24.1.3, 2003, c. 9, a. 156	
	965.24.2, 2003, c. 9, a. 157	
	965.24.3, 2003, c. 9, a. 158	
	965.28, Ab. 2003, c. 9, a. 159	
	965.28.1, 2003, c. 9, a. 160	
	965.35, 2003, c. 29, a. 139	
	965.36.1, 2003, c. 29, a. 135	
	966, 2003, c. 2, a. 260	
	985.5.2, 2003, c. 2, a. 261	
	985.27, 2003, c. 9, a. 161	
	1015, 2003, c. 9, a. 162	
	1015.0.1, 2003, c. 9, a. 163	
	1015.0.2, 2003, c. 9, a. 164	
	1015.3, 2003, c. 9, a. 165	
	1015.4, 2003, c. 9, a. 166	
	1027.1, 2003, c. 9, a. 169	
	1027.2, 2003, c. 9, a. 169	
	1027.3, 2003, c. 9, a. 169	
	1029.6.0.0.1, 2003, c. 9, a. 170	
	1029.6.0.1, 2003, c. 9, a. 171	
	1029.6.0.1.3, 2003, c. 9, a. 172	
	1029.6.0.1.4, 2003, c. 9, a. 173	
	1029.6.0.1.5, 2003, c. 9, a. 174	
	1029.6.0.2, Ab. 2003, c. 9, a. 175	
	1029.6.0.3, Ab. 2003, c. 9, a. 175	
	1029.6.0.4, Ab. 2003, c. 9, a. 175	
	1029.6.0.5, Ab. 2003, c. 9, a. 175	
	1029.7, 2003, c. 9, a. 176	
	1029.8, 2003, c. 9, a. 177	
	1029.8.1, 2003, c. 9, a. 178; 2003, c. 29, a. 137	
	1029.8.6, 2003, c. 9, a. 179	
	1029.8.7, 2003, c. 9, a. 180	
	1029.8.9.0.3, 2003, c. 9, a. 181	
	1029.8.9.0.4, 2003, c. 9, a. 181	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.10 , 2003, c. 9, a. 182	
	1029.8.11 , 2003, c. 9, a. 183	
	1029.8.16 , 2003, c. 9, a. 184	
	1029.8.16.6 , 2003, c. 9, a. 185	
	1029.8.19.3.1 , 2003, c. 9, a. 186	
	1029.8.19.5.1 , 2003, c. 9, a. 187	
	1029.8.19.7 , 2003, c. 9, a. 188	
	1029.8.21.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.5 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.6 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.7 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.8 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.9 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.10 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.11 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.12 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.13 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.14 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.15 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.16 , Ab. 2003, c. 9, a. 189	
	1029.8.21.17 , 2003, c. 29, a. 149	
	1029.8.21.22 , 2003, c. 9, a. 190	
	1029.8.21.23 , 2003, c. 9, a. 191	
	1029.8.21.42 , 2003, c. 9, a. 192	
	1029.8.21.44 , 2003, c. 9, a. 193	
	1029.8.33.6 , 2003, c. 9, a. 194	
	1029.8.33.7 , 2003, c. 9, a. 195	
	1029.8.33.13 , 2003, c. 9, a. 196	
	1029.8.33.14 , 2003, c. 9, a. 197	
	1029.8.34 , 2003, c. 9, a. 198	
	1029.8.35 , 2003, c. 9, a. 199	
	1029.8.35.2 , 2003, c. 9, a. 200	
	1029.8.36.0.0.1 , 2003, c. 9, a. 201	
	1029.8.36.0.0.2 , 2003, c. 9, a. 202	
	1029.8.36.0.0.4 , 2003, c. 9, a. 203	
	1029.8.36.0.0.5 , 2003, c. 9, a. 204	
	1029.8.36.0.0.7 , 2003, c. 9, a. 205	
	1029.8.36.0.0.8 , 2003, c. 9, a. 206	
	1029.8.36.0.0.10 , 2003, c. 9, a. 208	
	1029.8.36.0.0.11 , 2003, c. 9, a. 209	
	1029.8.36.0.0.13 , 2003, c. 9, a. 210	
	1029.8.36.0.0.14 , 2003, c. 9, a. 211	
	1029.8.36.0.0.19 , 2003, c. 9, a. 212	
	1029.8.36.0.0.20 , 2003, c. 9, a. 213	
	1029.8.36.0.3.9 , 2003, c. 9, a. 214	
	1029.8.36.0.3.19 , 2003, c. 9, a. 215	
	1029.8.36.0.3.28 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.29 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.30 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.32 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.33 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.34 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.35 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.36 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.38 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.39 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.40 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.41 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.42 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.43 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.44 , Ab. 2003, c. 9, a. 216	
	1029.8.36.0.3.48 , 2003, c. 9, a. 217	
	1029.8.36.0.3.57 , 2003, c. 9, a. 218	
	1029.8.36.0.3.60 , 2003, c. 9, a. 219	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.36.0.3.61 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.62 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.63 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.64 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.65 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.66 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.67 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.68 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.69 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.70 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.3.71 , 2003, c. 9, a. 219	
	1029.8.36.0.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.5 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.5.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.5.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.5.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.6 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.7 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.8 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.9 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.10 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.11 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.12 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.13 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.14 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.15 , Ab. 2003, c. 9, a. 220	
	1029.8.36.0.17 , 2003, c. 9, a. 221	
	1029.8.36.0.18 , 2003, c. 9, a. 222	
	1029.8.36.0.18.1 , 2003, c. 9, a. 223	
	1029.8.36.0.19 , 2003, c. 9, a. 224	
	1029.8.36.0.20 , 2003, c. 9, a. 225	
	1029.8.36.0.21 , 2003, c. 9, a. 226	
	1029.8.36.0.21.1 , 2003, c. 9, a. 227	
	1029.8.36.0.22 , 2003, c. 9, a. 228	
	1029.8.36.0.23 , 2003, c. 9, a. 229	
	1029.8.36.0.24 , 2003, c. 9, a. 229	
	1029.8.36.0.25 , 2003, c. 9, a. 229	
	1029.8.36.0.25.1 , 2003, c. 9, a. 230	
	1029.8.36.0.26 , 2003, c. 9, a. 231	
	1029.8.36.0.27 , 2003, c. 9, a. 232	
	1029.8.36.0.28 , 2003, c. 9, a. 233	
	1029.8.36.0.29 , 2003, c. 9, a. 233	
	1029.8.36.0.29.1 , 2003, c. 9, a. 234	
	1029.8.36.0.30 , 2003, c. 9, a. 235	
	1029.8.36.0.31 , 2003, c. 9, a. 236	
	1029.8.36.0.32 , 2003, c. 9, a. 237	
	1029.8.36.0.32.1 , 2003, c. 9, a. 238	
	1029.8.36.0.33 , 2003, c. 9, a. 239	
	1029.8.36.0.34 , 2003, c. 9, a. 240	
	1029.8.36.0.35.1 , 2003, c. 9, a. 241	
	1029.8.36.0.36.1 , 2003, c. 9, a. 242	
	1029.8.36.0.37.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.5 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.6 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.7 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.8 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.9 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.10 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.11 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.12 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.13 , Ab. 2003, c. 9, a. 243	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.36.0.37.14, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.15, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.16, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.17, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.18, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.19, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.20, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.21, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.22, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.23, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.37.24, Ab. 2003, c. 9, a. 243	
	1029.8.36.0.38, 2003, c. 9, a. 244	
	1029.8.36.0.39, 2003, c. 9, a. 245	
	1029.8.36.0.40, 2003, c. 9, a. 246	
	1029.8.36.0.41, 2003, c. 9, a. 247	
	1029.8.36.0.42, 2003, c. 9, a. 248	
	1029.8.36.0.43, 2003, c. 9, a. 249	
	1029.8.36.0.44, 2003, c. 9, a. 250	
	1029.8.36.0.45, 2003, c. 9, a. 251	
	1029.8.36.0.49, 2003, c. 9, a. 252	
	1029.8.36.0.50, 2003, c. 9, a. 253	
	1029.8.36.0.51, 2003, c. 9, a. 254	
	1029.8.36.0.55, 2003, c. 9, a. 255	
	1029.8.36.0.56, 2003, c. 9, a. 256	
	1029.8.36.0.57, 2003, c. 9, a. 257	
	1029.8.36.0.58, 2003, c. 9, a. 258	
	1029.8.36.0.59, 2003, c. 9, a. 259	
	1029.8.36.0.60, 2003, c. 9, a. 260	
	1029.8.36.0.61, 2003, c. 9, a. 261	
	1029.8.36.0.62, 2003, c. 9, a. 262	
	1029.8.36.0.66, 2003, c. 9, a. 263	
	1029.8.36.0.67, 2003, c. 9, a. 264	
	1029.8.36.0.68, 2003, c. 9, a. 265	
	1029.8.36.0.69, 2003, c. 9, a. 266	
	1029.8.36.0.70, 2003, c. 9, a. 267	
	1029.8.36.0.72, 2003, c. 9, a. 268	
	1029.8.36.0.73, 2003, c. 9, a. 269	
	1029.8.36.0.74, 2003, c. 9, a. 270	
	1029.8.36.0.77, 2003, c. 9, a. 271	
	1029.8.36.0.78, 2003, c. 9, a. 272	
	1029.8.36.0.79, 2003, c. 9, a. 273	
	1029.8.36.0.84, 2003, c. 9, a. 274	
	1029.8.36.0.85, 2003, c. 9, a. 275	
	1029.8.36.5, 2003, c. 9, a. 276; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.6, 2003, c. 9, a. 277; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.7, 2003, c. 9, a. 278; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.16, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.20, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.21, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.22, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.23, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.53.2, 2003, c. 9, a. 279	
	1029.8.36.54, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.55, 2003, c. 9, a. 280; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.55.1, 2003, c. 9, a. 281; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.56, 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.59.2, 2003, c. 9, a. 282	
	1029.8.36.59.3, 2003, c. 9, a. 283	
	1029.8.36.59.9, 2003, c. 9, a. 284	
	1029.8.36.59.10, 2003, c. 9, a. 284	
	1029.8.36.59.11, 2003, c. 9, a. 284	
	1029.8.36.72.1, 2003, c. 2, a. 262; 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.72.2, 2003, c. 2, a. 263; 2003, c. 9, a. 285	
	1029.8.36.72.3, 2003, c. 2, a. 264; 2003, c. 9, a. 286	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.36.72.14 , 2003, c. 29, a. 135	
	1029.8.36.72.15 , 2003, c. 2, a. 265; 2003, c. 9, a. 287	
	1029.8.36.72.16 , 2003, c. 2, a. 266; 2003, c. 9, a. 288	
	1029.8.36.72.17 , 2003, c. 2, a. 267; 2003, c. 9, a. 289	
	1029.8.36.72.18 , 2003, c. 9, a. 290	
	1029.8.36.72.20 , 2003, c. 9, a. 291	
	1029.8.36.72.21 , 2003, c. 9, a. 292	
	1029.8.36.72.22 , 2003, c. 9, a. 293	
	1029.8.36.72.23 , 2003, c. 9, a. 294	
	1029.8.36.72.24 , 2003, c. 9, a. 295	
	1029.8.36.72.25 , 2003, c. 9, a. 296	
	1029.8.36.72.26 , 2003, c. 9, a. 297	
	1029.8.36.72.28 , 2003, c. 9, a. 298	
	1029.8.36.72.29 , 2003, c. 2, a. 268	
	1029.8.36.72.30 , 2003, c. 2, a. 269; 2003, c. 9, a. 299	
	1029.8.36.72.31 , 2003, c. 2, a. 270; 2003, c. 9, a. 300	
	1029.8.36.72.43 , 2003, c. 9, a. 301	
	1029.8.36.72.44 , 2003, c. 9, a. 302	
	1029.8.36.72.45 , 2003, c. 9, a. 303	
	1029.8.36.72.46 , 2003, c. 9, a. 304	
	1029.8.36.72.47 , 2003, c. 9, a. 305	
	1029.8.36.72.48 , 2003, c. 9, a. 306	
	1029.8.36.72.49 , 2003, c. 9, a. 307	
	1029.8.36.72.50 , 2003, c. 9, a. 308	
	1029.8.36.72.51 , 2003, c. 9, a. 308	
	1029.8.36.72.52 , 2003, c. 9, a. 309	
	1029.8.36.72.53 , 2003, c. 9, a. 310	
	1029.8.36.72.55 , 2003, c. 9, a. 311	
	1029.8.36.72.57 , 2003, c. 9, a. 312	
	1029.8.36.72.58 , 2003, c. 9, a. 313	
	1029.8.36.72.70 , 2003, c. 9, a. 314	
	1029.8.36.72.71 , 2003, c. 9, a. 315	
	1029.8.36.72.72 , 2003, c. 9, a. 316	
	1029.8.36.72.73 , 2003, c. 9, a. 317	
	1029.8.36.72.74 , 2003, c. 9, a. 317	
	1029.8.36.72.75 , 2003, c. 9, a. 318	
	1029.8.36.72.76 , 2003, c. 9, a. 319	
	1029.8.36.72.77 , 2003, c. 9, a. 320	
	1029.8.36.72.78 , 2003, c. 9, a. 320	
	1029.8.36.72.79 , 2003, c. 9, a. 321	
	1029.8.36.72.80 , 2003, c. 9, a. 322	
	1029.8.36.72.83 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.84 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.85 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.86 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.87 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.88 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.89 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.90 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.91 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.92 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.93 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.72.94 , 2003, c. 9, a. 323	
	1029.8.36.73 , 2003, c. 2, a. 271; Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.74 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.75 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.76 , 2003, c. 2, a. 272; Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.77 , 2003, c. 2, a. 273; Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.78 , 2003, c. 2, a. 274; Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.79 , 2003, c. 2, a. 275; Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.80 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.81 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.82 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.83 , Ab. 2003, c. 9, a. 324	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.36.84, Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.85, Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.86, Ab. 2003, c. 9, a. 324	
	1029.8.36.90, 2003, c. 9, a. 325	
	1029.8.36.96, 2003, c. 9, a. 326	
	1029.8.36.104, 2003, c. 9, a. 327	
	1029.8.36.105, 2003, c. 9, a. 328	
	1029.8.36.106, 2003, c. 9, a. 329	
	1029.8.36.108, 2003, c. 9, a. 330	
	1029.8.36.110, 2003, c. 9, a. 331	
	1029.8.36.116, 2003, c. 9, a. 332	
	1029.8.36.117, 2003, c. 9, a. 333	
	1029.8.36.129, 2003, c. 9, a. 334	
	1029.8.36.132, 2003, c. 9, a. 335	
	1029.8.36.147, 2003, c. 9, a. 337	
	1029.8.36.152, 2003, c. 9, a. 338	
	1029.8.36.163, 2003, c. 9, a. 339	
	1029.8.36.166.1, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.2, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.3, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.4, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.5, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.6, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.7, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.8, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.9, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.10, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.11, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.12, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.13, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.14, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.15, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.16, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.17, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.18, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.19, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.20, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.21, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.22, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.23, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.24, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.25, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.26, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.27, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.28, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.29, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.30, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.31, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.32, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.33, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.34, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.35, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.36, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.37, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.38, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.166.39, 2003, c. 9, a. 340	
	1029.8.36.167, 2003, c. 8, a. 6	
	1029.8.36.168, 2003, c. 9, a. 341	
	1029.8.36.169, 2003, c. 9, a. 342	
	1029.8.36.170, 2003, c. 9, a. 343	
	1029.8.36.171, 2003, c. 9, a. 344	
	1029.8.50, 2003, c. 9, a. 345	
	1029.8.53, Ab. 2003, c. 9, a. 346	
	1029.8.56, 2003, c. 9, a. 347	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1029.8.61.2 , 2003, c. 2, a. 276	
	1029.8.62 , 2003, c. 2, a. 277	
	1029.8.67 , 2003, c. 2, a. 278; 2003, c. 9, a. 348	
	1029.8.68 , 2003, c. 2, a. 279	
	1029.8.69 , 2003, c. 9, a. 349	
	1029.8.70 , 2003, c. 2, a. 280	
	1029.8.71 , 2003, c. 2, a. 281; 2003, c. 9, a. 350	
	1029.8.77 , Ab. 2003, c. 9, a. 351	
	1029.8.77.1 , 2003, c. 9, a. 352	
	1029.8.79 , 2003, c. 9, a. 353	
	1029.8.80.0.1 , 2003, c. 9, a. 354	
	1029.8.80.1 , 2003, c. 9, a. 354	
	1029.8.101 , 2003, c. 9, a. 355	
	1029.8.102 , Ab. 2003, c. 9, a. 356	
	1029.8.103 , 2003, c. 9, a. 357	
	1029.8.105 , 2003, c. 9, a. 358	
	1029.8.110 , 2003, c. 9, a. 359	
	1029.8.111 , Ab. 2003, c. 9, a. 360	
	1029.8.112 , 2003, c. 9, a. 361	
	1029.8.117 , 2003, c. 9, a. 362	
	1029.8.118 , 2003, c. 9, a. 363	
	1029.9 , 2003, c. 9, a. 365	
	1029.9.1 , 2003, c. 9, a. 366	
	1029.9.2 , 2003, c. 9, a. 366	
	1029.9.3 , 2003, c. 9, a. 366	
	1029.9.4 , 2003, c. 9, a. 366	
	1029.10 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.11 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.12 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.13 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.14 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.15 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.16 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.17 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.18 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1029.19 , Ab. 2003, c. 9, a. 367	
	1035 , 2003, c. 9, a. 368	
	1038 , 2003, c. 9, a. 369	
	1040 , 2003, c. 9, a. 370	
	1049 , 2003, c. 9, a. 371	
	1049.1.0.5 , 2003, c. 9, a. 372	
	1049.2.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 373	
	1049.2.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 373	
	1049.2.2.3 , 2003, c. 9, a. 374	
	1049.2.2.6 , 2003, c. 9, a. 375	
	1049.2.2.7 , 2003, c. 9, a. 376	
	1049.2.2.8 , 2003, c. 9, a. 377	
	1049.2.2.9 , 2003, c. 9, a. 378	
	1049.2.2.10 , 2003, c. 9, a. 379	
	1049.2.2.11 , 2003, c. 9, a. 380	
	1049.2.9 , 2003, c. 9, a. 381	
	1049.2.10 , 2003, c. 9, a. 382	
	1049.12 , 2003, c. 29, a. 139	
	1049.13 , 2003, c. 29, a. 139	
	1049.14 , 2003, c. 29, a. 139	
	1055.1 , 2003, c. 2, a. 282	
	1065.1 , 2003, c. 2, a. 283	
	1082.3 , 2003, c. 2, a. 284	
	1086.18.1 , 2003, c. 9, a. 383	
	1086.18.2 , 2003, c. 9, a. 383	
	1086.25 , 2003, c. 9, a. 384	
	1086.26 , 2003, c. 9, a. 384	
	1089 , 2003, c. 9, a. 385	
	1090 , 2003, c. 9, a. 386	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	
	1091 , 2003, c. 9, a. 387	
	1098 , 2003, c. 2, a. 285	
	1100 , 2003, c. 2, a. 286	
	1101 , 2003, c. 2, a. 287	
	1106 , 2003, c. 2, a. 288	
	1106.0.1 , 2003, c. 2, a. 289	
	1106.0.2 , 2003, c. 2, a. 289	
	1106.0.3 , 2003, c. 2, a. 289	
	1106.0.4 , 2003, c. 2, a. 289	
	1106.0.5 , 2003, c. 2, a. 289	
	1110 , 2003, c. 2, a. 290	
	1113 , 2003, c. 2, a. 291	
	1113.1 , 2003, c. 2, a. 292	
	1113.2 , 2003, c. 2, a. 292	
	1113.3 , 2003, c. 2, a. 292	
	1113.4 , 2003, c. 2, a. 292	
	1116 , 2003, c. 2, a. 293	
	1116.1 , 2003, c. 2, a. 294	
	1116.2 , 2003, c. 2, a. 294	
	1116.3 , 2003, c. 2, a. 294	
	1116.4 , 2003, c. 2, a. 294	
	1116.5 , 2003, c. 2, a. 294	
	1120.0.2 , 2003, c. 2, a. 295	
	1129.4.3.13 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.14 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.16 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.17 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.18 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.19 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.20 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.21 , Ab. 2003, c. 9, a. 389	
	1129.4.3.26 , 2003, c. 9, a. 390	
	1129.4.3.27 , 2003, c. 9, a. 390	
	1129.4.3.28 , 2003, c. 9, a. 390	
	1129.4.3.29 , 2003, c. 9, a. 390	
	1129.4.3.30 , 2003, c. 9, a. 390	
	1129.4.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.4.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.4.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.4.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.5 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.6 , Ab. 2003, c. 9, a. 391	
	1129.4.7 , 2003, c. 9, a. 392	
	1129.4.8 , 2003, c. 9, a. 393	
	1129.4.9 , 2003, c. 9, a. 394	
	1129.4.10 , 2003, c. 9, a. 395	
	1129.4.10.1 , 2003, c. 9, a. 396	
	1129.4.10.2 , 2003, c. 9, a. 397	
	1129.4.10.3 , 2003, c. 9, a. 397	
	1129.4.11 , 2003, c. 9, a. 398	
	1129.4.12.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.3 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.5 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.6 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.7 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.8 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.4.12.9 , Ab. 2003, c. 9, a. 399	
	1129.21 , 2003, c. 9, a. 400	
	1129.27.1 , 2003, c. 9, a. 401	
	1129.27.2 , 2003, c. 9, a. 402	
	1129.27.3 , 2003, c. 9, a. 403	
	1129.27.11 , 2003, c. 9, a. 404	

Référence	TITRE	Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p> 1129.27.12, 2003, c. 9, a. 404 1129.27.13, 2003, c. 9, a. 404 1129.27.14, 2003, c. 9, a. 404 1129.30, 2003, c. 19, a. 250 1129.33.1, 2003, c. 9, a. 405 1129.45.3.11, 2003, c. 9, a. 406 1129.45.3.19, 2003, c. 9, a. 407 1129.45.3.28, 2003, c. 9, a. 408 1129.45.3.31, 2003, c. 9, a. 409 1129.45.3.32, 2003, c. 9, a. 409 1129.45.3.33, 2003, c. 9, a. 409 1129.45.3.34, 2003, c. 9, a. 409 1129.45.3.35, 2003, c. 9, a. 409 1129.45.4, 2003, c. 9, a. 410 1129.45.5, 2003, c. 9, a. 411 1129.45.41.1, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.2, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.3, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.4, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.5, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.6, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.7, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.8, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.9, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.10, 2003, c. 9, a. 413 1129.45.41.11, 2003, c. 9, a. 413 1129.52, 2003, c. 9, a. 414 1130, 2003, c. 9, a. 416; 2003, c. 29, a. 135 1130.1, 2003, c. 9, a. 417 1132, 2003, c. 9, a. 418 1135, 2003, c. 9, a. 419 1136, 2003, c. 9, a. 420 1137, 2003, c. 9, a. 421 1137.0.0.2, 2003, c. 9, a. 422 1137.1, 2003, c. 29, a. 135 1137.2, 2003, c. 9, a. 423 1137.4, 2003, c. 9, a. 424 1137.5, 2003, c. 9, a. 425 1138, 2003, c. 9, a. 426 1138.1, 2003, c. 9, a. 427 1138.2, Ab. 2003, c. 9, a. 428 1138.2.4, 2003, c. 9, a. 429 1141.2.1, 2003, c. 9, a. 430 1141.6, 2003, c. 9, a. 431 1141.7, 2003, c. 9, a. 432 1159.3, 2003, c. 2, a. 296 1175.21, 2003, c. 9, a. 433 1186.8, 2003, c. 9, a. 434 </p>
c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières	<p> 275, 2003, c. 29, a. 135 </p>
c. I-13.3	Loi sur l'instruction publique	<p> 211, 2003, c. 19, a. 203 311, 2003, c. 19, a. 250 426, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. I-14	Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis	<p> 1, 2003, c. 19, a. 250 220, 2003, c. 19, a. 250 222, 2003, c. 19, a. 250 508, 2003, c. 19, a. 250 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. I-15	Loi sur l'interdiction de subventions municipales	2 , 2003, c. 19, a. 250
c. J-3	Loi sur la justice administrative	Ann. IV , 2003, c. 23, a. 72
c. L-0.2	Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres	24.1 , 2003, c. 19, a. 250
c. L-4	Loi sur la liquidation des compagnies	17 , 2003, c. 29, a. 135 18 , 2003, c. 29, a. 135 35 , 2003, c. 29, a. 135
c. L-6	Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	20.1.1 , 2003, c. 29, a. 135
c. M-5	Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés	21 , 2003, c. 29, a. 135 38 , 2003, c. 29, a. 135
c. M-12.1	Loi sur les mesureurs de bois	44 , 2003, c. 8, a. 6
c. M-13.1	Loi sur les mines	11 , 2003, c. 8, a. 6 13 , 2003, c. 8, a. 6 28 , 2003, c. 15, a. 1 28.1 , 2003, c. 15, a. 2 30 , 2003, c. 15, a. 3 38 , 2003, c. 15, a. 4 42 , 2003, c. 15, a. 5 42.5 , 2003, c. 15, a. 6 48 , 2003, c. 15, a. 7 49 , 2003, c. 15, a. 8 52 , 2003, c. 15, a. 9 58 , 2003, c. 15, a. 10 58.1 , 2003, c. 15, a. 11 59 , 2003, c. 15, a. 12 59.1 , 2003, c. 15, a. 13 60 , 2003, c. 15, a. 14 60.1 , 2003, c. 15, a. 15 61 , 2003, c. 15, a. 16 76 , 2003, c. 15, a. 17 77 , 2003, c. 15, a. 18 83.6.1 , 2003, c. 15, a. 19 83.14 , 2003, c. 15, a. 20 83.15 , 2003, c. 15, a. 20 94 , 2003, c. 15, a. 21 115.1 , 2003, c. 8, a. 6 141 , 2003, c. 15, a. 22 142.1 , 2003, c. 15, a. 23 207 , 2003, c. 15, a. 24 221 , 2003, c. 15, a. 25 222 , 2003, c. 15, a. 26 232.7 , 2003, c. 15, a. 27 232.11 , 2003, c. 15, a. 28

Référence	TITRE	Modifications
c. M-13.1	Loi sur les mines — <i>Suite</i>	<p>244, 2003, c. 8, a. 6 245, 2003, c. 8, a. 6 248, 2003, c. 8, a. 6 291, 2003, c. 15, a. 29 304.1, 2003, c. 15, a. 31 306, 2003, c. 15, a. 22 320, 2003, c. 8, a. 6 374, 2003, c. 8, a. 6 382, 2003, c. 8, a. 6</p>
c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	<p>2, 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250</p>
c. M-15.001	Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail	<p>21, 2003, c. 29, aa. 150, 250 38, 2003, c. 29, a. 151 40, 2003, c. 29, a. 152</p>
c. M-17	Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce	<p>17.1, (<i>devient a. 19 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.2, (<i>devient a. 20 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.3, (<i>devient a. 21 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.4, (<i>devient a. 22 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.5, (<i>devient a. 23 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.6, (<i>devient a. 24 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.7, (<i>devient a. 25 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.8, (<i>devient a. 26 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.9, (<i>devient a. 27 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.10, (<i>devient a. 28 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.11, (<i>devient a. 29 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 17.12, (<i>devient a. 30 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 129 Remp., 2003, c. 29, a. 168</p>
c. M-19.1.2	Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	<p>7, (<i>devient a. 10 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 8, (<i>devient a. 11 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 9, (<i>devient a. 12 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 10, (<i>devient a. 13 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 11, (<i>devient a. 14 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 12, (<i>devient a. 15 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 13, (<i>devient a. 16 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 14, (<i>devient a. 17 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 15, (<i>devient a. 18 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 130 15.1, (<i>devient a. 31 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.2, (<i>devient a. 32 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.3, (<i>devient a. 33 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.4, (<i>devient a. 34 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.5, (<i>devient a. 35 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.6, (<i>devient a. 36 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.7, (<i>devient a. 37 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.8, (<i>devient a. 38 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.9, (<i>devient a. 39 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.10, (<i>devient a. 40 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.11, (<i>devient a. 41 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.12, (<i>devient a. 42 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.13, (<i>devient a. 43 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.14, (<i>devient a. 44 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.15, (<i>devient a. 45 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 131 15.16, (<i>devient a. 46 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. M-19.1.2	Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie — <i>Suite</i>	<p> 15.17, (<i>devient a. 47 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.18, (<i>devient a. 48 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.19, (<i>devient a. 49 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.20, (<i>devient a. 50 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.21, (<i>devient a. 51 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.22, (<i>devient a. 52 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.23, (<i>devient a. 53 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.24, (<i>devient a. 54 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.25, (<i>devient a. 55 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.26, (<i>devient a. 56 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.27, (<i>devient a. 57 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.28, (<i>devient a. 58 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.29, (<i>devient a. 59 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.30, (<i>devient a. 60 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.31, (<i>devient a. 61 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.32, (<i>devient a. 62 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.32.1, (<i>devient a. 63 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.33, (<i>devient a. 64 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.33.1, (<i>devient a. 65 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.34, (<i>devient a. 66 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.35, (<i>devient a. 67 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.36, (<i>devient a. 68 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.37, (<i>devient a. 69 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.38, (<i>devient a. 70 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.39, (<i>devient a. 71 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.40, (<i>devient a. 72 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.41, (<i>devient a. 73 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.42, (<i>devient a. 74 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.43, (<i>devient a. 75 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.44, (<i>devient a. 76 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.45, (<i>devient a. 77 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.46, (<i>devient a. 78 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.47, (<i>devient a. 79 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.48, (<i>devient a. 80 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.49, (<i>devient a. 81 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.50, (<i>devient a. 82 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.51, (<i>devient a. 83 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.52, (<i>devient a. 84 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.53, (<i>devient a. 85 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.54, (<i>devient a. 86 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.55, (<i>devient a. 87 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 15.56, (<i>devient a. 88 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 132 Remp., 2003, c. 29, a. 168 </p>
c. M-19.2	Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux	<p>11.1, 2003, c. 29, a. 140</p>
c. M-19.3	Loi sur le ministère de la Sécurité publique	<p>9, 2003, c. 29, a. 135</p>
c. M-22.1	Loi sur le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (<i>Loi sur le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir</i>)	<p> Titre, 2003, c. 19, a. 204 1, 2003, c. 19, a. 205 2, 2003, c. 19, a. 206 7.1, 2003, c. 19, a. 207 17.6.1, 2003, c. 19, a. 208 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. M-25.001	Loi sur le ministère des Régions	<p>24, (<i>devient a. 111 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 25, (<i>devient a. 112 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 26, (<i>devient a. 113 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 27, (<i>devient a. 114 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 28, (<i>devient a. 115 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 29, (<i>devient a. 116 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 30, (<i>devient a. 117 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 31, (<i>devient a. 118 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 32, (<i>devient a. 119 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 33, (<i>devient a. 120 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 34, (<i>devient a. 121 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 35, (<i>devient a. 122 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 133 35.1, (<i>devient a. 123 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 35.2, (<i>devient a. 124 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 35.3, (<i>devient a. 125 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 35.4, (<i>devient a. 126 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 35.5, (<i>devient a. 127 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 35.6, (<i>devient a. 128 de 2003, c. 29</i>) 2003, c. 29, a. 134 66, 2003, c. 19, a. 250 Remp., 2003, c. 29, a. 168</p>
c. M-25.2	Loi sur le ministère des Ressources naturelles (<i>Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs</i>)	<p>Titre, 2003, c. 8, a. 1 1, 2003, c. 8, a. 2 2, 2003, c. 8, a. 2 16, 2003, c. 8, a. 3 17.5, 2003, c. 8, a. 2 17.12.4, 2003, c. 8, a. 2 17.14, 2003, c. 16, a. 51</p>
c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	<p>1.2.1, 2003, c. 9, a. 435 39.2, 2003, c. 2, a. 297 59, 2003, c. 2, a. 298 59.2, 2003, c. 2, a. 299 61.2, 2003, c. 2, a. 300 69.1, 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250 93.1.15.1, 2003, c. 2, a. 301 93.1.15.2, 2003, c. 2, a. 301 93.1.21.1, 2003, c. 2, a. 302</p>
c. M-34	Loi sur les ministères	<p>1, 2003, c. 8, a. 5; 2003, c. 19, a. 209; 2003, c. 29, a. 153</p>
c. M-35.1	Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche	<p>44, 2003, c. 23, a. 73</p>
c. M-35.2	Loi concernant la mise en œuvre des accords de commerce international	<p>7, 2003, c. 29, a. 135</p>
c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	<p>39.0.1, 2003, c. 2, a. 303</p>
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale	<p>16, 2003, c. 19, a. 250 18, 2003, c. 19, a. 250</p>

Référence	TITRE	Modifications
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale — <i>Suite</i>	
	30 , 2003, c. 19, a. 250	
	36 , 2003, c. 19, a. 250	
	45 , 2003, c. 19, a. 250	
	58 , 2003, c. 19, a. 250	
	67 , 2003, c. 8, a. 6	
	68 , 2003, c. 8, a. 6	
	86 , 2003, c. 14, a. 161	
	86.1 , 2003, c. 14, a. 162	
	90 , 2003, c. 19, a. 250	
	92 , 2003, c. 19, a. 250	
	96 , 2003, c. 14, a. 163	
	106 , 2003, c. 19, a. 250	
	108 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 14, a. 164	
	109 , 2003, c. 8, a. 6	
	110 , 2003, c. 14, a. 165	
	111 , 2003, c. 19, a. 250	
	114 , 2003, c. 14, a. 166	
	124 , 2003, c. 19, a. 250	
	125.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.2 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.3 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.3.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.5 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.6 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.6.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.7 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.8 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.8.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.9 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.10 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.10.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.11 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.12 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.13 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.14 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.15 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.16 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.17 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.18 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.19 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.20 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.21 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.22 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.23 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.24 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.25 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.26 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.27 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.28 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.29 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.30 , Ab. 2003, c. 14, a. 167; 2003, c. 19, a. 250	
	125.31 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	125.32 , Ab. 2003, c. 14, a. 167	
	131 , 2003, c. 19, a. 250	
	139 , 2003, c. 19, a. 250	
	153 , 2003, c. 19, a. 250	
	162 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250	
	163 , 2003, c. 8, a. 6	
	176.27 , 2003, c. 19, a. 250	
	176.28 , 2003, c. 19, a. 250	
	179 , 2003, c. 19, a. 250	
	187 , 2003, c. 8, a. 6	
	193 , 2003, c. 19, a. 250	
	201 , 2003, c. 19, a. 250	

Référence	TITRE	Modifications
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale — <i>Suite</i>	<p> 206, 2003, c. 8, a. 6 207, 2003, c. 8, a. 6 210, 2003, c. 8, a. 6 210.1, 2003, c. 8, a. 6 210.2, 2003, c. 8, a. 6 210.3, 2003, c. 8, a. 6 210.3.1, 2003, c. 19, a. 250 210.8, 2003, c. 19, a. 250 210.11, 2003, c. 19, a. 250 210.29.3, 2003, c. 19, a. 210 210.31, 2003, c. 19, a. 250 210.38, 2003, c. 8, a. 6 210.44, 2003, c. 19, a. 250 210.53, 2003, c. 19, a. 250 210.63, 2003, c. 19, a. 250 210.79, 2003, c. 19, a. 250 214.1, 2003, c. 19, a. 250 214.3, 2003, c. 14, a. 168; 2003, c. 19, a. 250 279, 2003, c. 19, a. 250 281, 2003, c. 8, a. 6 289, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. P-9.01	Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (<i>Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques</i>)	<p> Titre, 2003, c. 23, a. 56 12, Ab. 2003, c. 23, a. 58 13, 2003, c. 23, a. 59 14, 2003, c. 23, a. 60 18, Ab. 2003, c. 23, a. 61 19, 2003, c. 23, a. 62 49, 2003, c. 23, a. 63 51, 2003, c. 23, a. 64 52, 2003, c. 23, a. 65 </p>
c. P-9.3	Loi sur les pesticides	<p> 18, 2003, c. 19, a. 250 19, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. P-13.1	Loi sur la police	<p> 73, 2003, c. 19, a. 250 100, 2003, c. 19, a. 250 108, 2003, c. 19, a. 250 </p>
c. P-16	Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales	<p> 42, 2003, c. 8, a. 6 54, 2003, c. 29, a. 135 </p>
c. P-28	Loi sur les producteurs agricoles	<p> 1, 2003, c. 23, a. 74 </p>
c. P-29.1	Loi sur les produits et les équipements pétroliers	<p> 116, 2003, c. 8, a. 6 </p>
c. P-37	Loi sur la protection des arbres	<p> 1, 2003, c. 8, a. 6 </p>

Référence	TITRE	Modifications
c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles	1 , 2003, c. 8, a. 6 47 , 2003, c. 29, a. 154 79.10 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 19, a. 250
c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux	2 , 2003, c. 23, a. 75 22.1 , 2003, c. 24, a. 1 22.3 , 2003, c. 24, a. 2 22.3.1 , 2003, c. 24, a. 3
c. P-45	Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales	539 , 2003, c. 29, a. 135
c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	43 , 2003, c. 19, a. 250 104 , 2003, c. 19, a. 250 118.3.1 , 2003, c. 19, a. 250 118.3.2 , 2003, c. 19, a. 250 144 , 2003, c. 8, a. 6 178 , 2003, c. 8, a. 6 Ann. B , 2003, c. 8, a. 6
c. R-3.1	Loi favorisant la réforme du cadastre québécois	1 , 2003, c. 8, a. 6 8.1 , 2003, c. 8, a. 6 8.2 , 2003, c. 8, a. 6 10 , 2003, c. 8, a. 6 63 , 2003, c. 8, a. 6
c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec	33 , 2003, c. 2, a. 304; 2003, c. 9, a. 436 33.0.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 437 34 , 2003, c. 9, a. 438 34.0.0.0.4 , Ab. 2003, c. 9, a. 439 34.1.9 , 2003, c. 9, a. 440 34.1.10 , 2003, c. 9, a. 440 34.1.11 , 2003, c. 9, a. 440 34.2 , 2003, c. 9, a. 441 37.1 , 2003, c. 9, a. 442 37.2 , Ab. 2003, c. 9, a. 443 37.2.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 443 37.2.2 , 2003, c. 9, a. 444 37.4 , 2003, c. 9, a. 445 37.8.1 , 2003, c. 9, a. 446
c. R-6.01	Loi sur la Régie de l'énergie	171 , 2003, c. 8, a. 6
c. R-7	Loi sur la Régie des installations olympiques	1 , 2003, c. 29, a. 141
c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	36 , 2003, c. 25, a. 53 37 , 2003, c. 25, a. 54

Référence	TITRE	Modifications
c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic — <i>Suite</i>	38 , 2003, c. 25, a. 55 39 , 2003, c. 25, a. 56 40 , Ab. 2003, c. 25, a. 57 41 , 2003, c. 25, a. 58 42 , 2003, c. 25, a. 59 45 , 2003, c. 25, a. 60 46 , 2003, c. 25, a. 61 57 , 2003, c. 25, a. 62 58 , 2003, c. 25, a. 63 70 , 2003, c. 25, a. 64 70.1 , 2003, c. 25, a. 65 72 , 2003, c. 25, a. 66 Ann. A.1 , 2003, c. 25, a. 67 Ann. B , 2003, c. 25, a. 68
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	45 , 2003, c. 2, a. 305 74 , 2003, c. 9, a. 447 84 , 2003, c. 2, a. 306
c. R-9.3	Loi sur le régime de retraite des élus municipaux	36 , 2003, c. 19, a. 211 47 , 2003, c. 19, a. 212 67.1 , 2003, c. 19, a. 213 72 , 2003, c. 19, a. 250 76 , 2003, c. 19, a. 250 82 , 2003, c. 19, a. 250
c. R-13	Loi sur le régime des eaux	1 , 2003, c. 8, a. 6 68 , 2003, c. 8, a. 6 69.3 , 2003, c. 8, a. 6 70 , 2003, c. 8, a. 6
c. R-13.1	Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec	1 , 2003, c. 8, a. 6 5 , 2003, c. 7, a. 1 6 , 2003, c. 7, a. 2 56 , 2003, c. 8, a. 6 83 , 2003, c. 8, a. 6 84 , 2003, c. 8, a. 6 86 , 2003, c. 8, a. 6 89 , 2003, c. 8, a. 6 148 , 2003, c. 8, a. 6 167 , 2003, c. 8, a. 6 168 , 2003, c. 8, a. 6 170 , 2003, c. 8, a. 6 173 , 2003, c. 8, a. 6 174 , 2003, c. 8, a. 6 191.38 , 2003, c. 8, a. 6 191.62 , 2003, c. 8, a. 6 191.63 , 2003, c. 8, a. 6 191.65 , 2003, c. 8, a. 6 191.68 , 2003, c. 8, a. 6 191.69 , 2003, c. 8, a. 6

Référence	TITRE	Modifications
c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités	28 , 2003, c. 19, a. 214 42 , 2003, c. 19, a. 215 42.1 , 2003, c. 19, a. 216
c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	1 , 2003, c. 9, a. 448 1.0.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 449 1.1 , Ab. 2003, c. 9, a. 449 1.1.1 , 2003, c. 9, a. 450
c. S-2.3	Loi sur la sécurité civile	133 , 2003, c. 5, a. 26
c. S-3.1	Loi sur la sécurité dans les sports	20 , 2003, c. 19, a. 250 73 , 2003, c. 19, a. 250
c. S-3.4	Loi sur la sécurité incendie	157 , 2003, c. 5, a. 26
c. S-4.2	Loi sur les services de santé et les services sociaux	88 , 2003, c. 29, a. 140 89 , 2003, c. 29, a. 137 90 , 2003, c. 29, a. 137 91 , 2003, c. 29, a. 137 302.1 , 2003, c. 12, a. 1 303 , 2003, c. 12, a. 2 303.1 , 2003, c. 12, a. 3 303.2 , 2003, c. 12, a. 3 304 , 2003, c. 12, a. 4 314 , 2003, c. 12, a. 5 343.1 , 2003, c. 29, a. 155 432 , 2003, c. 25, a. 69
c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec	1 , 2003, c. 19, aa. 217, 250 56.1 , 2003, c. 19, a. 218 59 , 2003, c. 19, a. 250 74 , 2003, c. 19, a. 250 82 , 2003, c. 19, a. 250 95 , 2003, c. 19, a. 250
c. S-10.0001	Loi sur la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	50 , 2003, c. 29, a. 156
c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	20.2 , 2003, c. 29, a. 136 30 , 2003, c. 29, a. 136 34.1 , 2003, c. 29, a. 136 37 , 2003, c. 29, a. 136 59 , 2003, c. 29, a. 136 61 , 2003, c. 29, a. 136

Référence	TITRE	Modifications
c. S-14.1	Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal	30 , 2003, c. 29, a. 141
c. S-16.001	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	32 , 2003, c. 19, a. 250 63 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-16.01	Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 , 2003, c. 29, a. 135 20 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-16.1	Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James	52 , 2003, c. 8, a. 6
c. S-17	Loi sur la Société générale de financement du Québec	15 , 2003, c. 29, a. 135 15.1 , 2003, c. 8, a. 6; 2003, c. 29, a. 135 17 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-17.2.0.1	Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal	5 , 2003, c. 29, a. 157 33 , 2003, c. 29, a. 158 45 , 2003, c. 29, a. 141
c. S-17.2.2	Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec	5 , 2003, c. 29, a. 159 33 , 2003, c. 29, a. 160 45 , 2003, c. 29, a. 161
c. S-17.4	Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	5 , 2003, c. 29, a. 162 33 , 2003, c. 29, a. 163 45 , 2003, c. 29, a. 164
c. S-17.5	Loi sur la Société Innovatech Régions ressources	5 , 2003, c. 29, a. 165 33 , 2003, c. 29, a. 166 42 , 2003, c. 29, a. 167
c. S-18.2	Loi sur la Société nationale de l'amiante	18 , 2003, c. 8, a. 6 57 , 2003, c. 8, a. 6 61 , 2003, c. 8, a. 6
c. S-18.2.1	Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	18 , 2003, c. 19, a. 250 19 , 2003, c. 19, a. 250 21 , 2003, c. 19, a. 250 27 , 2003, c. 19, a. 250 27.1 , 2003, c. 19, a. 250 35.1 , 2003, c. 19, a. 250 37 , 2003, c. 19, a. 250 38 , 2003, c. 19, a. 250 42 , 2003, c. 19, a. 250 46 , 2003, c. 19, a. 250

Référence	TITRE	Modifications
c. S-25.01	Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal	4 , 2003, c. 19, a. 250 5 , 2003, c. 19, a. 250 8 , 2003, c. 19, a. 250 9 , 2003, c. 19, a. 250 14 , 2003, c. 19, a. 219 17 , 2003, c. 19, a. 250 18 , 2003, c. 19, a. 250 19 , 2003, c. 19, a. 250 20 , 2003, c. 19, a. 250 30 , 2003, c. 19, a. 250 48 , 2003, c. 19, a. 250 61 , 2003, c. 19, a. 250 62 , 2003, c. 19, a. 250 69 , 2003, c. 19, a. 250
c. S-30.01	Loi sur les sociétés de transport en commun	77 , 2003, c. 19, a. 250 93 , 2003, c. 19, a. 220 95 , 2003, c. 19, a. 250 103 , 2003, c. 19, a. 250 119 , 2003, c. 19, a. 250 122 , 2003, c. 19, a. 250 123 , 2003, c. 19, a. 250 124 , 2003, c. 19, a. 250 136 , 2003, c. 19, a. 250 139 , 2003, c. 19, a. 250 149 , 2003, c. 5, a. 26 150 , 2003, c. 19, a. 250 262 , 2003, c. 19, a. 250
c. S-31	Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance	8 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-32	Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux	5 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-32.001	Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale	79.3 , 2003, c. 9, a. 451 79.4 , 2003, c. 9, a. 452 79.4.1 , 2003, c. 9, a. 453 79.5 , 2003, c. 9, a. 454 158 , 2003, c. 9, a. 455
c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels	31 , 2003, c. 29, a. 135
c. S-41	Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité	14 , 2003, c. 19, a. 250
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec	1 , 2003, c. 2, a. 307 18 , 2003, c. 2, a. 309 22.2 , 2003, c. 2, a. 310 52 , 2003, c. 2, a. 311 54.2 , 2003, c. 9, a. 456 81 , 2003, c. 2, a. 312 90 , 2003, c. 2, a. 313

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	
	94, 2003, c. 2, a. 314	
	102, 2003, c. 2, a. 315	
	108, 2003, c. 2, a. 316	
	116, 2003, c. 2, a. 317	
	127, 2003, c. 2, a. 318	
	138.1, 2003, c. 2, a. 319	
	141, 2003, c. 2, a. 320	
	168, 2003, c. 2, a. 321	
	173, 2003, c. 2, a. 322	
	175, 2003, c. 2, a. 323	
	176, 2003, c. 2, a. 324	
	179, 2003, c. 2, a. 325	
	179.1, 2003, c. 2, a. 326	
	179.2, 2003, c. 2, a. 326	
	180, 2003, c. 2, a. 327	
	234.1, 2003, c. 2, a. 328	
	297.0.1, 2003, c. 2, a. 329	
	310, 2003, c. 2, a. 330	
	324.5, 2003, c. 2, a. 331	
	324.5.1, 2003, c. 2, a. 332	
	327.2, 2003, c. 2, a. 333	
	327.3, 2003, c. 2, a. 334	
	350.23.1, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.2, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.3, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.4, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.5, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.6, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.7, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.8, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.9, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.10, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.11, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.12, 2003, c. 2, a. 335	
	350.23.13, 2003, c. 2, a. 335	
	352.1, 2003, c. 2, a. 336	
	360.5, 2003, c. 2, a. 337	
	362, 2003, c. 2, a. 338	
	378.4, 2003, c. 2, a. 339	
	378.5, 2003, c. 2, a. 339	
	378.6, 2003, c. 2, a. 339	
	378.7, 2003, c. 2, a. 339	
	378.8, 2003, c. 2, a. 339	
	378.9, 2003, c. 2, a. 339	
	378.10, 2003, c. 2, a. 339	
	378.11, 2003, c. 2, a. 339	
	378.12, 2003, c. 2, a. 339	
	378.13, 2003, c. 2, a. 339	
	378.14, 2003, c. 2, a. 339	
	378.15, 2003, c. 2, a. 339	
	378.16, 2003, c. 2, a. 339	
	378.17, 2003, c. 2, a. 339	
	378.18, 2003, c. 2, a. 339	
	378.19, 2003, c. 2, a. 339	
	380.1, 2003, c. 2, a. 340	
	402.15, 2003, c. 2, a. 341	
	417, 2003, c. 2, a. 342	
	423, 2003, c. 2, a. 343	
	424.1, 2003, c. 2, a. 344	
	427.1, Ab. 2003, c. 2, a. 345	
	427.3, 2003, c. 2, a. 346	
	427.5, 2003, c. 2, a. 347	
	431.1, 2003, c. 2, a. 348	
	457.4, 2003, c. 2, a. 349	

Référence	TITRE	Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>	457.5 , 2003, c. 2, a. 349 457.6 , 2003, c. 2, a. 349 457.7 , 2003, c. 2, a. 349 541.23 , 2003, c. 9, a. 457 677 , 2003, c. 2, a. 350; 2003, c. 9, a. 458
c. T-7.1	Loi sur les terres agricoles du domaine de l'État	56.1 , 2003, c. 8, a. 6
c. T-8.1	Loi sur les terres du domaine de l'État	3 , 2003, c. 8, a. 6 23 , 2003, c. 19, a. 250 24 , 2003, c. 19, a. 250 25 , 2003, c. 19, a. 250 98 , 2003, c. 8, a. 6
c. T-11	Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux	1 , 2003, c. 8, a. 6 2 , 2003, c. 8, a. 6
c. T-11.001	Loi sur le traitement des élus municipaux	25.1 , 2003, c. 19, a. 221 67 , 2003, c. 19, a. 250
c. T-14	Loi sur les travaux municipaux	2 , 2003, c. 19, a. 222
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières	256 , 2003, c. 8, a. 6
c. V-1.2	Loi sur les véhicules hors route	1 , 2003, c. 19, a. 250 68 , 2003, c. 5, a. 26
c. V-5.1	Loi sur les villages cris et le village naskapi	1 , 2003, c. 19, a. 250
c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	2 , 2003, c. 19, a. 250 18.1 , 2003, c. 19, a. 250 20 , 2003, c. 19, a. 250 157 , 2003, c. 19, a. 250 204.3 , 2003, c. 19, a. 223 338 , 2003, c. 19, a. 250 351.3 , 2003, c. 19, a. 224 358.3 , 2003, c. 19, a. 225 361.1 , 2003, c. 19, a. 250 408 , 2003, c. 19, a. 250

Référence	TITRE	Modifications
2- LOIS NON SUJETTES À LA REFONTE, LOIS QUI NE SONT PAS ENCORE REFONDUES ET CODE CIVIL DU QUÉBEC		
1994, c. 27	Loi sur la Société du tourisme du Québec	Ab. , 2003, c. 29, a. 169
1995, c. 63	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	381 , 2003, c. 9, a. 459 551 , 2003, c. 2, a. 351
1995, c. 67	Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives	150 , Ab. 2003, c. 18, a. 172
1996, c. 67	Loi instaurant une procédure de révision administrative en matière d'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives	68 , 2003, c. 19, a. 234
1997, c. 14	Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	4 , 2003, c. 9, a. 460 5 , 2003, c. 9, a. 461
1998, c. 2	Loi concernant la négociation d'ententes relatives à la réduction des coûts de la main-d'œuvre dans le secteur municipal	32 , 2003, c. 3, a. 6 45 , 2003, c. 19, a. 250
1998, c. 47	Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal	42 , 2003, c. 19, a. 250
1999, c. 88	Loi concernant le regroupement de la Municipalité de Mont-Tremblant, de la Ville de Saint-Jovite, de la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord et de la Paroisse de Saint-Jovite	1 , 2003, c. 19, a. 250 2 , 2003, c. 19, a. 250 6 , 2003, c. 19, a. 250
2000, c. 27	Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives	14.1 , Ab. 2003, c. 14, a. 169 14.2 , Ab. 2003, c. 14, a. 169
2000, c. 56	Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais	248 , 2003, c. 19, a. 236 257 , 2003, c. 19, a. 250
2001, c. 6	Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives	159 , 2003, c. 16, a. 52 160 , 2003, c. 16, a. 52 161 , 2003, c. 16, a. 53 162 , 2003, c. 16, a. 52 163 , 2003, c. 16, a. 52 167 , 2003, c. 16, a. 54

Référence	TITRE	Modifications
2001, c. 6	Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives — <i>Suite</i>	169.1 , 2003, c. 16, a. 55 169.2 , 2003, c. 16, a. 55 169.3 , 2003, c. 16, a. 55 169.4 , 2003, c. 16, a. 55 169.5 , 2003, c. 16, a. 55 170 , 2003, c. 16, a. 56 171 , 2003, c. 16, a. 57 175 , 2003, c. 16, a. 52 176 , 2003, c. 16, a. 58 180 , 2003, c. 16, a. 59 181 , 2003, c. 16, a. 59 182 , 2003, c. 16, a. 52 182.1 , 2003, c. 16, a. 60 183 , 2003, c. 16, a. 52 189 , 2003, c. 16, a. 61
2001, c. 53	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	293 , 2003, c. 2, a. 352 295 , 2003, c. 2, a. 353
2002, c. 25	Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec	22 , 2003, c. 16, a. 62
2002, c. 37	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	282 , 2003, c. 19, a. 237
2002, c. 40	Loi budgétaire n° 2 donnant suite au discours sur le budget du 29 mars 2001 et à certains énoncés budgétaires	196 , 2003, c. 9, a. 462
2002, c. 45	Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier	518 , 2003, c. 9, a. 463
2002, c. 72	Loi sur le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche	Ab. , 2003, c. 29, a. 170
2002, c. 77	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	107 , 2003, c. 19, a. 238 110 , 2003, c. 19, a. 239
2002, c. 83	Loi sur l'Agence de développement de Ferme-Neuve	24 , 2003, c. 19, a. 250 30 , 2003, c. 19, a. 250
2003, c. 3	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	11 , 2003, c. 19, a. 241 13 , 2003, c. 19, a. 242

INDEX

A

	Page
Accords de commerce international, mise en œuvre – c. 29	64
Acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville – c. 19	46
Activités agricoles et territoire, protection – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Activités locales, fonds spécial de financement – c. 19	46
Administration régionale Kativik et villages nordiques – c. 19	46
Admission dans les établissements commerciaux, heures et jours – c. 29	64
Affaires municipales et métropole, ministère – c. 19	46
Affaires municipales, sport et loisir, ministère – c. 19	46
Affaires sociales, unités de négociation – c. 25	57
Agence de développement de Ferme-Neuve – c. 19	46
Agence de développement Station Mont-Tremblant – c. 19	46
Agence de l'efficacité énergétique – c. 8	24
Agence métropolitaine de transport – c. 5	20
Agence nationale d'encadrement du secteur financier – c. 9	26
Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux – c. 21	51
Agriculture, pêcheries et alimentation, ministère – cc. 8, 19	24, 46
Aide au développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif – c. 29	64
Aide au développement touristique – c. 29	64
Aide financière aux études – cc. 17, 19	43, 46
Aide financière aux études, règlement – c. 27	60
Aide juridique – c. 8	24
Alcools, Société – c. 29	64
Alimentation, agriculture et pêcheries, ministère – cc. 8, 19	24, 46
Aménagement et urbanisme – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Aménagement forestier – c. 16	40
Amendes, perception – c. 5	20
Amiante, Société nationale – c. 8	24
Anciens combattants et guerre, protection des sépultures – c. 22	53
Animaux, protection sanitaire – cc. 23, 24	54, 56
Animaux, sociétés préventives de cruauté – c. 29	64
Appareils d'amusement, loteries et concours publicitaires – c. 29	64
Appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures, efficacité énergétique – c. 8	24
Aquaculture commerciale – c. 23	54
Aquaculture et pêcheries commerciales – c. 23	54
Arbres, protection – c. 8	24
Arpentages – c. 8	24
Arpenteurs-géomètres – c. 8	24
Articles rembourrés et matériaux de rembourrage – c. 29	64
Assainissement des eaux, Société québécoise – c. 19	46
Assurance maladie – c. 29	64

	Page
Assurance maladie, Régie – cc. 2, 9	14, 26
Assurance-hospitalisation – c. 25	57
Assurances – c. 1	13
Augmentation du capital des petites et moyennes entreprises – c. 29	64
Autochtones cris, inuit et naskapis, instruction publique – c. 19	46

B

Baie James, développement et organisation municipale – c. 19	46
Baie-James et Nouveau-Québec, régime des terres – cc. 7, 8	23, 24
Baie-James, Société Eeyou – c. 8	24
Bâtiment – c. 5	20
Bâtiment, économie de l'énergie – c. 8	24
Bécancour, Société du parc industriel et portuaire – cc. 19, 29	46, 64
Berthierville, acquisition d'immeubles par la ville – c. 19	46
Bienfaisance, sociétés nationales – c. 29	64
Biens culturels – cc. 8, 9	24, 26
Bois, mesureurs – c. 8	24
Bonenfant, Jean-Charles, Fondation – c. 6	22
Brossard, ville – c. 19	46
Budget, discours du 1 ^{er} novembre 2001, Loi donnant suite – c. 9	26
Budget, discours du 29 mars 2001, Loi budgétaire n° 2 – c. 9	26
Bureaux de la publicité des droits – c. 8	24

C

Cadastre – c. 8	24
Cadastre québécois, réforme – c. 8	24
Cadavres, disposition, laboratoires médicaux, conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons – c. 19	46
Caisse de dépôt et placement du Québec – c. 19	46
Caisses d'épargne et de crédit – c. 29	64
Capital, augmentation, petites et moyennes entreprises – c. 29	64
Cégeps – c. 29	64
Centre de recherche industrielle du Québec – c. 29	64
Centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance – cc. 13, 27	33, 60
Centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance, places donnant droit à des subventions – c. 27	60
Centres de la petite enfance, règlement – c. 27	60
Centres financiers internationaux – c. 9	26
CFI – c. 9	26
Chapais, Ville – c. 19	46
Charte de la Ville de Gatineau – cc. 14, 19	35, 46
Charte de la Ville de Lévis – cc. 14, 19	35, 46
Charte de la Ville de Longueuil – cc. 14, 19, 29	35, 46, 64
Charte de la Ville de Montréal – cc. 3, 5, 14, 19, 28, 29	17, 20, 35, 46, 62, 64
Charte de la Ville de Québec – cc. 14, 19	35, 46
Chasse et pêche, clubs – c. 29	64

	Page
Chaudière-Appalaches et Québec, Société Innovatech – c. 29	64
Cimetière, compagnies – c. 29	64
Cimetières catholiques romains, compagnies – c. 29	64
Cités et villes – cc. 3, 5, 8, 14, 16, 19, 29	17, 20, 24, 35, 40, 46, 64
Clubs de chasse et de pêche – c. 29	64
Clubs de récréation – c. 29	64
Code de la sécurité routière – cc. 5, 8, 19	20, 24, 46
Code de procédure civile – c. 19	46
Code de procédure pénale – c. 5	20
Code des professions – c. 1	13
Code du travail – c. 26	59
Code municipal du Québec – cc. 3, 5, 8, 14, 16, 19, 29	17, 20, 24, 35, 40, 46, 64
Collèges d'enseignement général et professionnel – c. 29	64
Commerce et industrie, ministère – c. 29	64
Commerce international, mise en œuvre des accords – c. 29	64
Commission de la fonction publique de Montréal – c. 28	62
Commission des partenaires du marché du travail – cc. 19, 29	46, 64
Commission municipale – c. 19	46
Communauté métropolitaine de Montréal – cc. 5, 19	20, 46
Communauté métropolitaine de Québec – cc. 5, 19	20, 46
Compagnies – cc. 18, 29	44, 64
Compagnies de cimetière – c. 29	64
Compagnies de cimetières catholiques romains – c. 29	64
Compagnies de flottage – c. 8	24
Compagnies de gaz, d'eau et d'électricité – c. 29	64
Compagnies de télégraphe et de téléphone – c. 29	64
Compagnies minières – c. 29	64
Compagnies, liquidation – c. 29	64
Complexe sidérurgique, établissement par Sidbec – c. 29	64
Comptables agréés – c. 19	46
Concours artistiques, littéraires et scientifiques – c. 29	64
Concours publicitaires, loteries et appareils d'amusement – c. 29	64
Confédération des syndicats nationaux, Fondation, Fonds de développement pour la coopération et l'emploi – c. 9	26
Conseil de la Science et de la Technologie – c. 29	64
Conseillers et maires des municipalités, régimes de retraite – c. 19	46
Conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal – c. 19	46
Conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons, laboratoires médicaux, disposition des cadavres – c. 19	46
Conservation du patrimoine naturel – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Conservation et mise en valeur de la faune – cc. 8, 19, 23	24, 46, 54
Constitution de certaines Églises – c. 29	64
Consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités – c. 14	35
Contrecoeur, Ville – c. 19	46
Contribution réduite, règlement – c. 27	60
Conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, régime de négociation – c. 25	57

	Page
Coopération et emploi, Fonds de développement de la Confédération	
des syndicats nationaux (Fondation) – c. 9	26
Coopératives – c. 18	44
Coopératives de services financiers – c. 20	50
Coopératives et personnes morales sans but lucratif, aide au développement – c. 29	64
Corporation foncière d'Umiujaq – c. 7	23
Corporations religieuses – c. 29	64
Cours municipales – cc. 5, 14, 19	20, 35, 46
Courtage immobilier – c. 29	64
Coûts de main-d'oeuvre, réduction, secteur municipal, négociation d'ententes	
– cc. 3, 19	17, 46
Crédit et épargne, caisses – c. 29	64
Crédit forestier – c. 8	24
Crédit forestier par les institutions privées – c. 8	24
Crédits, 2003-2004 – cc. 4, 11	19, 30
CRIQ – c. 29	64
Cris du Québec et gouvernement du Québec, mise en œuvre de l'Entente	
concernant une nouvelle relation – c. 16	40
Cris, inuit et naskapis, instruction publique pour les autochtones – c. 19	46
Cruauté envers les animaux, sociétés préventives – c. 29	64
CSN, Fondation, Fonds de développement pour la coopération et l'emploi – c. 9	26
Curateur public – c. 19	46

D

Décrets – c. 19	46
Dépôt et placement, Caisse – c. 19	46
Dettes et emprunts municipaux – c. 19	46
Développement de Ferme-Neuve, Agence – c. 19	46
Développement de la formation de la main-d'œuvre – c. 2	14
Développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel,	
Société – c. 29	64
Développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux,	
agences – c. 21	51
Développement des coopératives et des personnes morales sans but lucratif,	
aide – c. 29	64
Développement économique et régional et recherche, ministère – c. 29	64
Développement et organisation municipale de la région de la Baie James – c. 19	46
Développement régional, Fonds – c. 29	64
Développement Station Mont-Tremblant, Agence – c. 19	46
Développement touristique, aide – c. 29	64
Développement, Fonds, coopération et emploi, Confédération des syndicats	
nationaux, (Fondation) – c. 9	26
Discours sur le budget du 1 ^{er} novembre 2001, Loi donnant suite – c. 9	26
Discours sur le budget du 29 mars 2001, Loi budgétaire n° 2 – c. 9	26
Disposition des cadavres, laboratoires médicaux, conservation des organes,	
des tissus, des gamètes et des embryons – c. 19	46
Districts électoraux, titres de propriété – c. 8	24
Division territoriale – c. 8	24

	Page
Domaine de l'État, terres agricoles – c. 8	24
Domaine de l'État, terres – cc. 8, 19	24, 46
Droit à des subventions, centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance – c. 27	60
Droits des personnes handicapées – cc. 19, 29	46, 64
Droits sur les mines – c. 8	24
Droits sur les mutations immobilières – cc. 19, 29	46, 64
Droits, bureaux de la publicité – c. 8	24

E

Eau, gaz et électricité, compagnies – c. 29	64
Eaux, régime – c. 8	24
Eaux, Société québécoise d'assainissement – c. 19	46
Économie de l'énergie dans le bâtiment – c. 8	24
Économie mixte dans le secteur municipal, sociétés – c. 19	46
Économie, finances et recherche, ministère – c. 29	64
Eeyou, Société, Baie-James – c. 8	24
Efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures – c. 8	24
Efficacité énergétique, Agence – c. 8	24
Églises, constitution – c. 29	64
Élections et référendums dans les municipalités – c. 19	46
Électricité ou hydrocarbures, efficacité énergétique d'appareils – c. 8	24
Électricité, exportation – c. 8	24
Électricité, gaz et eau, compagnies – c. 29	64
Électricité, systèmes municipaux et systèmes privés – c. 19	46
Élus municipaux, régime de retraite – c. 19	46
Élus municipaux, traitement – c. 19	46
Embryons, organes, tissus et gamètes, conservation, laboratoires médicaux, disposition des cadavres – c. 19	46
Emploi et coopération, Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux (Fondaction) – c. 9	26
Emploi et solidarité sociale, ministère – cc. 19, 29	46, 64
Emploi, solidarité sociale et soutien du revenu – c. 9	26
Emprunts et dettes municipaux – c. 19	46
Encadrement du secteur financier, Agence nationale – c. 9	26
Énergie dans le bâtiment, économie – c. 8	24
Énergie, Régie – c. 8	24
Enfance, centres et autres services de garde à l'enfance – cc. 13, 27	33, 60
Enfance, centres, règlement – c. 27	60
Enfance, services de garde et centres de la petite enfance – cc. 13, 27	33, 60
Énoncés budgétaires – c. 9	26
Enseignement général et professionnel, collègues – c. 29	64
Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, mise en œuvre – c. 16	40
Ententes, négociation, réduction des coûts de main-d'oeuvre, secteur municipal – cc. 3, 19	17, 46

	Page
Entreprises individuelles, sociétés et personnes morales, publicité légale – c. 29	64
Entreprises, petites et moyennes, augmentation du capital – c. 29	64
Environnement, qualité – cc. 8, 19	24, 46
Épargne et crédit, caisses – c. 29	64
Équipements et produits pétroliers – c. 8	24
Équipements, Ville de Montréal – c. 19	46
Espèces menacées ou vulnérables – cc. 8, 19	24, 46
Établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique – c. 29	64
Établissements commerciaux, heures et jours d'admission – c. 29	64
État, terres agricoles du domaine – c. 8	24
État, terres du domaine – cc. 8, 19	24, 46
Études, aide financière – cc. 17, 19	43, 46
Études, aide financière, règlement – c. 27	60
Évaluation foncière, procédure de révision administrative – c. 19	46
Évêques catholiques romains – c. 29	64
Exécutif – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Exercice des droits des personnes handicapées – cc. 19, 29	46, 64
Exportation de l'électricité – c. 8	24
Expropriation – c. 19	46

F

Fabriques – c. 29	64
Faune, conservation et mise en valeur – cc. 8, 19, 23	24, 46, 54
Faune, ressources naturelles et parcs, ministère – cc. 8, 16	24, 40
Ferme-Neuve, Agence de développement – c. 19	46
Financement de la pêche commerciale – c. 23	54
Financement des activités locales, fonds spécial – c. 19	46
Financement, Société générale – cc. 8, 29	24, 64
Financement-Québec – c. 19	46
Finances, économie et recherche, ministère – c. 29	64
Fiscalité municipale – cc. 9, 19	26, 46
Flottage, compagnies – c. 8	24
Fonction publique de Montréal, Commission – c. 28	62
Fondation, Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi – c. 9	26
Fondation Jean-Charles-Bonenfant – c. 6	22
Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, Fondation – c. 9	26
Fonds de développement régional – c. 29	64
Fonds de partenariat touristique – c. 29	64
Fonds de soutien à la recherche – c. 29	64
Fonds spécial de financement des activités locales – c. 19	46
Forêts – cc. 8, 16	24, 40
Formation de la main-d'œuvre, développement – c. 2	14

G

Gamètes, organes, tissus et embryons, conservation, laboratoires médicaux, disposition des cadavres – c. 19	46
Gardereries, règlement– c. 27	60
Gatineau, charte – cc. 14, 19	35, 46
Gaz, eau et électricité, compagnies – c. 29	64
Génocide arménien, Jour commémoratif – c. 10	29
Gouvernement du Québec et Cris du Québec, mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation – c. 16	40
Grand Montréal, Société Innovatech – c. 29	64
Grand-Mère, ville – c. 19	46
Guerre et anciens combattants, protection des sépultures – c. 22	53

H

Habitation, Société – c. 19	46
Handicapés, exercice des droits – cc. 19, 29	46, 64
Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux – c. 29	64
Hospitalisation, assurance – c. 25	57
Hydrocarbures ou électricité, efficacité énergétique d'appareils – c. 8	24
Hydro-Québec – cc. 8, 19	24, 46

I

Immeubles industriels municipaux – c. 19	46
Immeubles, acquisition par la ville de Berthierville – c. 19	46
Immobilière SHQ – c. 19	46
Impôt sur le tabac – c. 9	26
Impôts – cc. 2, 8, 9, 19, 29	14, 24, 26, 46, 64
Impôts fonciers, remboursement – c. 9	26
Incendie, sécurité – c. 5	20
Industrie et commerce, ministère – c. 29	64
Innovatech du Grand Montréal, Société – c. 29	64
Innovatech du sud du Québec, Société – c. 29	64
Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, Société – c. 29	64
Innovatech Régions ressources, Société – c. 29	64
Inspecteur général des institutions financières – c. 29	64
Installations olympiques, Régie – c. 29	64
Institutions financières, inspecteur général – c. 29	64
Institutions privées, crédit forestier – c. 8	24
Instruction publique – c. 19	46
Instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis – c. 19	46
Interdiction de subventions municipales – c. 19	46
Inuit, cris et naskapis, instruction publique pour les autochtones – c. 19	46

J

Jean-Charles-Bonenfant, Fondation – c. 6	22
Jour commémoratif du génocide arménien – c. 10	29
Jour du tartan – c. 30	67
Jours et heures d'admission dans les établissements commerciaux – c. 29	64
Justice administrative – c. 23	54

K

Kativik, Administration régionale et villages nordiques – c. 19	46
---	----

L

Laboratoires médicaux, conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons, disposition des cadavres – c. 19	46
Lac-Tremblant-Nord et Mont-Tremblant, municipalités – c. 19	46
Lévis, charte – cc. 14, 19	35, 46
Liquidation des compagnies – c. 29	64
Loi budgétaire n° 2 donnant suite au discours sur le budget du 29 mars 2001 et à certains énoncés budgétaires – c. 9	26
Loi donnant suite au discours sur le budget du 1 ^{er} novembre 2001, à l'énoncé complémentaire du 19 mars 2002 et à certains autres énoncés budgétaires – c. 9	26
Loisir, affaires municipales et sport, ministère – c. 19	46
Longueuil, charte – cc. 14, 19, 29	35, 46, 64
Loteries, concours publicitaires et appareils d'amusement – c. 29	64

M

Main-d'œuvre, réduction des coûts, secteur municipal, négociation d'ententes – cc. 3, 19	17, 46
Main-d'œuvre, développement de la formation – c. 2	14
Maires et conseillers des municipalités, régimes de retraite – c. 19	46
Maladie, assurance – c. 29	64
Maladie, Régie de l'assurance – cc. 2, 9	14, 26
Marché du travail, Commission des partenaires – cc. 19, 29	46, 64
Matériaux de rembourrage et articles rembourrés – c. 29	64
Mesureurs de bois – c. 8	24
Métropole et affaires municipales, ministère – c. 19	46
Mines – cc. 8, 15	24, 38
Mines, compagnies – c. 29	64
Mines, droits – c. 8	24
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation – cc. 8, 19	24, 46
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie – c. 29	64
Ministère de la Santé et des Services sociaux – c. 29	64
Ministère de la Sécurité publique – c. 29	64
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – cc. 19, 29	46, 64

	Page
Ministère de l'Industrie et du Commerce – c. 29	64
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole – c. 19	46
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir – c. 19	46
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche – c. 29	64
Ministère des Régions – cc. 19, 29	46, 64
Ministère des Ressources naturelles – cc. 8, 16	24, 40
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs – cc. 8, 16	24, 40
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche – c. 29	64
Ministère du Revenu – cc. 2, 8, 9, 19	14, 24, 26, 46
Ministères – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Mirabel, Zone de commerce international de Montréal, Société de développement – c. 29	64
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche – c. 23	54
Mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec – c. 16	40
Mise en œuvre des accords de commerce international – c. 29	64
Mise en valeur et conservation de la faune – cc. 8, 19, 23	24, 46, 54
Montréal, certains équipements – c. 19	46
Montréal, charte – cc. 3, 5, 14, 19, 28, 29	17, 20, 35, 46, 62, 64
Montréal, Commission de la fonction publique – c. 28	62
Montréal, Communauté métropolitaine – cc. 5, 19	20, 46
Montréal, conseils intermunicipaux de transport dans la région – c. 19	46
Montréal, Québec et Outaouais, régions métropolitaines, réforme de l'organisation territoriale municipale – c. 19	46
Montréal, Société du Palais des congrès – c. 29	64
Montréal, Zone de commerce international à Mirabel, Société de développement – c. 29	64
Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord, municipalités – c. 19	46
Mont-Tremblant, Agence de développement Station – c. 19	46
Municipalités – cc. 3, 19	17, 46
Municipalités, consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale – c. 14	35
Municipalités, élections et référendums – c. 19	46
Municipalités, maires et conseillers, régimes de retraite – c. 19	46
Mutations immobilières, droits – cc. 19, 29	46, 64

N

Naskapis, cris et inuit, instruction publique pour les autochtones – c. 19	46
Négociation d'ententes, réduction des coûts de main-d'œuvre, secteur municipal – cc. 3, 19	17, 46
Négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, régime – c. 25	57
Négociation, unités, secteur des affaires sociales – c. 25	57
Normes du travail – c. 2	14
Nouveau-Québec et Baie-James, régime des terres – cc. 7, 8	23, 24

O

Organes, tissus, gamètes et embryons, conservation, laboratoires médicaux, disposition des cadavres – c. 19	46
Organisation municipale et développement de la région de la Baie James – c. 19	46
Organisation territoriale municipale – cc. 8, 14, 19	24, 35, 46
Organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, réforme – c. 19	46
Outaouais, Montréal et Québec, régions métropolitaines, réforme de l'organisation territoriale municipale – c. 19	46

P

Palais des congrès de Montréal, Société – c. 29	64
Parc industriel et portuaire de Bécancour, Société – cc. 19, 29	46, 64
Parc industriel et portuaire Québec-Sud, Société – c. 29	64
Parcs, ressources naturelles et faune, ministère – cc. 8, 16	24, 40
Partenaires du marché du travail, Commission – cc. 19, 29	46, 64
Partenariat touristique, Fonds – c. 29	64
Patrimoine naturel, conservation – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Pêche commerciale, financement – c. 23	54
Pêche et chasse, clubs – c. 29	64
Pêcheries commerciales et récolte commerciale de végétaux aquatiques – c. 23	54
Pêcheries et aquaculture commerciales – c. 23	54
Pêcheries, agriculture et alimentation, ministère – cc. 8, 19	24, 46
Perception des amendes – c. 5	20
Personnes handicapées, exercice des droits – cc. 19, 29	46, 64
Personnes morales sans but lucratif et coopératives, aide au développement – c. 29	64
Personnes morales, entreprises individuelles et sociétés, publicité légale – c. 29	64
Personnes morales, pouvoirs spéciaux – cc. 8, 29	24, 64
Pesticides – c. 19	46
Petite enfance, centres et autres services de garde à l'enfance – cc. 13, 27	33, 60
Petite enfance, centres, règlement – c. 27	60
Petites et moyennes entreprises, augmentation du capital – c. 29	64
Pétrole, produits et équipements – c. 8	24
Placement et dépôt, Caisse – c. 19	46
Places donnant droit à des subventions, centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance – c. 27	60
PME, augmentation du capital – c. 29	64
Police – c. 19	46
Pouvoirs spéciaux des personnes morales – cc. 8, 29	24, 64
Procédure civile, Code – c. 19	46
Procédure de révision administrative, évaluation foncière – c. 19	46
Procédure pénale, Code – c. 5	20
Producteurs agricoles – c. 23	54
Produits agricoles, alimentaires et de la pêche, mise en marché – c. 23	54
Produits et équipements pétroliers – c. 8	24

	Page
Professions, Code – c. 1	13
Protection des arbres – c. 8	24
Protection des sépultures des anciens combattants et des sépultures de guerre – c. 22	53
Protection du territoire et des activités agricoles – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Protection sanitaire des animaux – cc. 23, 24	54, 56
Publicité des droits, bureaux – c. 8	24
Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales – c. 29	64

Q

Qualité de l'environnement – cc. 8, 19	24, 46
Québec et Chaudière-Appalaches, Société Innovatech – c. 29	64
Québec-régions, Table – c. 29	64
Québec, charte – cc. 14, 19	35, 46
Québec, Communauté métropolitaine – cc. 5, 19	20, 46
Québec, Montréal et Outaouais, régions métropolitaines, réforme de l'organisation territoriale municipale – c. 19	46
Québec-Sud, Société du parc industriel et portuaire – c. 29	64

R

RAMQ – cc. 2, 9	14, 26
Recherche industrielle du Québec, Centre – c. 29	64
Recherche, développement économique et régional, ministère – c. 29	64
Recherche, finances et économie, ministère – c. 29	64
Recherche, fonds de soutien – c. 29	64
Recherche, science et technologie, ministère – c. 29	64
Récolte commerciale de végétaux aquatiques et pêcheries commerciales – c. 23	54
Récréation, clubs – c. 29	64
Réduction des coûts de main-d'oeuvre, secteur municipal, négociation d'ententes – cc. 3, 19	17, 46
Référendums et élections dans les municipalités – c. 19	46
Réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais – c. 19	46
Réforme du cadastre québécois – c. 8	24
Régie de l'assurance maladie du Québec – cc. 2, 9	14, 26
Régie de l'énergie – c. 8	24
Régie des installations olympiques – c. 29	64
Régies régionales de la santé et des services sociaux – c. 21	51
Régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic – c. 25	57
Régime de rentes du Québec – cc. 2, 9	14, 26
Régime de retraite des élus municipaux – c. 19	46
Régime des eaux – c. 8	24
Régime des terres, territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec – cc. 7, 8.....	23, 24
Régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités – c. 19	46

	Page
Régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, réforme de l'organisation territoriale municipale – c. 19	46
Régions ressources, Société Innovatech – c. 29	64
Régions, ministère – cc. 19, 29	46, 64
Règlement sur l'aide financière aux études – c. 27	60
Règlement sur la contribution réduite – c. 27	60
Règlement sur le soutien du revenu – c. 27	60
Règlement sur les centres de la petite enfance – c. 27	60
Règlement sur les garderies – c. 27	60
Regroupement de la Municipalité de Mont-Tremblant, de la Ville de Saint-Jovite, de la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord et de la Paroisse de Saint-Jovite – c. 19	46
Remboursement, matériaux, et articles remboursés – c. 29	64
Remboursement d'impôts fonciers – c. 9	26
Rentes, régime – cc. 2, 9	14, 26
Réorganisation territoriale de certaines municipalités, consultation des citoyens – c. 14	35
Réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, agences de développement – c. 21	51
Ressources naturelles, faune et parcs, ministère – cc. 8, 16	24, 40
Ressources naturelles, ministère – cc. 8, 16	24, 40
Retraite, régime, élus municipaux – c. 19	46
Retraite, régimes, maires et conseillers des municipalités – c. 19	46
Revenu, ministère – cc. 2, 8, 9, 19	14, 24, 26, 46
Revenu, soutien, emploi et solidarité sociale – c. 9	26
Revenu, soutien, règlement – c. 27	60
Révision administrative, évaluation foncière, procédure – c. 19	46
Rimouski, ville – c. 19	46
Rouyn-Noranda, Ville – c. 19	46

S

Saguenay, Ville – c. 19	46
Saint-Jovite, Ville et Paroisse – c. 19	46
Santé et services sociaux – cc. 12, 25, 29	31, 57, 64
Santé et services sociaux, agences de développement de réseaux locaux – c. 21	51
Santé et services sociaux, ministère – c. 29	64
Santé et services sociaux, régies régionales – c. 21	51
SAQ – c. 29	64
Science et technologie, Conseil – c. 29	64
Science, recherche et technologie, ministère – c. 29	64
Secteur financier, Agence nationale d'encadrement – c. 9	26
Secteur municipal, négociation d'ententes, réduction des coûts de main-d'œuvre – cc. 3, 19	17, 46
Secteur municipal, sociétés d'économie mixte – c. 19	46
Secteurs public et parapublic, régime de négociation des conventions collectives – c. 25	57
Sécurité civile – c. 5	20
Sécurité dans les sports – c. 19	46
Sécurité incendie – c. 5	20

	Page
Sécurité publique, ministère – c. 29	64
Sécurité routière, Code – cc. 5, 8, 19	20, 24, 46
Sépultures des anciens combattants et sépultures de guerre, protection – c. 22	53
Services de garde à l'enfance et centres de la petite enfance – cc. 13, 27	33, 60
Services de santé et services sociaux – cc. 12, 25, 29	31, 57, 64
Services de santé et services sociaux, agences de développement de réseaux locaux – c. 21	51
Services financiers, coopératives – c. 20	50
Services sociaux et santé, ministère – c. 29	64
Services sociaux et santé, régies régionales – c. 21	51
Services sociaux et services de santé – cc. 12, 25, 29	31, 57, 64
Services sociaux et services de santé, agences de développement de réseaux locaux – c. 21	51
SGF – cc. 8, 29	24, 64
Sherbrooke, Ville – c. 19	46
SHQ – c. 19	46
SHQ, Immobilière – c. 19	46
Sidbec, établissement d'un complexe sidérurgique – c. 29	64
Sidérurgie, établissement d'un complexe par Sidbec – c. 29	64
Société d'habitation du Québec – c. 19	46
Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel – c. 29	64
Société des alcools du Québec – c. 29	64
Société du Palais des congrès de Montréal – c. 29	64
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour – cc. 19, 29	46, 64
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud – c. 29	64
Société du tourisme du Québec – c. 29	64
Société Eeyou de la Baie-James – c. 8	24
Société générale de financement du Québec – cc. 8, 29	24, 64
Société Innovatech du Grand Montréal – c. 29	64
Société Innovatech du sud du Québec – c. 29	64
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches – c. 29	64
Société Innovatech Régions ressources – c. 29	64
Société nationale de l'amiante – c. 8	24
Société québécoise d'assainissement des eaux – c. 19	46
Sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal – c. 19	46
Sociétés de transport en commun – cc. 5, 19	20, 46
Sociétés nationales de bienfaisance – c. 29	64
Sociétés préventives de cruauté envers les animaux – c. 29	64
Sociétés, entreprises individuelles et personnes morales, publicité légale – c. 29	64
Solidarité sociale et emploi, ministère – cc. 19, 29	46, 64
Solidarité sociale, emploi et soutien du revenu – c. 9	26
Soutien à la recherche, fonds – c. 29	64
Soutien du revenu, emploi et solidarité sociale – c. 9	26
Soutien du revenu, règlement – c. 27	60
Sport, affaires municipales et loisir, ministère – c. 19	46
Sports, sécurité – c. 19	46

	Page
Station Mont-Tremblant, Agence de développement – c. 19	46
Subventions municipales, interdiction – c. 19	46
Subventions, places donnant droit, centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance – c. 27	60
Sud du Québec, Société Innovatech – c. 29	64
Syndicats nationaux, Confédération, Fondation, Fonds de développement pour la coopération et l'emploi – c. 9	26
Syndicats professionnels – c. 29	64
Systèmes municipaux et systèmes privés d'électricité – c. 19	46

T

Tabac, impôt – c. 9	26
Table Québec-régions – c. 29	64
Tartan, Jour – c. 30	67
Taxe de vente du Québec – cc. 2, 9	14, 26
Technologie et science, Conseil – c. 29	64
Technologie, recherche et science, ministère – c. 29	64
Télégraphe et téléphone, compagnies – c. 29	64
Téléphone et télégraphe, compagnies – c. 29	64
Terres agricoles du domaine de l'État – c. 8	24
Terres du domaine de l'État – cc. 8, 19	24, 46
Terres, régime, territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec – cc. 7, 8	23, 24
Territoire et activités agricoles, protection – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64
Territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec, régime des terres – cc. 7, 8	23, 24
Tissus, organes, gamètes et embryons, conservation, laboratoires médicaux, disposition des cadavres – c. 19	46
Titres de propriété dans certains districts électoraux – c. 8	24
Tourisme, Société – c. 29	64
Traitement des élus municipaux – c. 19	46
Transport en commun, sociétés – cc. 5, 19	20, 46
Transport, Agence métropolitaine – c. 5	20
Transport, conseils intermunicipaux, région de Montréal – c. 19	46
Travail, Code – c. 26	59
Travail, normes – c. 2	14
Travaux municipaux – c. 19	46
Trois-Rivières, Ville – c. 19	46
TVQ – cc. 2, 9	14, 26

U

Umiujaq, Corporation foncière – c. 7	23
Unités de négociation dans le secteur des affaires sociales – c. 25	57
Urbanisme et aménagement – cc. 8, 19, 29	24, 46, 64

V

Valeurs mobilières – c. 8	24
Végétaux aquatiques, récolte commerciale, et pêcheries commerciales – c. 23	54
Véhicules hors route – cc. 5, 19	20, 46
Vente, taxe – cc. 2, 9	14, 26
Village naskapi et villages cris – c. 19	46
Villages cris et village naskapi – c. 19	46
Villages nordiques et Administration régionale Kativik – c. 19	46
Ville de Berthierville, acquisition d'immeubles – c. 19	46
Ville de Brossard – c. 19	46
Ville de Chapais – c. 19	46
Ville de Contrecoeur – c. 19	46
Ville de Gatineau, charte – cc. 14, 19	35, 46
Ville de Grand-Mère – c. 19	46
Ville de Lévis, charte – cc. 14, 19	35, 46
Ville de Longueuil, charte – cc. 14, 19, 29	35, 46, 64
Ville de Montréal, certains équipements – c. 19	46
Ville de Montréal, charte – cc. 3, 5, 14, 19, 28, 29	17, 20, 35, 46, 62, 64
Ville de Québec, charte – cc. 14, 19	35, 46
Ville de Rimouski – c. 19	46
Ville de Rouyn-Noranda – c. 19	46
Ville de Saguenay – c. 19	46
Ville de Sherbrooke – c. 19	46
Ville de Trois-Rivières – c. 19	46
Villes et cités – cc. 3, 5, 8, 14, 16, 19, 29	17, 20, 24, 35, 40, 46, 64

Z

Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, Société de développement	
– c. 29	64